

**One century of
children's rights:**

a legacy and an
international commitment
that stand the test of time

**Un siècle de
droits de l'enfant :**

un héritage et un
engagement international
à l'épreuve du temps



Foreword

One century of children's rights: a legacy and an international commitment that stand the test of time

The year 2024 marks one century of struggle and significant advances for children's rights. By adopting the Declaration of Geneva in 1924, the international community set an historic milestone: the foundations of an international movement for the defence of children's rights, and an unprecedented commitment to improving the living conditions and well-being of children around the world. This publication is intended to pay tribute to the pioneering spirit of a century-old social movement that is not present enough in the collective memory. It came into being following a conference held by Dr. Philip Veerman, upon invitation from the OKAJU, on 23 February 2023 at the Mënscherechtshaus in Luxembourg, under the auspices of the Luxembourg Commission for UNESCO.

Today, 100 years after the Geneva Declaration and 35 years since the adoption of the United Nations Convention on the Rights of the Child (CRC), we are unfortunately still facing the risk of regression in the field of children's rights and child protection. Global crises, including violence, conflicts, the advent of the digital world and growing social inequalities, are placing a heavy burden on children. The pandemic has exacerbated existing injustices and plunged many children into precarious situations. Moreover, conservative, retrograde and backward-looking discourses persist, as well as social norms, mentalities and ideologies that repress rights, calling into question human rights in general and children's rights in particular.

Préface

Un siècle de droits de l'enfant : un héritage et un engagement international à l'épreuve du temps

L'an 2024 marque un siècle de lutte et d'avancées significatives pour les droits de l'enfant. En adoptant la Déclaration de Genève en 1924, la communauté internationale a posé un jalon historique : les fondations d'un mouvement international de défense des droits de l'enfant, d'un engagement sans précédent pour améliorer les conditions de vie et le bien-être des enfants du monde entier. La présente publication est destinée à rendre hommage à l'esprit pionnier d'un mouvement social centenaire trop peu palpable dans la mémoire collective. Elle est le fruit d'une conférence donnée par le Dr. Philip Veerman sur invitation de l'OKAJU ayant eu lieu le 23 février 2023 au Mënscherechtshaus au Luxembourg, sous les auspices de la Commission luxembourgeoise pour l'UNESCO.

Aujourd'hui, 100 ans après la Déclaration de Genève et 35 ans depuis l'adoption de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CRDE), nous sommes malheureusement encore confrontés à un risque de régression dans le domaine des droits et de la protection des enfants. Les crises mondiales et notamment les violences, les conflits, l'arrivée du monde numérique et les inégalités sociales de plus en plus prononcées font peser une lourde charge sur les enfants. La pandémie a aggravé les injustices existantes et plongé de nombreux enfants dans des situations précaires. S'y ajoutent des discours conservateurs, rétrogrades, arriéristes, ou encore des normes sociales, mentalités et idéologies répressives des droits, remettant en question les droits humains en général et les droits de l'enfant en particulier.



▲ Homs, Syria, September 2013
© 2015 ART production/Shutterstock

The memory of the historic children's rights movement should inspire, encourage and compel us to pursue our commitment to the fight for children's rights in order to better protect the welfare of children in these times of change and uncertainty. Past achievements bear witness to what we can achieve if we act together for children's rights. At the same time, they encourage us to remain vigilant and to commit ourselves relentlessly to a future in which all children can fully enjoy their rights.

Le souvenir du mouvement historique des droits de l'enfant doit à la fois nous inspirer, nous encourager et nous obliger à poursuivre notre engagement en faveur de la lutte pour les droits de l'enfant afin de mieux protéger le bien-être des enfants en cette période d'incertitude et de changement. Les acquis du passé nous montrent ce que nous pouvons accomplir si nous agissons ensemble pour les droits des enfants. Simultanément, ils nous incitent à rester vigilants et à nous engager sans relâche pour un avenir dans lequel tous les enfants pourront jouir pleinement de leurs droits.

This publication also announces the forthcoming publication of a collective work designed to highlight the importance of children's rights and to encourage reflection and debate on possible courses of action for the future. The forthcoming book, with its many perspectives, is intended as a modest contribution to the current international dialogue on children's rights. It is aimed at all those who are committed to children's rights: political decision-makers and public authorities, professionals, parents, young human rights defenders and all those involved in civil society. May this book also serve as a source of inspiration for the younger generation to become defenders of children's rights!

In this publication, readers will have the opportunity to preview Dr Philip Veerman's article on the history of the Geneva Declaration on the Rights of the Child. It is complemented by a chronology of children's rights at an international and Luxembourg level. This timeline, which will also appear in a more elaborate and illustrated form in the forthcoming book, can be supplemented by your contributions.

Children's rights are non-negotiable. Together, we can ensure that they continue to play a central role in our society and that children grow up in a safe, healthy and fulfilling environment.

It is only by continuing, hand in hand, on the way paved by the Geneva Declaration and the achievements of the CRC, that we can build a better future for and with children.

Charel Schmit,
Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher
(Luxembourg)

Cette publication annonce également un ouvrage collectif à paraître prochainement, qui aura pour but de souligner l'importance des droits de l'enfant et d'inviter à une réflexion et à un débat sur des pistes d'action pour l'avenir. L'ouvrage à paraître, comportant de multiples perspectives, se veut une contribution modeste au dialogue international actuel sur les droits de l'enfant. Il s'adresse à tous ceux et celles qui s'engagent en faveur des droits de l'enfant : aux décideurs politiques et autorités publiques, aux professionnels, aux parents, aux jeunes défenseurs des droits humains et à tous les acteurs de la société civile. Que cette lecture soit également source d'inspiration pour les jeunes générations à devenir les défenseurs des droits de l'enfant !

Dans cette publication, le lecteur aura l'opportunité de découvrir en avant-première l'article du Dr Philip Veerman, portant sur l'histoire de la Déclaration de Genève relative aux droits de l'enfant. Le tout est complété par une chronologie des droits de l'enfant sur le plan international et luxembourgeois. Cette ligne de temps, qui paraîtra également sous une forme plus aboutie et illustrée dans le futur livre, peut être complétée par vos contributions.

Les droits de l'enfant ne sont pas négociables. Ensemble, nous pouvons garantir qu'ils continuent à jouer un rôle central dans notre société et que les enfants grandissent dans un environnement sûr, sain et épanouissant.

Ce n'est qu'en continuant, main dans la main, sur la lignée de la Déclaration de Genève et les acquis de la CRDE, que nous pourrons construire un avenir meilleur pour et avec les enfants.

Charel Schmit,
Ombudsman pour enfants et adolescents
(Luxembourg)

Launch of an anthology on children's rights

Scheduled for release in early 2025, our next book, 'A Century of Children's Rights – Honouring the Geneva Declaration's Legacy and Pledging Commitment for its Road Ahead' will offer a wide-ranging collection of contributions on children's rights. The book will include explorations of historical documents and contemporary challenges, as well as legal perspectives.

We invite you to participate in the development of this international tribute by sharing your ideas and comments.

Below is an outline of the draft list of contributors and an illustrated chronology. We encourage you to help us complete, enrich and correct it.¹

¹ Please send your proposals by email to: contact@okaju.lu

Lancement d'une anthologie sur les droits de l'enfant

Prévu pour début 2025, notre prochain ouvrage intitulé « **Un siècle de droits de l'enfant – Rendre hommage à l'héritage de la Déclaration de Genève et s'engager pour son avenir** » proposera une vaste collection de contributions sur les droits de l'enfant. Ce livre comportera des explorations de documents historiques et défis contemporains, ainsi que des perspectives juridiques.

Nous vous invitons à participer à l'élaboration de cet hommage international en partageant vos idées et vos commentaires.

Vous trouverez ci-après un aperçu de la liste des auteurs ainsi qu'une chronologie illustrée. Nous vous encourageons à nous aider à la compléter, l'enrichir et la corriger.¹

¹ Merci de nous adresser vos propositions par email à l'adresse : contact@okaju.lu

Bruce Adamson (Former Scottish Children and Young People's Commissioner from 2017–2023, Professor of Practice at the University of Glasgow's School of Law), Scotland

Michael Anglade (Director of Save the Children's Office, Switzerland)

Simone Beck (President of the Luxembourgish Commission for UNESCO, Luxembourg)

Aoife Carragher (Office member of the Ombudsman for Children's Office, Ireland)

Eric Delemar (Ombudsman for children's rights, deputy defender of rights, France)

Jörg Gerkrath (Professor for Public and European Law at the University of Luxembourg, Luxembourg)

Niall Muldoon (Ombudsman for Children, Ireland)

Charel Schmit (Ombudsman for Children and Adolescents, Luxembourg)

Anne Skelton (President of the UN Committee of the Rights of the Child, South Africa)

Eliza Smierzchalska (Author, Belgium)

Philip Veerman (Independent health psychologist, Expert in Children's Rights, the Netherlands)

Renate Winter (Judge, International Expert, former President of the UN-CRC, Austria)

In addition you will find an illustrated timeline as well as the text of the Geneva Declaration.

Bruce Adamson (ancien commissaire écossais aux enfants et aux jeunes de 2017 à 2023, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Glasgow), Ecosse.

Michael Anglade (Directeur du Bureau de Save the Children, Suisse)

Simone Beck (Présidente de la Commission luxembourgeoise pour l'UNESCO, Luxembourg)

Aoife Carragher (membre du bureau de l'Ombudsman pour les enfants, Irlande)

Eric Delemar (Défenseur des enfants, adjoint de la Défenseure des droits, France)

Jörg Gerkrath (Professeur de droit public et européen à l'Université du Luxembourg, Luxembourg)

Niall Muldoon (Ombudsman pour les enfants, Irlande)

Charel Schmit (Ombudsman pour enfants et adolescents, Luxembourg)

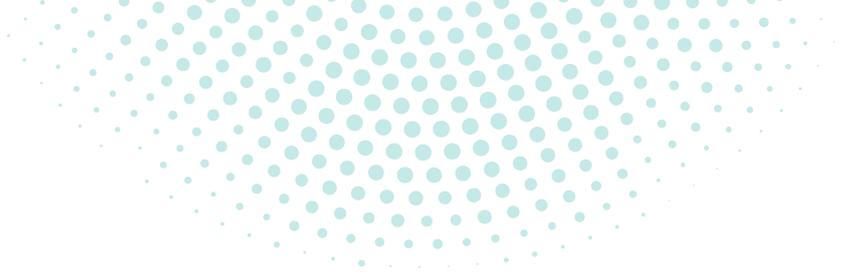
Anne Skelton (Présidente du Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Afrique du Sud)

Eliza Smierzchalska (auteure, Belgique)

Philip Veerman (psychologue indépendant, expert en droits de l'enfant, Pays-Bas)

Renate Winter (juge, experte internationale, ancienne présidente de l'UN-CRC, Autriche)

Vous trouverez également une chronologie illustrée ainsi que le texte de la Déclaration de Genève.



Dr. Philip E. Veerman is a highly acclaimed, multilingual, experienced and chartered psychologist, specialising in forensic psychology, health psychology and human rights.

Proactive academically, he has started projects in the Netherlands, the Middle East, Africa and Asia. He worked for ten years as a forensic psychologist for the Dutch courts. As an expert in children's rights, childhood, child protection, (child) trafficking, international human rights and international cooperation, he has worked with children, adults and families within a variety of different services and multidisciplinary teams. Led an International Interdisciplinary Working group on the Ideologies of Children's Rights. This led to initiating the International Journal on the Rights of the Child.

Le Dr. Philip E. Veerman est un psychologue multilingue expérimenté et agréé hautement reconnu, en psychologie judiciaire, en psychologie de la santé et en droits de l'homme.

Proactif sur le plan académique, il a lancé des projets aux Pays-Bas, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. Il a travaillé pendant dix ans en tant qu'expert judiciaire pour les tribunaux néerlandais. Expert en droits de l'enfant, en enfance, en protection de l'enfance, en traite (des enfants), en droits de l'homme internationaux et en coopération internationale, il a travaillé avec des enfants, des adultes et des familles au sein de différents services et équipes multidisciplinaires. Il a dirigé un groupe de travail international interdisciplinaire sur les idéologies des droits de l'enfant, qui a mené à la création de l'International Journal on the Rights of the Child.



The Declaration of Geneva put children's rights on the map, but have we made any progress since then?

By Philip Veerman¹

Introduction

On 23 February 2023, it was exactly 100 years since the General Council of the Save the Children International Union (SCIU) met in Geneva to adopt the first international Declaration on the Rights of the Child. Eglantyne Jebb, an Englishwoman recognised by the Save the Children Fund as the organisation's founder, played an important role in drafting the declaration and proposed its title: the Declaration of Geneva.

In this chapter I will look at the roles of Eglantyne Jebb, the Save the Children Fund and the SCIU, and attempt to put the Declaration of Geneva² into context. I will also look at the 'upgrade' that the declaration received in 1924, when it was adopted by the League of Nations. Lastly, I will try to answer the questions of whether the declaration still has some relevance today, how children's rights have evolved since the declaration was adopted, and whether we have made progress since then.

¹ This chapter is an adaptation of a lecture given in Luxembourg on 23 February 2023. The event, marking 100 years of children's rights, was organised by the Ombudsman for Children and Adolescents in Luxembourg (OKAJU). I am grateful to Charel Schmit, the Ombudsman, for the opportunity to speak on the occasion of the 100-year anniversary of the Declaration of Geneva.

² There is also another 'Declaration of Geneva'. That declaration was adopted by the World Medical Association (WMA) at a meeting in Geneva in 1948 and deals with medical-ethical principles.

La Déclaration de Genève a fait connaître les Droits de l'Enfant. Mais avons-nous progressé depuis ?

Philip Veerman¹

Introduction

Le 23 février 2023, cela faisait exactement cent ans que le Conseil général de la Save the Children International Union (SCIU) se réunissait à Genève pour adopter la première Déclaration Internationale des Droits de l'Enfant. L'anglaise Eglantyne Jebb, considérée comme la fondatrice de l'organisation par le Save the Children Fund, joua un rôle important dans l'élaboration de la déclaration et c'est elle qui proposa le titre « La Déclaration de Genève ».

Dans le présent chapitre, j'analyserai le rôle d'Eglantyne Jebb, du Save the Children Fund et de la SCIU, ainsi que le contexte de la Déclaration de Genève². J'aborderai aussi les adaptations de la déclaration de 1924, quand elle fut adoptée par la Société des Nations. Enfin, j'essaierai de répondre aux interrogations suivantes : la déclaration est-elle encore pertinente aujourd'hui, comment les droits de l'enfant ont-ils évolué depuis que la déclaration a été adoptée et, est-ce que nous avons fait des progrès depuis ?

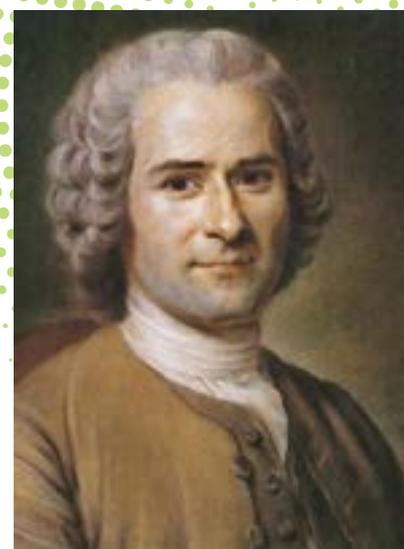
¹ Ce chapitre est l'adaptation d'une conférence donnée à Luxembourg le 23 février 2023. L'événement, qui marquait le centenaire des Droits de l'Enfant, était organisé par l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher zu Lëtzebuerg (OKAJU). Je remercie le médiateur, M. Charles Schmit, de m'avoir permis de m'exprimer à l'occasion du centième anniversaire de la Déclaration de Genève.

² Il existe une autre 'Déclaration de Genève', adoptée par la World Medical Association (WMA) qui s'était réunie à Genève en 1948, portant sur les principes éthiques en matière de médecine.

The need for historical thinking

Eric Alterman³ points out in the New Yorker magazine that there is a gap between “some people who have the resources to try to understand our society” and the rest, who do not. As Alterman’s article continues, it becomes clear that knowledge of history is a good tool for understanding society: “it (...) helps us understand how we got here and why things are what they are”. Alterman expresses concern about the falling number of history students at many American universities. Meanwhile, in the Netherlands, journalist Bas Heijne pleads that we should not do away with teaching the subject of history to high-school students⁴. Indeed, I find it concerning that today’s students of pedagogy and (developmental) psychology learn little about Jean Jacques Rousseau, Johann Heinrich Pestalozzi, Ellen Key, John Dewey and Janusz Korczak or their approaches, theories, concepts and ideas. A Dutch university professor, Willem Koops, writes that “in the social sciences in general, but in particular in psychology and even pedagogy, historical awareness is disappearing. It is normal that young social scientists now are of the opinion that texts published longer than five years ago are out of date and therefore they doubt their importance. As a consequence, the wheel has to be invented every day and that is a great danger to (social) sciences today.”⁵

Therefore, I will also try to show that in evaluating the Declaration of Geneva, it is important to look at the history of the children’s rights movement.



▲▲ Johann Heinrich Pestalozzi
(Real Academia de Bellas Artes de
San Fernando, Madrid)
© Wikimedia Commons

▲ Jean-Jacques Rousseau
(painted_portrait)
© Wikimedia Commons

³ Eric Alterman, “The Decline of Historical Thinking”, New Yorker, 4 February (2019).

⁴ Bas Heijne, “Schaf geschiedenis niet af”, NRC, May 21 (2016). <https://www.nrc.nl/nieuws/2016/05/21/schaf-geschiedenis-niet-af-1619496-a377750>.

⁵ Willem Koops, “Het kind als de spiegel der beschaving”, Studium Generale Magazine (2013), 2, 26–28.

Penser l'Histoire est une nécessité

Eric Alterman³ fait remarquer dans le magazine du New Yorker, qu'il existe un fossé entre « quelques personnes qui ont la capacité de comprendre notre société » et les autres. Dans la suite de l'article, Alterman affirme que la connaissance de l'histoire est un bon outil pour comprendre la société : « cela (...) nous aide à comprendre comment nous en sommes arrivés où nous en sommes et pourquoi les choses sont ce qu'elles sont ». Alterman se dit préoccupé du nombre décroissant d'étudiants en histoire dans de nombreuses universités américaines. Aux Pays-Bas, le journaliste Bas Heijne plaide pour l'enseignement de l'histoire dans les lycées.⁴ Bien sûr, je trouve préoccupant que les étudiants en pédagogie et en psychologie (développementale) apprennent peu sur Jean-Jacques Rousseau, Johann Heinrich Pestalozzi, Ellen Key, John Dewey et Janusz Korczak ou leurs approches, théories, concepts et idées. Le professeur d'université néerlandais, Willem Koops⁵ écrit qu'«en sciences sociales en général, mais en particulier dans les études de psychologie et même dans l'enseignement de la pédagogie, l'importance de la connaissance de l'Histoire disparaît. Ainsi, des étudiants en sciences sociales pensent-ils que des textes publiés il y a plus de cinq ans sont obsolètes et ils doutent de leur importance. Une conséquence est que la roue doit être réinventée tous les jours et c'est un grand danger pour les sciences (sociales) aujourd'hui ».

Voilà pourquoi j'essaierai aussi de montrer que pour juger de la valeur de la Déclaration de Genève, il est important de considérer l'histoire du mouvement des Droits de l'Enfant.



▲ Ellen Key. Becke & Maass, Berlin (cropped)
© Wikimedia Commons

³ Eric Alterman, The Decline of Historical Thinking, New York, 4 février 2019.

⁴ Bas Heijne, « Schaf geschiedenis niet af », NRC, 21 mai 2016.
<https://www.nrc.nl/Nieuws/2016/05/21/schaf-gegeschiedenis-niter-af-1619496-a377750>.

⁵ Willem Koops, « Het kind als de Spiegel der beschaving », Studium Generale Magazine, 2013, 2, 26-28

The changing image of childhood

Another thing to be aware of is that there are different approaches to historical thinking. In my book *The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood*⁶, I built on the work of Philippe Ariès. Until his book on the history of childhood was published in 1960, concepts like 'child', 'youth' and 'adolescence' were considered invariable and timeless; in the Middle Ages, for example, the concept of a 'child' did not exist⁷. Ariès' book initiated a real polemic, sometimes referred to as 'the Ariès discussion'. This boils down to the question: is the image we have about the specific nature of children consistent across time, or is Ariès right to conclude that the image of childhood has changed radically since the Middle Ages? My book concludes that the image of childhood did change in the twentieth century, as illustrated by our shifting ideas on children's rights: from perceiving the child as an object of rights, in need of protection, to perceiving the child as a subject of rights, whose opinion is voiced and asked for.

In a critique of Ariès' approach, John Tobin⁸, a professor in human rights law, states that "the modern conception of childhood to which Ariès and those who follow him draw attention is of course a recognizably Western conception. It applies to the developed societies of the global North". However, Tobin also admits that the importance of Ariès' work "may lie not in the claim that the concept of childhood is a modern invention, but instead in the claim that there is a particular modern conception of childhood"⁹.

In drafting the Declaration of Geneva one hundred years ago, Eglantyne Jebb and the SCIU succeeded in putting children and their

⁶ Philip Veerman, *The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood* (1992), Dordrecht, London, Boston: Martinus Nijhoff.

⁷ Philippe Ariès, *L'Enfant et la Vie Familiale sous l'Ancien Régime* (1960), Paris: Plon.

⁸ John Tobin, *The UN Convention on the Rights of the Child: A Commentary* (2019), Oxford: Oxford University Press, 34–37.

⁹ Tobin, *UN Convention on the Rights of the Child*, 36.

Le changement de l'image de l'enfant

Une autre chose dont il faut avoir conscience, c'est qu'il existe plusieurs approches de penser l'Histoire. Dans mon livre, *The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood*⁶, je m'appuie sur le travail de Philippe Ariès. Depuis la publication en 1960 de son livre sur l'histoire de l'enfance, des concepts comme « enfant », « jeunesse » et « adolescence », ont été considérés comme invariables et intemporels. Au moyen âge par exemple, le concept d'« enfant » n'existait pas⁷. Le livre d'Ariès déclencha une véritable polémique parfois appelée « la polémique Ariès » qui se résume à la question suivante : est-ce que l'image qui est la nôtre sur la nature particulière aux enfants ne varie pas au fil du temps ou, est-ce que Ariès a raison dans sa conclusion de prétendre que l'image de l'enfance a radicalement changé depuis le moyen âge ? Je conclus dans mon ouvrage, que l'image de l'enfance a radicalement changée au 20^e siècle, comme l'illustre le glissement de ce que nous considérons être les droits de l'enfant : de la perception de l'enfant comme objet de droits qui a besoin de protection à la perception de l'enfant comme un sujet de droits dont l'opinion est exprimée et souhaitée.

Dans une critique de l'approche d'Ariès, John Tobin⁸ déclare que « la conception moderne d'Ariès et de ceux qui y adhèrent, est bien évidemment une conception occidentale. Elle s'applique aux sociétés développées du Nord globalisé ». Mais, Tobin admet néanmoins que « l'importance » du travail d'Ariès pourrait se situer non pas tant dans l'affirmation que le concept d'enfance est une invention moderne mais plutôt qu'il y a une conception spécifique à la modernité de l'enfance »⁹.

Cent ans plus tôt, en élaborant la Déclaration de Genève, Eglantyne Jebb et la SCIU réussirent à faire reconnaître les droits des enfants pour la

⁶ Philip Veerman, *The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood* (1992), Dordrecht, Londres, Boston: Martinus Nijhoff

⁷ Philippe Ariès, *L'Enfant et la Famille sous l'Ancien Régime*, (1960), Paris : Plon.

⁸ John Tobin, *The UN Convention on the Rights of the Child: A Commentary* (2019), Oxford: Oxford University Press, 34–37.

⁹ Tobin, *UN Convention on the Rights of the Child*, 36.

rights on the map for the first time¹⁰. I will now discuss why adopting this declaration was so important, what the goals might have been, and what kinds of rights were proclaimed.

Eglantyne Jebb: trying to make the world a better place

Born in Victorian England in 1876, Eglantyne Jebb¹¹ was the fourth of seven children in a rather wealthy family who lived in Shropshire, in the West Midlands. Eglantyne's father owned an estate and had his children educated by governesses. One of these, who came from the Alsace, taught Eglantyne French and German. Eglantyne's family was not conservative, because they believed in the education of women; in 1885, Eglantyne went to study at Lady Margaret Hall in Oxford, and a year later she went to a teacher training college in Stockwell, south London. After her father passed away in 1894, Eglantyne moved in with her mother, who was then living in Cambridge. One biography of Eglantyne written in the 1960s' depicts her as being a rebel¹². Perhaps what the biographer, Francesca Wilson, means by this is that Eglantyne chose not to marry (contrary to what was expected of young ladies at the time) but instead wanted to help make the world a better place. I noticed a resemblance in the biography of another pioneer of children's rights, Janusz Korczak (the penname for Dr Henryk Goldszmit). Korczak recalled being in a London park (during a visit from his native Poland) when he decided that instead of having children he would choose "the idea of serving the child and his rights"¹³. Children's

première fois¹⁰. Je vais maintenant exposer pourquoi l'adoption de cette déclaration fut si importante, qu'elles en étaient les intentions et quels genres de droits y furent définis.

Eglantyne Jebb : tentative de faire de ce monde un monde meilleur

Née en 1876 dans l'Angleterre victorienne, Eglantyne Jebb¹¹ était la quatrième de sept enfants d'une famille très aisée qui vivait à Shropshire dans les West Midlands. Le père d'Eglantyne avait acquis un domaine et ses enfants étaient élevés par des gouvernantes, dont l'une, d'origine alsacienne, apprit le français et l'allemand à Eglantyne. La famille n'était pas conservatrice ; elle avait foi dans l'éducation des femmes. Aussi, en 1895, Eglantyne fut envoyée étudier à Oxford au Lady Margaret Hall. Une année plus tard, elle intégra une école d'enseignement d'institutrices à Stockwell dans le sud de Londres. Son père mourut en 1894 et Eglantyne alla vivre avec sa mère qui habitait alors à Cambridge. Une biographie écrite en 1960, décrit Eglantyne comme une rebelle¹². Sa biographe, Francesca Wilson, entend peut-être par là qu'Eglantyne choisit de ne pas se marier, contrairement à ce qu'on attendait des jeunes filles à cette époque. Son intention était en fait d'essayer de rendre le monde meilleur. J'ai trouvé en cela une ressemblance avec un autre pionnier des droits de l'enfant, Janusz Korczak qui écrivait sous le nom de plume de Henryk Goldszmit. Korczak se souvenait s'être trouvé dans un parc de Londres, au cours d'un voyage depuis sa Pologne natale, quand il décida qu'au lieu d'avoir des enfants, il choisirait « l'idée de servir l'enfant et ses droits »¹³. Les droits des enfants donnèrent à

10 Joelle Droux, "L'internationalisation de la protection de l'enfance: acteurs, concurrences et projets transnationaux (1900-1925)", *Critique Internationale* (2011), 3(52), 17-33.

11 Veerman, *Rights of the Child*. See Chapter VI ("Eglantyne Jebb: The World is My Country") and Chapter X, section 1 ("The Declaration of Geneva").

12 Francesca M. Wilson, *Rebel Daughter of a Country House: The Life of Eglantyne Jebb, Founder of The Save the Children Fund* (1967), London: George Allen and Unwin.

13 Philip Veerman, "Janusz Korczak and the Rights of the Child," in: *Concern* (1987), 62, 7-9 (a publication of the National Children's Bureau, London, UK).

10 Joelle Droux, « L'internationalisation de la protection de l'enfance: acteurs, concurrences et projets transnationaux (1900-1925) », *Critique Internationale* (2011), 3(52), 17-33.

11 Veerman, *Rights of the Child*. Cf. Chapitre VI ("Eglantyne Jebb: The World is My Country") et Chapitre X, section 1 (« The Declaration of Geneva »).

12 Francesca M. Wilson, *Rebel Daughter of a Country House: The Life of Eglantyne Jebb, Founder of The Save the Children Fund* (1967), Londres: George Allen and Unwin.

13 Philip Veerman, « Janusz Korczak and the Rights of the Child », in : *Concern* (1987), 62, 7-9 (une publication du National Children's Bureau, Londres, Royaume-Uni).

rights gave both Jebb¹⁴ and Korczak¹⁵ a purpose in life. They both regularly experienced feelings of depression. In terms of their feelings about children, however, they differed. Korczak enjoyed living among them in a Jewish orphanage in Warsaw from 1912 to 1942 (when the Germans deported him and the children to the Treblinka concentration camp), but Eglantyne Jebb had “a lukewarm interest in rights and (...) lacked particular affection for children”¹⁶, which, according to her biographer Clare Mulley, “seems to make Eglantyne an unlikely champion of children’s rights”¹⁷.

The archive materials give me the impression that Eglantyne’s family (especially her mother and one of her sisters, Dorothy Buxton) always supported her activities, and that Dorothy was a strong influence. Most of the members of Eglantyne’s family were known for their strong commitment to public service and their strong social conscience. Eglantyne’s mother used her own organisation to promote arts and crafts among women who were poor; and in 1919, during the First World War, Eglantyne’s sister Louisa (“Lill”) Wilkins was active in assisting the Board of Agriculture to set up the Women’s Land Army (which brought women together to take part in harvesting crops). I do not believe, therefore, that Eglantyne’s family saw her as a ‘rebel’. But even if she was rebellious, from 1919 she was certainly not a ‘rebel without a cause’. That cause became the rights and welfare of children.

In 1913 the Macedonian Relief Fund asked Eglantyne Jebb to go on a fact-finding mission for them in the Balkans, where she “witnessed firsthand the plight of refugees” who were living in extremely crowded conditions, “where family members had to take turns to sleep and children would shiver in the cold waiting for



▲ Save the Children’s founder, Eglantyne Jebb
© Save the Children

¹⁴ Clare Mulley, *The Woman Who Saved the Children: A Biography of Eglantyne Jebb* (2009), London: OneWorld.

¹⁵ Philip Veerman, “In the Shadow of Janusz Korczak: The Story of Stefania Wilczynska”, *The Melton Journal* (1990), 23 (Spring), 8–9. Ms Stefa supported Korczak and made sure the orphanage ran like a Swiss watch.

¹⁶ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 303.

¹⁷ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 303.

▼ Janusz Korczak
© Wikimedia Commons



▲ A self-portrait sketch by Eglantyne Jebb called 'The Champion Walker'
© Save the Children

Korczak et Jebb un but dans la vie. Mais tandis que Jebb entretint une relation pendant des années avec Margaret Keynes¹⁴, la fille du célèbre économiste John Maynard Keynes, il me semble que Korczak n'eut aucune relation affective¹⁵. Tous les deux connurent régulièrement des épisodes de dépression. Mais leur attitude était différente concernant les enfants. Korczak vécut heureux parmi eux dans un orphelinat juif de Varsovie de 1912 à 1942, jusqu'à ce que les Allemands les déportent lui et les enfants au camp de concentration de Treblinka. Eglantyne quant à elle, selon sa biographe Clare Mulley, « avait un intérêt plutôt tiède pour les droits et (...) manquait singulièrement d'affection pour les enfants »¹⁶, « ce qui fait d'elle une étrange championne des droits des enfants »¹⁷.

Selon le matériel à disposition dans les archives, il me semble que la famille d'Eglantyne – en particulier sa mère et sa sœur Dorothy Buxton – ont toujours soutenu ses activités et que Dorothy l'influença beaucoup. La plupart des membres de la famille d'Eglantyne étaient connus pour leur engagement public et une forte conscience sociale. La mère d'Eglantyne avait sa propre organisation pour la promotion de l'artisanat auprès des femmes désargentées. Sa sœur Louisa (« Lili ») Wilkins aida le Board of Agriculture à créer la Women's Land Army, qui réunissait des femmes pour participer aux travaux des moissons. Voilà pourquoi je ne pense pas que sa famille considérait Eglantyne comme une « rebelle ». Mais au cas où elle le fut, à partir de 1919, elle ne resta pas « une rebelle sans cause ». Les droits et le bien-être des enfants le devint.

En 1913, le Macedonian Relief Fund demanda à Eglantyne Jebb d'aller en mission d'observation dans les Balkans où elle fut « un témoin de premier plan de la situation critique des réfugiés » qui vivaient dans des conditions de

¹⁴ Clare Mulley, *The Woman Who Saved the Children: A Biography of Eglantyne Jebb* (2009), Londres : OneWorld.

¹⁵ Philip Veerman, « In the Shadow of Janusz Korczak: The Story of Stefania Wilczynska », *The Melton Journal* (1990), 23 (Spring), 8–9. Mme Stefa aidait Korczak et s'assurait que l'orphelinat fonctionne comme une montre suisse.

¹⁶ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 303.

¹⁷ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 303.

portions of soup to be distributed"¹⁸. Her sister Dorothy was a feminist: she was a member of the Women's International League for Peace and Freedom, an internationalist movement to which many women belonged who had previously fought for women's right to vote¹⁹. She became a socialist and a pacifist, too. Compared with her sister Eglantyne, Dorothy was more extravert and outspoken. Eglantyne was frail and not always in good health; she was more of a 'soft power', appealing "with those blue eyes" to people's conscience.

The League of Nations begins, the food blockade continues

On 16 September 1918, when the Austrians asked for peace negotiations and the Bulgarians requested a ceasefire, the First World War was over. However, the blockade on food supplies was not called off.

This practice stems from the old military strategy of placing a town under siege so that its citizens run out of food and surrender. Yet even after 3 October 1918, when the German Emperor Wilhelm II fled to the Netherlands and the new German government asked for an armistice, the food blockade continued.

Herbert Hoover (then the coordinator for food assistance in Europe), who later became president of the United States, wrote in his memoirs that "the continuation of the food blockade during the four months after the armistice was a sin against statesmanship and the whole of humanity"²⁰.

Hoover writes: "... I insisted that the war would

surpeuplement extrême. « Les différents membres des familles devaient dormir par quarts et les enfants attendaient en tremblant dans le froid la distribution de la ration de soupe¹⁸. Sa sœur Dorothy, mariée à l'homme politique libéral Charles Roden Buxton, qui devint membre du Labour Party en 1917 et, comme Dorothy, Quaker, fut également engagée dans l'aide humanitaire aux Balkans. Dorothy était féministe. Elle était membre de la Women's International League for Peace and Freedom, un mouvement international dont nombre de femmes qui s'étaient précédemment battues pour les droits et le vote des femmes étaient membres¹⁹. Dorothy devint socialiste et également pacifiste. Comparée à sa sœur Eglantyne, Dorothy était plus extravertie et avait son franc-parler. Eglantyne était frêle et de santé parfois fragile. Sa force résidait plutôt « dans ses yeux bleus » qui faisaient appel à la conscience des gens.

Débuts de la Société des Nations, le blocus alimentaire continue

Le 16 septembre 1918, quand les Autrichiens demandent des négociations de paix et les Bulgares un cessez-le-feu, c'est la fin de la Première guerre mondiale. Mais le blocus de la livraison alimentaire ne cessa pas pour autant.

Cette pratique était héritée de la stratégie militaire du siège d'une ville, en sorte que ses habitants n'aient plus à manger et se rendent. Ainsi du siège de Carthage par les Romains qui dura trois ans. De même, après le 3 octobre 1918, quand l'Empereur Guillaume II prit la fuite pour les Pays-Bas et que le gouvernement allemand demanda l'armistice, le blocus alimentaire continua.

Herbert Hoover, qui était alors le coordinateur pour l'assistance alimentaire en Europe, qui plus tard devint Président des Etats-Unis, écrivit dans ses mémoires « que le blocus alimentaire qui dura encore quatre mois de plus après

¹⁸ Eglantyne Jebb – The Victorian Activist! HistoryWorks, <http://www.creatingmycambridge.com/history-stories/eglantyne-jebb>

¹⁹ See Linda Mahood, "Feminists, Politics and Children's Charity: The Formation of the Save the Children Fund", *Voluntary Action* (2002), 4(1). Dorothy (whose husband was the Liberal politician Charles Roden Buxton, who switched to the Labour Party in 1917 and, like Dorothy, became a Quaker) was also involved in activities that aimed to get humanitarian aid to the Balkans.

²⁰ Herbert Hoover, *The Memoirs of Herbert Hoover, Years of Adventure 1874–1920* (1952), New York: MacMillan, 257. See also: Dominique Marshall, "Children's Rights and Children's Action in International Relief and Domestic Welfare: The Work of Herbert Hoover Between 1914 and 1950", *Journal of the History of Childhood and Youth* (2008), 1(3), 351–388.

¹⁸ Eglantyne Jebb – The Victorian Activist! HistoryWorks, <http://www.creatingmycambridge.com/history-stories/eglantyne-jebb>

¹⁹ Cf. Linda Mahood, "Feminists, Politics and Children's Charity: The Formation of the Save the Children Fund", *Voluntary Action* (2002), 4(1).

not be won by the blockade on food for women and children, but by the blockade of military supplies and by military action.” According to Hoover, “child mortality in Germany rose by 30% after the war, while one third of the children were ill owing to undernourishment”²¹. The Paris Peace Conference (1919–1920) declared that starting an aggressive war is a crime and therefore States have a duty to try to prevent it. An important decision made at the Paris Peace Conference was that of accepting the proposal to create the League of Nations. However, it still took a whole year for this predecessor of the United Nations to hold its first meeting.

The recognised founder of the Save the Children Fund: Eglantyne Jebb

Eglantyne Jebb was collecting and sharing critical information and – like her more politically active and extraverted sister – she joined the Fight the Famine Council. In order to achieve the end of the naval blockade and let food supplies back in to former enemies, the council used tactics like awareness-raising, letter-writing, generating publicity and lobbying politicians – the same tactics used by human rights non-governmental organisations (NGOs)²² all the time today. In a boost for the Fight the Famine Council, it was joined by Lord Parmoor (Charles Alfred Cripps) along with members of parliament from the Labour Party and trade unionists.

Notwithstanding the council’s lobbying, the British government did not change its position.

l’armistice, était un péché contre la sagesse politique et l’humanité toute entière »²⁰.

Hoover écrit : « ...J’ai insisté sur le fait qu’une guerre ne serait pas gagnée par le blocus alimentaire des femmes et des enfants, mais par celui des armements et des actions militaires. » D’après Hoover, « la mortalité infantile en Allemagne augmenta de 30 % après la guerre et qu’un tiers des enfants étaient malades à cause de la malnutrition »²¹ La Conférence de Paix de Paris (1919-1920) déclara que débiter une guerre agressive était un crime et que donc, les Etats avaient pour mission d’essayer de l’empêcher. Une décision importante prise à la Conférence de Paix de Paris fut de créer la Société des Nations. Mais il fallut une année avant que cette organisation qui fut le préambule à la création des Nations Unies tint sa première réunion.

Reconnaissance d’Eglantyne Jebb comme fondatrice du Save the Children Fund

Eglantyne Jebb collectait et partageait des informations critiques, à l’égal de sa sœur politiquement plus active et extravertie et elle rejoignit le *Fight the Famine Council*. Pour mettre fin au blocus naval et faire parvenir de l’aide alimentaire aux anciens ennemis, le comité utilisait des tactiques comme la collecte de preuves, des courriers, informait et faisait du lobbying auprès d’hommes politiques, exactement comme les actions incessantes aujourd’hui des Organisations Non-Gouvernementales (ONG)²². Ces efforts pour le *Fight the Famine Council*, aboutirent au soutien de Lord Parmoor (Charles Alfred Cripps) ainsi que des parlementaires du Parti Travailleuse et des syndicats. Mais malgré le lobbying du Conseil, le gouvernement britannique ne changea pas sa position.

²⁰ Herbert Hoover, *The Memoirs of Herbert Hoover, Years of Adventure 1874–1920* (1952), New York: MacMillan, 257. Cf. aussi : Dominique Marshall, « Children’s Rights and Children’s Action in International Relief and Domestic Welfare: The Work of Herbert Hoover Between 1914 and 1950 », *Journal of the History of Childhood and Youth* (2008), 1(351-388).

²¹ Hoover, *Memoirs*, 337.

²² New Tactics in Human Rights, <http://www.newtactics.org>

²¹ Hoover, *Memoirs*, 337.

²² New Tactics in Human Rights, <https://www.newtactics.org>

New tactics

To attract more attention, the council, in a meeting on 15 April 1919, decided to set up – as a new tactic – the Save the Children Fund. This served a wider political cause (certainly for Eglantyne's sister Dorothy), but even relief work feeding "(former) enemy children" was

Nouvelles tactiques

C'est pour attirer plus l'attention que lors une rencontre, le 15 avril 1919, le Conseil décida de créer le Save the Children Fund. Le résultat fut certainement précieux pour Dorothy, la sœur d'Eglantyne, mais l'aide alimentaire « à des enfants d'anciens ennemis » resta controversée



◀ Famine in Russia, 1921–1923
© Save the Children

▼ William Orpen – The Signing of Peace in the Hall of Mirrors, Versailles 1919, Ausschnitt © Wikimedia Commons



► Hoover, portrait
© Wikimedia Commons



▲ A historical image from the Save the Children archive

still controversial for many. The activists attracted attention when Eglantyne Jebb distributed handbills in London's famous Trafalgar Square with text reading: "*Our blockade has caused this! All over Europe millions of children are starving to death. We are responsible. Write to Lloyd George and say you will not stand it. Raise the blockade everywhere.*"

Because Eglantyne Jebb had not shown the text to the censor before it was printed, she was fined five pounds for unpatriotic behaviour. She intended not to pay it, because refusing to pay would attract even more publicity. And this publicity helped by ensuring that the Save the Children Fund's first public meeting, held at London's Royal Albert Hall, was well attended. Eglantyne Jebb entered the Royal Albert Hall arm in arm with the writer Bernard Shaw. Asked why he was supporting this unpatriotic event, Shaw answered, "I have no enemies under seven"²³.

The 'forgotten founder' of the Save the Children Fund: Dorothy Buxton

A hundred years after the birth of Eglantyne Jebb, a ceremony was held at the headquarters of the International Committee of the Red Cross (ICRC) in Geneva. The chair of the Save the Children Fund, Lord Gore-Booth, evoked the memory of two outstanding Englishwomen "who did so much to alleviate human suffering, Florence Nightingale and Eglantyne Jebb"²⁴. It appeared that Eglantyne Jebb was being given a saintlike status²⁵. Emily Baughan²⁶ and Juliano Fiori²⁷ deserve much credit for shining

23 Gillian Wilson, "The 'White Flame'", *World's Children* (1976), September, 6.

24 Jean-Georges Lossier, "Tribute to the memory of Eglantyne Jebb", *International Review of the Red Cross* (1976), 543–551.

25 Since March 2021 there has been a Parc Eglantyne Jebb at the heart of Geneva. On 7 February 2024, her remains were reburied at the Cemetery of Kings in Geneva (preserved for dignitaries who promoted Geneva) at a ceremony where members of the United Nations Committee on the Rights of the Child spoke.

26 Emily Baughan, *Saving the Children, Humanitarianism, Internationalism, and the Empire* (2021), Berkeley: University of California Press.

27 Emily Baughan and Juliano Fiori, "Save the Children, the Humanitarian Project, and the Politics of Solidarity: Reviving Dorothy Buxton's Vision", *Disasters* (2015), 39(2), 129–145.

pour beaucoup. Les activistes attirèrent l'attention par l'intermédiaire d'Eglantyne Jebb : elle distribua des tracts sur Trafalgar Square à Londres et lut le texte suivant : « C'est notre blocus qui a causé ceci ! Dans toute l'Europe, des millions d'enfants meurent de faim. Nous en sommes responsables. Écrivez à Lloyd George et dites que vous vous battez contre. Levez le blocus partout. »

Eglantyne Jebb n'avait pas montré ce texte au préalable aux organes de censure et elle écopa d'une amende de cinq livres pour comportement antipatriotique. Elle refusa de s'en acquitter pour attirer encore plus l'attention. Cette publicité fit que la première rencontre publique du *Save the Children Fund* au Royal Albert Hall fut un succès. Eglantyne Jebb y fit son entrée au bras de Bernard Shaw. A la question pourquoi il soutenait cet événement antipatriotique, Shaw répondit : « Je n'ai pas d'ennemis qui ont moins de sept ans »²³.

La « fondatrice oubliée » du Save the Children Fund : Dorothy Buxton

Cent ans après la naissance d'Eglantyne Jebb, une cérémonie eut lieu au siège du Comité International de la Croix Rouge (CICR) à Genève. Le président du *Save the Children Fund*, Lord Gore-Booth, évoqua la mémoire de deux Anglaises exceptionnelles « qui firent tant pour soulager la souffrance humaine, Florence Nightingale et Eglantyne Jebb »²⁴, laquelle jouit quasiment d'un statut de sainte²⁵. Emily Baughan²⁶ et Juliano Fiori²⁷ ont à leur crédit d'avoir plus mis en lumière Dorothy Buxton, la

23 Gillian Wilson, « The White Flame », *World's Children* (1976), septembre, 6.

24 Jean-Georges Lossier, « Tribute to the memory of Eglantyne Jebb », *International Review of the Red Cross* (1976), 543–551.

25 Depuis mars 2021, il existe un parc Eglantyne Jebb au cœur de Genève. Le 7 février 2024, ses ossements furent exhumés et solennellement enterrés au Cimetière des Rois à Genève, réservé aux dignitaires qui ont fait la notoriété de la ville. Des membres du Comité des Nations Unies et des Droits de l'Enfant ont prononcé des discours.

26 Emily Baughan, *Saving the Children, Humanitarianism, Internationalism, and the Empire* (2021), Berkeley: University of California Press.

27 Emily Baughan and Juliano Fiori, « Save the Children, the Humanitarian Project, and the Politics of Solidarity: Reviving Dorothy Buxton's Vision », *Disasters* (2015), 39(2), 129–145.

the spotlight on Eglantyne Jebb's sister, Dorothy Buxton. In what has been written on Eglantyne Jebb by Francesca Wilson²⁸, Mulley²⁹, Waltraut Kerber-Ganse³⁰ and Gillian Wilson³¹, in my own book (in the chapter³² on Eglantyne Jebb and in the part entitled *Declarations and Conventions: Past and Present*), the influence of Dorothy Buxton has indeed been underexposed. The impression one gets from reading Baughan is that there was no sibling rivalry between Eglantyne and Dorothy; rather, the young organisation took a deliberate change of course: from being a committed political pressure group (which helped children as a tactic for achieving its true aims, which were fairer conditions of peace, closer connections between nations, and free trade) towards being a neutral humanitarian organisation whose aim was solely to help children.

Baughan believes that it was Dorothy Buxton³³ who pushed her sister forward to distribute the leaflets on Trafalgar Square, knowing full well that this would lead to not only Eglantyne's arrest but also plenty of publicity for the good cause. Eglantyne was relatively "uncontaminated" (Dorothy was known to be a socialist and a feminist, more a part of the 'hard core' than the quieter Eglantyne). Baughan's impression (from reading many archive materials) is that Eglantyne's sister made a strategic choice to show that donating to the cause of children was a non-political act and that there was nothing unpatriotic about it. Stepping out of the limelight and pushing Eglantyne forward to lead the *Save the Children Fund* symbolised, according to Baughan, a switch in policy and "a conscious attempt to depoliticise the public image of *Save the Children*"³⁴.

sœur d'Eglantyne Jebb. Ses mérites ont été sous-estimés dans les écrits de Francesca Wilson²⁸, Mulley²⁹, Waltraut Kerber-Ganse³⁰ et Gillian Wilson³¹, ainsi que dans mon propre livre, dans le chapitre consacré à Eglantyne Jebb³² « *Declarations and Conventions : Past and Present.* » En lisant Baughan, on a l'impression qu'il n'y avait pas de rivalité entre les sœurs Eglantyne et Dorothy. Mais la jeune organisation prit délibérément un changement d'orientation en ceci qu'elle passa de groupe de pression sur les politiques pour des conditions de paix plus justes « dans les relations entre les Nations » quand elle devint une organisation humanitaire neutre dans le but d'aider les enfants.

Baughan pense que c'est Dorothy Buxton³³ qui poussa sa sœur à distribuer les flyers sur Trafalgar Square, sachant pertinemment que cela allait non seulement entraîner l'arrestation d'Eglantyne mais aussi faire beaucoup de publicité pour la cause. Beaucoup moins de soupçons pesaient sur Eglantyne alors que Dorothy elle était connue pour être une féministe et socialiste, qu'elle faisait partie du « noyau dur » tandis qu'Eglantyne était plus préservée. En lisant beaucoup de matériel d'archives, j'ai l'impression que d'après Baughan, le choix de la sœur d'Eglantyne était stratégique pour montrer qu'être actif pour la cause des enfants était un acte apolitique et que cela n'avait rien d'antipatriotique. En se tenant en retrait, en mettant Eglantyne dans la lumière et en la poussant à diriger le *Save the Children Fund*, symbolisait, selon Baughan, un tournant politique et une intention délibérée de dépoliticiser l'image de *Save the Children* auprès du public³⁴.

²⁸ Wilson, *Rebel Daughter of a Country House*.

²⁹ Mulley, *Woman who Saved the Children*.

³⁰ Waltraut Kerber-Ganse, "Eglantyne Jebb – A Pioneer of the Convention on the Rights of the Child", *International Journal of Children's Rights* (2015), 23(2), 272–282.

³¹ Wilson, "White Flame", 6.

³² Veerman, *Rights of the Child*, 87–92 and 155–159.

³³ Petà Dunstan, *Campaigning for Life: A Biography of Dorothy Frances Buxton* (2018), Cambridge: Lutterworth.

³⁴ Baughan and Fiori, "Save the Children", 132.

²⁸ Wilson, *Rebel Daughter of a Country House*.

²⁹ Mulley, *Woman who Saved the Children*.

³⁰ Waltraut Kerber-Ganse, « Eglantyne Jebb – A Pioneer of the Convention on the Rights of the Child », *International Journal of Children's Rights* (2015), 23(2), 272–282.

³¹ Wilson, « White Flame », 6.

³² Veerman, *Rights of the Child*, 87–92 and 155–159.

³³ Petà Dunstan, *Campaigning for Life: A Biography of Dorothy Frances Buxton* (2018), Cambridge: Lutterworth.

³⁴ Baughan and Fiori, « Save the Children », 132.

A new, non-political image

The need for such a non-political image of the Save the Children Fund became clear in 1921, when the Save the Children Fund sent food to Soviet Russia in response to the famine there. The suspicious Soviets were reluctant to accept relief from the newly formed Save the Children Fund. But the fact that Charles Roden Buxton³⁵, Dorothy's husband, had been part of

³⁵ Victoria Bunsen, Charles Roden Buxton: A Memoir (1948), London: George Allen & Unwin.

Une nouvelle image apolitique

La nécessité de cette image non politique du *Save the Children Fund* devint claire en 1921 avec l'envoi de nourriture à l'Union Soviétique où sévissait une famine. Suspicious, les Soviétiques hésitaient à accepter de l'aide du *Save the Children Fund* qui venait d'être créé. Mais le fait que Charles Roden Buxton³⁵, l'époux de Dorothy avait fait partie du voyage d'une délégation du Labour

³⁵ Victoria Bunsen, Charles Roden Buxton: A Memoir (1948), Londres: George Allen & Unwin.

RECEIVED BY THE GOVT. BY			MANSION HOUSE ASSOCIATION		
Order of the Mansion House Justice Room, in the City of London			in London on 17th June 1921		
No.	Name of Donor	Amount	No.	Name of Donor	Amount
1	The National Union for Women's Suffrage	£100	1	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£100
2	William Thomas Jones	£50	2	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
3	John & Elizabeth Buxton	£50	3	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
4	100 Mansion House Street	£50	4	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
5	100 Mansion House Street	£50	5	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
6	100 Mansion House Street	£50	6	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
7	100 Mansion House Street	£50	7	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
8	100 Mansion House Street	£50	8	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
9	100 Mansion House Street	£50	9	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
10	100 Mansion House Street	£50	10	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
11	100 Mansion House Street	£50	11	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
12	100 Mansion House Street	£50	12	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
13	100 Mansion House Street	£50	13	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
14	100 Mansion House Street	£50	14	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
15	100 Mansion House Street	£50	15	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
16	100 Mansion House Street	£50	16	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
17	100 Mansion House Street	£50	17	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
18	100 Mansion House Street	£50	18	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
19	100 Mansion House Street	£50	19	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50
20	100 Mansion House Street	£50	20	Mr. & Mrs. C. R. Buxton	£50

◀ Mansion House Justice room records © Save the Children

▼ Charles Buxton, © Wikimedia Commons



▶ The Buxtons in 1912; © Petà Dunstan, Campaigning for Life: A Biography of Dorothy Frances Buxton (2018), Cambridge: The Lutterworth Press, 133.



▲ Trafalgar Square, London 2 Jun 2009, © Wikimedia Commons

a British Labour Party delegation to Russia³⁶ convinced the Soviets that the Save the Children Fund could be trusted. In its search for the right public relations strategy, the Save the Children Fund found in those years the 'magic formula' for fundraising and discovered "the visual power of images of child hunger victims"³⁷. These photographs underlined the innocence of children. Similarly, for its logo, the Save the Children Fund chose an infant in swaddling clothes, modelled after one of the famous ceramic glaze tiles by the sculptor Andrea de la Robbia (1435–1525) on the façade of the Orphanage for Foundlings, the Ospedale degli Innocenti, in Florence (now the UNICEF Innocenti Global Office of Research and Foresight).

The Save the Children International Union

Save the Children entered the arena as an international NGO on 6 January 1920. It was launched in the Grand Salon of the Palais de l'Athénée (where the ICRC was also founded). The Save the Children Fund (of Eglantyne and Dorothy) and the Comité International de Secours aux Enfants (in Bern) jointly founded the SCIU. This was done "under the patronage

Party en Russie³⁶, convainquit les Soviétiques que l'on pouvait avoir confiance dans le *Save the Children Fund* et que l'envoi de nourriture était un acte de solidarité politique. Mais de cette intention, d'après Baughan, les Britanniques ne surent rien. A la recherche de la bonne stratégie envers le public, dans ces années-là, le *Save the Children Fund* trouva la « formule magique » pour lever des fonds en découvrant « le pouvoir de l'image d'enfants victimes de la faim »³⁷. Les photographies soulignaient l'innocence des enfants. De même, pour son logo, le *Save the Children Fund* choisit un enfant dans ses langes, inspiré d'une des fameuses céramiques du sculpteur Andrea de la Robbia (1435–1525) copié de la façade de l'orphelinat pour les enfants trouvés de l'Ospedale degli Innocenti à Florence qui abrite aujourd'hui le Innocenti Research Center de l'UNICEF.

La Save the Children International Union

Save the Children fit son entrée officielle sur la scène des ONG internationales le 6 janvier 1920. Le lancement eut lieu dans le grand salon du Palais de l'Athénée, là où fut également fondée le CICR. Le *Save the Children Fund* (d'Eglantyne et Dorothy) et le Comité International de Secours aux Enfants (de Berne) fondèrent

³⁶ Charles Roden Buxton, *In A Russian Village* (1922), London: The Labour Publishing Company.

³⁷ Baughan and Fiori, "Save the Children", 133.

³⁶ Charles Roden Buxton, *In A Russian Village* (1922), Londres: The Labour Publishing Company.

³⁷ Baughan and Fiori, « Save the Children », 133.



▲ Famine in Russia, 1921–1923
© Save the Children



▲ Spedale Innocenti
© Wikimedia Commons

of the ICRC³⁸. Because one of the principles of the ICRC is strict neutrality, the ICRC would never have agreed to patronise this international NGO if that neutrality had not also been one of the working principles of the SCIU. The SCIU intended to “abstain from all direct action, but centralise and distribute funds for relief of distress among children everywhere”³⁹. In the history of the ICRC, this patronage is unique.

Internationalism

Eglantyne Jebb not only started this new international NGO with the purpose of coordinating relief activities all over the world, but she also added child protection to its remit. And there was more: Eglantyne Jebb thought that children would “foster reconciliation between nations and promote a new kind of internationalism – what she called ‘supernationalism’”⁴⁰. This romantic world view expresses the hope that children would be the instrument for peace. Eglantyne also felt very much at ease about communicating with the types of people we would now call VIPs. Her efforts to build relationships with such influential people as the Swiss Liberal politician

³⁸ Lara Boltzman, “The Advent of Child Rights on the International Scene and the Role of the Save the Children International Union 1920–1945”, *Refugee Survey Quarterly* (2009), 927(4), 26–36.

³⁹ I found information about the SCIU on LONSEA.org (the League of Nations Search Engine).

⁴⁰ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 274.

ensemble le *General Council of the Children International Union (SCIU)*. Ceci eut lieu « sous le patronage du CICR »³⁸. Un des principes du CICR étant la stricte neutralité, le Comité n’aurait jamais accepté le patronage de cette ONG internationale si la neutralité n’avait pas également été un des principes de travail du SCIU. L’intention du SCIU était « de s’abstenir de toute action directe et de centraliser et distribuer des fonds pour soulager la misère des enfants où que ce soit »³⁹. Dans l’histoire du CICR, ce patronage est unique.

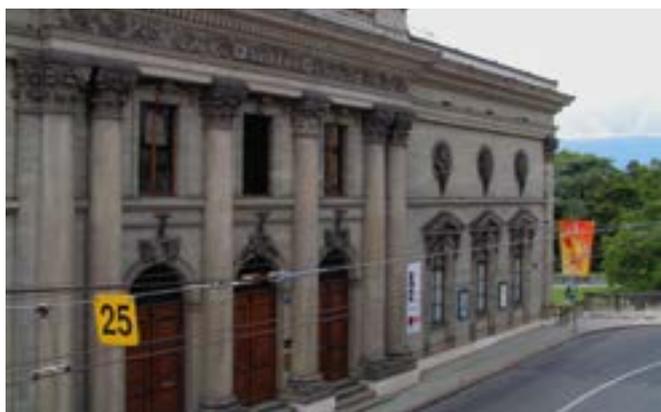
Internationalisme

Eglantyne Jebb ne débuta pas seulement le travail de cette nouvelle ONG internationale dans le but de coordonner les activités de secours partout dans le monde, elle ajouta la protection de l’enfant à sa mission. Et il y avait plus encore : Eglantyne Jebb pensait que les enfants « favoriseraient la réconciliation parmi les Nations et promouvraient une nouvelle sorte d’internationalisme – ce qu’elle appelait ‘supranationalisme’ »⁴⁰. Cette vision romantique du monde exprime l’espoir que les enfants seraient un instrument de la paix. Eglantyne était également très à l’aise dans la communication avec les personnes que nous appelons aujourd’hui des VIP. Ses efforts pour

³⁸ Lara Boltzman, « The Advent of Child Rights on the International Scene and the Role of the Save the Children International Union 1920–1945 », *Refugee Survey Quarterly* (2009), 927(4), 26–36.

³⁹ J’ai trouvé des informations sur le CISE sur LONSEA.org, le moteur de recherches de la Société des Nations.

⁴⁰ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 274.



▲ Geneva, Athenee, 2011-08-05
© Wikimedia Commons

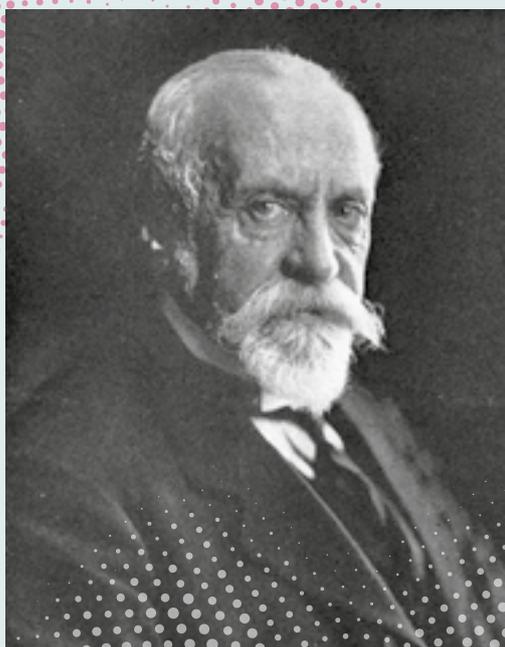
Gustave Ador and Baron C. F. de Geer would pay off later on. Ador was a minister of the Swiss National Council from 1889 to 1917 (and was president of the Council in 1901)⁴¹, and he chaired the ICRC from 1910 to 1928. Eglantyne Jebb asked most of these VIPs to become members of the SCIU's General Council, which met at least once a year. Gustave Ador was probably the most influential of these people, and he strongly advocated for Geneva to play a central role. He was the driving force who had successfully lobbied for the newly formed League of Nations (founded in 1919) to be moved from London to Geneva, which happened in 1920. There was also competition, with the Belgians lobbying hard to make Brussels the heart of international child protection activities⁴². An excellent article by Dominique

établir des relations avec des personnalités aussi influentes que l'homme politique suisse libéral Gustave Ador et le baron C.F. de Geer se montreraient payants plus tard. Ador fut ministre du Conseil national Suisse de 1889 à 1917 et son Président en 1901⁴¹. Il présida aussi le CICR de 1910 à 1928. Eglantyne Jebb demanda à la plupart des personnalités de devenir membres du Conseil général du SCIE, qui se réunissait au moins une fois par an. Ce n'était pas que de l'altruisme que de supporter le SCIE d'Eglantyne Jebb. Gustave Ador a sans doute été la personnalité la plus influente et le meilleur avocat de la ville de Genève pour jouer un rôle central. C'est lui qui fut la force motrice dans le déménagement de la Société des Nations, fondée en 1919 de Londres à Genève en 1920. La compétition n'était pas absente de cette installation, puisque les lobbyistes belges bataillaient dur pour faire de Bruxelles le centre des activités de

41 Shai M. Dromi, *Above the Fray: The Red Cross and the Making of the Humanitarian NGO Sector* (2020), Chicago: University of Chicago Press, 118–119. Ador was president of Switzerland in 1919.

42 Dominique Marshall, "The Construction of Children as an Object of International Relations: The Declaration of Children's Rights and the Child Welfare Committee of the League of Nations, 1900–1924", *The International Journal of Children's Rights* (1999), 7(2), 103–147.

41 Shai M. Dromi, *Above the Fray: The Red Cross and the Making of the Humanitarian NGO Sector* (2020), Chicago: University of Chicago Press, 118–119. Ador était le Président de la Suisse en 1919.



▲ Gustave Ador
© Wikimedia Commons



◀ League of Nations Logo
© Wikimedia Commons



▲ A Russian kitchen sponsored by Swedish Save the Children Fund
© Save the Children

Marshall⁴³ illustrates that there was no consensus among politicians on the new status of childhood; rather, it “was contested at every point”. On top of that, attempts to create a Child Welfare Committee of the League of Nations faced opposition and internal competition after the League of Nations was established in 1919⁴⁴.

In the meantime, Eglantyne Jebb and Dorothy Buxton had managed to inspire a group of prominent Swedish pacifists and feminists to set up a Save the Children in Sweden (Rädda Barnen). Lindkvist, who examined the history of the Save the Children Fund’s Swedish counterpart, writes: “These women were not sentimental nor, in the usual sense of the word, charitable ladies. They worked to help destitute children [...] but they did not talk exclusively of charity. From the beginning, they spoke of rights, of solidarity, of social duties, of help to self-help.”⁴⁵

1923: a year of crisis

The Dutch journalist and historian Frans Verhagen⁴⁶, who wrote a book about the year 1923, describes that year as “the turning point year [...] five years after the ‘Great War’ developments in many countries took a new turn. We can speak of a turning point which had enormous consequences in the long term.” In the context of Germany, the German writer Volker Ullrich describes 1923 as being the year before “the fall into the abyss”⁴⁷.

43 Marshall, “Construction of Children”, 104.

44 Marshall, “Construction of Children”, 104. See also: Joëlle Droux, “Children and Youth: A Central Cause in the Circulatory Mechanisms of the League of Nations (1919–1939)”, *Prospects* (2015), 45(1), 63–76.

45 Linde Lindkvist, “Rights for the World’s Children: Rädda Barnen and the Making of the UN Convention on the Rights of the Child”, *Nordic Journal of Human Rights* (2018), 36(3), 287–303.

46 Frans Verhagen, *1923 het jaar van de omslag* (2022), Amsterdam: Boom uitgeverij.

47 Voker Ullrich, *Deutschland 1923, Das Jahr Am Abgrund* (2023), Berlin: C.H. Beck.

protection des enfants⁴². Un excellent article de Dominique Marshall⁴³ illustre qu’il n’y avait pas de consensus entre les hommes politiques sur le nouveau statut de l’enfance. Au contraire, « chaque point était contesté », dont en tout premier, la création d’un Comité du bien-être des enfants à la Société des Nations, qui fut rejeté, ceci au niveau international dès sa création en 1919⁴⁴.

Durant cette même période, Eglantyne Jebb et Dorothy Buxton avaient travaillé pour qu’un groupe d’éminentes pacifistes et féministes suédoises mettent sur pied un *Save the Children Fund* en Suède (Rädda Barnen). Lindkvist qui s’est penché sur l’histoire du Save the Children Fund suédois écrit : « Ces femmes n’étaient pas sentimentales ni des ‘dames de charité’ au sens usuel du terme. Elles travaillaient pour aider les enfants miséreux (...) mais elle ne parlaient pas exclusivement de charité. D’entrée de jeu, elles parlaient de droits, de solidarité, d’engagements sociaux, de l’aide au développement personnel »⁴⁵.

1923 : une année de crise

Le journaliste néerlandais et historien Frans Verhagen⁴⁶ qui écrit un livre sur l’année 1923, la décrit comme « l’année charnière (...) cinq ans après la ‘Grande Guerre’, l’année d’un nouveau tournant dans le développement de nombreux pays. Nous pouvons dire que c’est un tournant qui eut des conséquences » énormes sur le long terme ». En ce qui concerne le contexte de l’Allemagne, l’écrivain Volker Ulrich décrit l’année 1923 comme l’année « avant la chute dans les abysses »⁴⁷.

42 Dominique Marshall, « The Construction of Children as an Object of International Relations: The Declaration of Children’s Rights and the Child Welfare Committee of the League of Nations, 1900–1924 », *The International Journal of Children’s Rights* (1999), 7(2), 103–147.

43 Marshall, « Construction of Children », 104.

44 Marshall, « Construction of Children », 104. Voir aussi : Joëlle Droux, « Children and Youth: A Central Cause in the Circulatory Mechanisms of the League of Nations (1919–1939) », *Prospects* (2015), 45(1), 63–76.

45 Linde Lindkvist, « Rights for the World’s Children: Rädda Barnen and the Making of the UN Convention on the Rights of the Child », *Nordic Journal of Human Rights* (2018), 36(3), 287–303.

46 Frans Verhagen, *1923 het jaar van de omslag* (2022), Amsterdam: Boom uitgeverij.

47 Voker Ullrich, *Deutschland 1923, Das Jahr Am Abgrund* (2023), Berlin: C.H. Beck.

On 11 January 1923, French and Belgian troops marched into Germany to occupy the Ruhr region. This was in response to Germany not making the reparation payments which, after the First World War, it was obliged to do under the Treaty of Versailles⁴⁸. Given that the SCIU was (according to Bolzman⁴⁹) the outcome of its founders' desire for "the pacification and unification of nations", the organisation's General Assembly convened in the midst of this crisis, on 23 February 1923.

The idea of a declaration

The idea of a declaration of children's rights was not unique to Eglantyne Jebb and the SCIU. In my book *The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood*⁵⁰ I describe most of the earlier declarations that might have inspired Jebb. For example, Dorothy Buxton and her husband (who had been in Russia) might have known about the Declaration of the Rights of the Child that was presented four months after the October Revolution at the first conference of the Organisations for Cultural Enlightenment, which was held in Moscow from 23 to 28 February 1918. The original draft came from the Association for Free Education for the Prolet'cult Congress. Sadly, the Communist Party soon became very suspicious about such initiatives.

Another declaration was adopted by the joint conference of Young Workers' International and the International Union of Socialist Youth, which was held in Salzburg on 21 August 1922. This declaration was called the Programme of Immediate Demands, but it was often referred to as the Declaration of the Rights of the Adolescent. The two organisations drafted "a minimum programme for the protection of youth". Eglantyne Jebb knew about this decla-

Le 11 janvier 1923, les troupes françaises et belges pénétrèrent en territoire allemand pour occuper la Ruhr. C'était la réponse à l'Allemagne qui n'avait pas honoré les paiements de réparation après la Première guerre mondiale, comme elle y avait été obligée par le traité de Versailles⁴⁸. Étant donné que la SCIU était, (selon Bolzman⁴⁹) suivant le souhait de ses fondateurs pour « la pacification et l'unification des nations », l'Assemblée générale du SCIU se réunit le 23 février 1923 au beau milieu de cette crise.

L'idée d'une déclaration

Eglantyne Jebb et le SCIU, ne sont pas les seuls à avoir eu l'idée d'une Déclaration des Droits de l'Enfant. Dans mon livre *The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood*⁵⁰, je cite la plupart des déclarations antérieures qui pourraient avoir inspiré Jebb. Il se peut que Dorothy Buxton et son époux, qui s'étaient rendus en Russie, aient eu connaissance de la Déclaration des Droits de l'Enfant qui avait été présentée quatre mois après la Révolution d'Octobre à la première conférence des organisations pour L'Éveil culturel qui s'était tenue à Moscou du 23 au 28 février 1918. Le texte original émanait de l'Association pour l'Éducation Libre, rédigé pour le congrès Prolet'cult. Malheureusement, le Parti communiste se montra très vite extrêmement suspicieux envers de telles initiatives.

Une autre déclaration avait été adoptée par la conférence conjointe de l'Internationale des Jeunes Travailleurs et de l'Internationale de l'Union des Jeunes Socialistes, qui s'était tenue à Salzburg le 21 août 1922. Cette déclaration fut appelée le Programme des Demandes Immédiates, mais on s'y réfère souvent sous le titre de Déclaration des Droits de l'Adolescent. Les deux organisations élaborèrent « un programme minimal pour la protection de la jeunesse ». Eglantyne Jebb connaissait cette déclaration :

48 Conan Fischer, *The Ruhr Crisis, 1923–1924* (2003), Oxford: Oxford University Press.

49 Lara Bolzman, "Advent of Child Rights", 26–36.

50 Veerman, *Rights of the Child*, 281, 435–437, 318–319, 438, 325–328, 439–443.

48 Conan Fischer, *The Ruhr Crisis, 1923–1924* (2003), Oxford: Oxford University Press.

49 Lara Bolzman, « Advent of Child Rights », 26–36.

50 Veerman, *Rights of the Child*, 281, 435–437, 318–319, 438, 325–328, 439–443.

ration: George Werner⁵¹, who had been the SCIU's president from 1921 to 1923 and its vice-president from 1923 to 1929, helped her (together with Etienne Clouzot) to put the Declaration of Geneva "in its final form".

The International Council of Women (ICW) was an umbrella organisation for women's movements. Eglantyne Jebb was regularly in touch with its powerful Scottish member, Ishbel Hamilton-Gordon, Marchioness of Aberdeen and Temair, who was the ICW's president – a post she held between 1893 and 1936. At the ICW conference in Norway in 1920, the women's councils of Italy and the United States submitted resolutions requesting the ICW draft a children's charter. A committee was appointed to write a draft, and in 1922 they met in The Hague. The results were presented to the executive of the ICW and the national councils. The charter was not a short document: it consisted of seven sections, each divided into a substantial number of paragraphs. The first principle opens with the powerful sentence: "This Charter is based on the principle that every child is born with the inalienable right to have the opportunity of full physical, mental and spiritual development."⁵²

Eglantyne Jebb thought that the ICW Children's Charter was too detailed and felt that it "resembled a list of standard minimum rules, rather than a declaration of fundamental principles"⁵³. However, in my view, the opening sentence of the ICW Children's Charter is written more in the language of rights than is the Declaration of Geneva, on which we will shine the spotlight now.

George Werner⁵¹ qui avait été le président du SCIU de 1921 à 1923 et son vice-président de 1923 à 1929 l'a aidé, avec Etienne Clouzot en 1924, à mettre la Déclaration de Genève « dans sa forme finale ».

Le Conseil International des Femmes (CIF) était un organisme-cadre pour les mouvements féministes. Eglantyne Jebb était régulièrement en contact avec ses puissantes membres écossaises, Ishbel Hamilton-Gordon, Marchioness of Aberdeen et Temair. A la conférence de 1920 en Norvège, les Conseils des Femmes d'Italie et des Etats-Unis, présentèrent des résolutions enjoignant le CIF à élaborer une charte de l'enfant. Un comité fut désigné pour élaborer un projet. Le résultat qui fut présenté à La Haye en 1922 au comité exécutif du CIF et aux conseils nationaux, n'était pas juste un petit document : il comprenait sept sections, chacune divisée en un nombre substantiel de paragraphes. Le premier paragraphe commence par la puissante déclaration : « Cette charte est basée sur le principe que chaque enfant naît avec le droit inaliénable d'avoir l'opportunité de se développer pleinement sur le plan physique, mental et spirituel »⁵².

Eglantyne Jebb pensait que la Charte de l'Enfant du CIF était trop détaillée et émit le sentiment « qu'elle rassemblait une liste de règles standard minimum plus qu'une déclaration de principes fondamentaux »⁵³. A mon sens cependant, la déclaration d'ouverture du CIF est rédigée plus dans le sens du droit que la Déclaration de Genève que nous allons éclairer maintenant.

51 Georges Werner, "Remise de la 'Déclaration de Genève' au Conseil d'Etat de Genève pour les Archives", *Revue Internationale de la Croix-Rouge* (1924), 6(63), 155–156.

I found information on Georges Werner and the SCIU on LONSEA.org (the League of Nations Search Engine). According to Andrée Morier, "The Declaration of the Rights of the Child", *International Review of the Red Cross* (1963), 26, 227–233 (the quotation is from page 229).

52 Philip Veerman, *Rights of the Child*, 439–443.

53 *International Child Welfare Review*, "How the Declaration Was Born" (1950), 7, 40.

51 Georges Werner, « Remise de la 'Déclaration de Genève' au Conseil d'Etat de Genève pour les Archives », *Revue Internationale de la Croix-Rouge* (1924), 6(63), 155–156. J'ai trouvé les informations concernant Georges Werner et la SCIU sur LONSEA.org (the League of Nations Search Engine).

Selon Andrée Morier, « The Declaration of the Rights of the Child », *International Review of the Red Cross* (1963), 26, 227–233 (la citation provient de la page 229).

52 Philip Veerman, *Rights of the Child*, 439–443.

53 *International Child Welfare Review*, « How the Declaration Was Born » (1950), 7, 40.

The myth and the reality

Since their early days, the Save the Children Fund and the SCIU had been accomplished at public relations and myth-building. As one myth has it, Eglantyne liked to go to Mount Salève, a 900-metre high mountain near Geneva but on French soil, from where there is a magnificent view of the lake, the Jura mountains and, when the weather is clear, even the Mont Blanc. She had told friends in England that she wanted the SCIU to issue a short declaration that would be easy to translate and easy to understand⁵⁴. When Eglantyne arrived in Geneva in 1922, she whisked Etienne Clouzot (the secretary-general) away from his office and into a quiet restaurant at the top of Mount Salève, where she disclosed her plans. Clouzot was convinced, and they immediately began work on a draft. I am sure that there are many inspiring places they could have gone to at Lac Léman in Geneva, but if indeed it is true that Eglantyne Jebb had to hold a meeting on Mount Salève to draft the Declaration of Geneva then this reveals a narcissistic personality trait: the similarities bring to mind the biblical story of Moses, who departed to the mountain and stayed there for 40 days and nights in order to receive the Ten Commandments.

The myth remains a beautiful story. Yet in reality, an earlier draft of the Declaration of Geneva appeared in the Bulletin of the SCIU on 30 October 1922. Mulley writes that Eglantyne Jebb had proposed that the SCIU adopt “a document defining the duties of adults towards children, which each country should recognise either by means of State intervention or by private action”⁵⁵. Furthermore, Moody⁵⁶, quoting from the SCIU archives, states that in autumn 1922 a consultation process had taken place to arrange input into the text of a Children’s Charter. Justifying the need for a conclusion, Jebb wrote: “If we wish [...] to go on working for children [...] the only way to do it



▲ Mount Salève
© Wikimedia
Commons



► The first
declaration
of the Rights
of the Child,
drafted by
Eglantyne Jebb.
© Save the Children

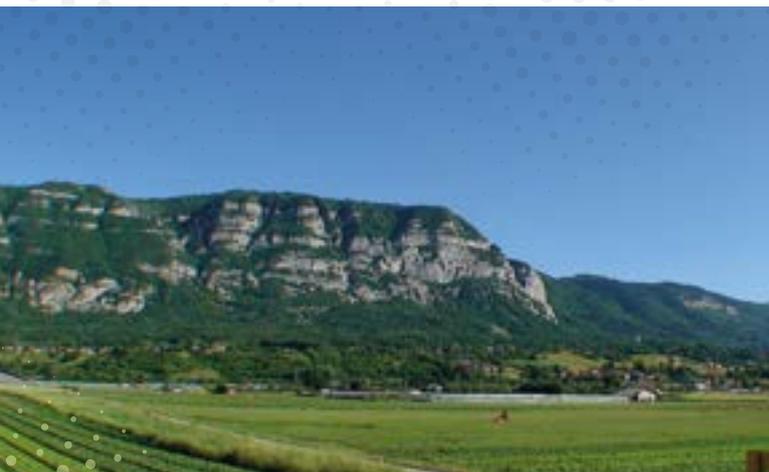
Le mythe et la réalité

Dès leur création, le Save the Children Fund et le SCIU, démontrèrent leur habilité à communiquer et à écrire leur propre légende. Un des mythes fondateurs est l’histoire suivante : Eglantyne aimait se rendre sur le Mont Salève, près de Genève, à neuf-cent mètres d’altitude mais côté

⁵⁴ International Child Welfare Review, “Declaration” (1966), 4.

⁵⁵ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 305.

⁵⁶ Zoe Moody, *Les Droits de l’Enfant, Genève, institutionnalisation et diffusion (1924–1989)*, (2016), Neuchâtel: Éditions Alphil-Presses universitaires Suisses, 109, 110.



◀ Save the Children's founder, Eglantyne Jebb.
© Save the Children



▶ Ishbel Hamilton-Gordon
© Wikimedia Commons

seems to be to evoke a cooperative effort of the nations to safeguard their own children on constructive rather than charitable lines. I believe that we should claim certain rights for children and labour for their universal recognition"⁵⁷.

français, d'où l'on a une vue magnifique sur le lac, les montagnes du Jura et par temps clair, même sur le Mont Blanc. Elle avait raconté à des amis anglais que le SCIU allait faire une courte déclaration, facile à traduire et à comprendre⁵⁴. Quand elle arriva à Genève, elle entraîna Etienne Clouzot, le secrétaire général loin hors de son bureau, dans un petit restaurant au sommet du Mont Salève où elle lui fut part de ses plans. Clouzot fut immédiatement convaincu et ils se mirent immédiatement à élaborer une ébauche de projet. Je suis persuadé qu'il y a de nombreux endroits inspirants où ils auraient pu se rendre sur le Lac Léman à Genève - même mais s'il est vrai qu'Eglantyne Jebb a tenu à cette rencontre au Mons Salève pour esquisser la Déclaration de Genève sur le Mont Salève, cela révèle un trait narcissique de sa personnalité : les similitudes font penser au récit biblique de Moïse, qui se retira dans la montagne où il resta quarante jours et quarante nuits, condition nécessaire à ce qu'il obtint les Dix Commandements.

Le mythe reste une belle histoire. Mais en réalité, une première ébauche de la Déclaration de Genève parut dans le Bulletin du SCIU le 30 octobre 1922. Mulley écrit qu'Eglantyne Jebb avait proposé que le SCIU adopte « un document définissant les devoirs des adultes envers les enfants que chaque pays devrait adopter. Que ce soit par l'État ou par une action privée⁵⁵. En outre, Moody⁵⁶ citant les archives du SCIU indique qu'à l'automne 1922, un processus de consultation avait eu lieu pour élaborer une introduction au texte de la Charte des Enfants. Jebb écrivit : « Si nous voulons (...) continuer à travailler pour les enfants (...) la seule manière de le faire semble être d'évoquer un effort de coopération entre les Nations pour protéger leurs propres enfants suivant une ligne constructive plutôt que charitable. Je crois que nous devrions réclamer certains droits pour les enfants et travailler pour leur reconnaissance universelle »⁵⁷.

⁵⁴ International Child Welfare Review, « Declaration » (1966), 4.

⁵⁵ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 305.

⁵⁶ Zoe Moody, *Les Droits de l'Enfant, Genève, institutionnalisation et diffusion (1924-1989)*, (2016), Neuchâtel: Éditions Alphil-Presses universitaires Suisses, 109, 110.

⁵⁷ Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 109, 110.

⁵⁷ Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 109, 110.

The consultation process led to several drafts of “some sort of Declaration on the Rights of the Child”⁵⁸. A dominant version that circulated was a declaration that contained seven points. Receiving feedback on this was not easy for Jebb, and she sometimes found it very frustrating. Isabel Hamilton-Gordon, the Marchioness of Aberdeen (who was also a member of the SCIU Council), proposed that the ICW children’s charter should replace the SCIU charter⁵⁹. According to Mulley, Lady Aberdeen disapproved of the shorter SCIU charter. All this consulting gave Jebb the feeling that she was having to make too many compromises. According to Mulley, by January 1923, when she presented A Children’s Charter, A Declaration of the Rights of Childhood, Jebb felt that the original set of principles had been watered down too much and preferred Lady Aberdeen’s children’s charter⁶⁰. When it was proposed that Jebb take the draft of the declaration to the meeting of the SCIU for approval, she took her chances and revised the document with her confidant Étienne Clouzot (who, as mentioned earlier, was secretary-general of the SCIU from 1921 to 1929) and Georges Werner⁶¹, and had it translated into French⁶². According to Mulley⁶³, after many consultations, the declaration was “finally approved” by the Fourth General Council of the SCIU on 17 May 1923. The French copy of the Declaration of Geneva was adopted and approved by the SCIU in February 1923. Therefore, it is correct to state that the Declaration of Geneva was first adopted by the SCIU’s General Council and that the League of Nations adopted this text too in 1924⁶⁴. A Belgian poster mentions both dates: on 23 February 1923 the SCIU’s General Council adopted the declaration, and on 17 May 1923 the SCIU’s Executive Committee adopted it.

58 Moody, *Les Droits de l’Enfant*, 109, 110.

59 Moody, *Les Droits de l’Enfant*, 109, 110.

60 Moody, *Les Droits de l’Enfant*, 306.

61 Morier, “Declaration of the Rights of the Child”, 229.

62 Moody, *Les Droits de l’Enfant*, 111. Moody states that the appointed editorial committee consisted of Werner (a law professor at the University of Geneva), Clouzot (director of the International Review of the Red Cross) and William Andrew MacKenzie (treasurer of the ISCU), with Eglantyne Jebb as the chair.

63 Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 306.

64 Philip Veerman, “Le jour où les enfants sont devenus sujets”, *LeTemps* (2012), 29 October.

La réunion déboucha sur plusieurs ébauches d’« une sorte de Déclaration des Droits de l’Enfant »⁵⁸. Une version en particulier commença à circuler, qui comportait sept points. Obtenir des réponses n’était pas facile pour Jebb qui parfois en était très frustrée. La marquise d’Aberdeen and Temair qui était aussi membre du conseil du SCIU, proposa que l’International Child Welfare charter (ICW) remplace la charte du SCIU⁵⁹. D’après Mulley, Lady Aberdeen désapprouvait la charte du SCIU qui était plus courte. Toutes ces consultations donnaient l’impression à Jebb qu’elle devait faire trop de compromis. D’après Mulley, quand en janvier 1923 elle présenta A Children’s Charter, A Declaration of the Rights of Childhood, Jebb eut le sentiment que les principes de l’ensemble original avaient été affaiblis et préféra la Charte de l’Enfant de Lady Aberdeen⁶⁰. Lorsqu’il fut proposé que Jebb présente le projet de la déclaration devant l’assemblée du SCIU pour approbation, elle saisit sa chance et révisa le document avec Étienne Clouzot son allié lequel, comme mentionné plus haut, fut secrétaire général du CISA de 1921 à 1929 et Georges Werner⁶¹. Elle en fit préparer une traduction en français⁶². Selon Mulley⁶³ après moult consultations, la déclaration fut « finalement approuvée » par la 4^e Assemblée Générale du SCIU, le 17 mai 1923. La version en français de la Déclaration de Genève fut adoptée par la SCIU en février 1923. Il est donc correct de dire que la Déclaration de Genève a été adoptée en premier par le Conseil général du SCIU et que la Société des Nations a également adopté le texte en 1924⁶⁴. Une affiche belge mentionne les deux dates : le 23 février 1923 en ce qui concerne le Conseil général du SCIU et le 17 mai 1923 pour le Comité exécutif du SCIU.

58 Moody, *Les Droits de l’Enfant*, 109, 110.

59 Moody, *Les Droits de l’Enfant*, 109, 110.

60 Moody, *Les Droits de l’Enfant*, 306.

61 Morier, « Declaration of the Rights of the Child », 229.

62 Moody, *Les Droits de l’Enfant*, 111. Moody indique que le comité éditorial était Werner (professeur de droit à l’Université de Genève), Clouzot (directeur de la Revue Internationale de la Croix-Rouge) et William Andrew MacKenzie (trésorier de la CISE). Eglantyne Jebb était présidente.

63 Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 306.

64 Philip Veerman, « Le jour où les enfants sont devenus sujets », *LeTemps* (2012), 29 octobre.

The SCIU organised an event on 28 February 1924 when prominent figures in the SCIU signed the French version of the document.

Eglantyne Jebb proposed the title 'Declaration of Geneva' (certainly pleasing Gustave Ador and others who were lobbying for the recognition of the 'spirit of Geneva' and promoting Geneva as the 'city of international organisations'). There was probably also another reason for naming it the Declaration of Geneva: it gave the declaration a neutral title, and I am not referring to the Swiss neutrality here. There were members of the Save the Children Fund who had opposed the title Declaration of the Rights of the Child on the basis of there being too much talk of rights. The word *declaration* was also less strong – and therefore more acceptable – than the word *charter*. And with so many members of the SCIU's General Council having connections with the ICRC, it should be pointed out that they liked the association that people might have with the (Red Cross) Geneva Conventions. Moody⁶⁵ explains that Jebb had played with the idea that the Declaration of Geneva could be added to the Geneva Conventions, but the idea was abandoned as being unrealistic.

Making the Declaration of Geneva known

Under Article 42 of the present United Nations Convention on the Rights of the Child, "States Parties undertake to make the principles and provisions of the Convention widely known, by appropriate and active means, to adults and children alike."

Although the Declaration of Geneva did not contain such a principle, the SCIU, great at public relations, immediately began a PR campaign. I have already mentioned that on 28 February 1924, signatures were added to the declaration. This was done as part of an impressive ceremony in Geneva's Museum of Arts and History. In the presence of many diplomats and representatives from international organisations, a copy of the Declaration of Geneva was signed by members of the SCIU. It was

Le SCIU organisa le 28 février 1924 un événement autour de la signature du document par des personnalités importantes.

Eglantyne Jebb proposa le titre « Déclaration de Genève », ce qui assurément plut à Gustave Ador et d'autres lobbyistes ayant œuvré pour « l'esprit de Genève » et sa promotion comme la « cité des organisations internationales ». Sans doute y avait-il encore une autre raison au titre Déclaration de Genève. Cela lui assurait une neutralité et je ne fais pas mention ici de la neutralité suisse. Des membres du Save the Children Fund s'étaient opposés à l'intitulé « Déclaration des Droits de l'Enfant », trouvant les termes trop juridiques. Le terme « Déclaration » était aussi moins fort – et donc plus acceptable – que « Charte ». Comme de très nombreux membres du Conseil général du SCIU avaient des liens avec la Croix-Rouge Internationale, associer ces personnalités à la Convention de Genève leur plaisait. Moody⁶⁵ explique que Jebb avait pensé ajouter la Déclaration de Genève à la Convention de Genève. Mais l'idée fut abandonnée car jugée irréaliste.

Faire connaître la Déclaration de Genève

L'Article 42 de la Convention des Nations Unies pour les Droits de l'Enfant précise : « Les États membres mettent en oeuvre les moyens appropriés et efficaces pour faire largement connaître les principes et les dispositions de la Convention en ce qui concerne aussi bien les adultes que les enfants ».

Même si la Déclaration de Genève n'incluait pas cette recommandation, les relations publiques du SCIU débutèrent immédiatement une campagne de diffusion. J'ai déjà mentionné que le 28 février 1924, des signatures furent ajoutées à la déclaration à l'occasion d'une cérémonie solennelle au Musée d'Art et d'Histoire de Genève. De nombreux diplomates et représentants d'organismes internationaux étaient présents et un exemplaire de la Déclaration de Genève fut signé par les membres du SCIU. L'événement fit grand

⁶⁵ Moody, Les Droits de l'Enfant, 112.

⁶⁵ Moody, Les Droits de l'Enfant, 112.

an appealing story, and many newspapers around the world reported on the declaration.

One of the most heartwarming public relations stories is that of Gustave Ador (the first person to sign the declaration in the Museum of Arts and History) reading⁶⁶ the declaration for a radio programme broadcast from the Eiffel Tower on 21 November 1923. I attempted to get more information about this broadcast from Maison Radio France, but I was not successful⁶⁷. Just as I was beginning to think that it was 'fake news', however, the ICRC sent me a photograph of the broadcast with Baron de Geer in the studio with Gustave Ador.

The biggest boost: adoption by the League of Nations

Dominique Marshall⁶⁸ states that "there was considerable ambivalence about the Declaration and its authors within the League of Nations". And there had been competing developments: in 1919 the International Labour Organization (ILO) had adopted a convention fixing the minimum age for admitting children into industrial employment and a convention on night work performed by young people employed in industry. Marshall also reports that the members of the League of Nations' Social Secretariat were aware that the ICW had adopted a children's charter in 1920. The SCIU "hoped", according to Marshall, "to take the main role in drafting of a definite project which could be adopted by all countries"⁶⁹. "What made [Jebb's declaration] more popular in the face of this competition seems to have been her emphasis on a simple document. [...] Submitting the Declaration to the League of Nations was a continuation of one of the SCIU's strategy to give the charter 'validity'."⁷⁰

⁶⁶ According to Georges Werner.

⁶⁷ Pierre Descaves, *Quand La radio s'appelait "Tour Eiffel"* (1963), Paris: Table Ronde.

⁶⁸ Marshall, "Construction of Children", 130.

⁶⁹ Marshall, "Construction of Children", 131.

⁷⁰ Marshall, "Construction of Children".

bruit et de nombreux journaux du monde entier en parlèrent.

Quand Gustave Ador, le premier à avoir signé au Musée d'Art et d'Histoire lu⁶⁶ la Déclaration dans le cadre d'un programme radiophonique depuis la Tour Eiffel le 21 novembre 1923, ce fut un des moments les plus forts. Je n'ai malheureusement pas pu obtenir plus d'informations sur cette retransmission⁶⁷ à Radio France. Mais juste quand je me demandais s'il ne s'agissait pas d'une légende, j'ai reçu une photographie de la Croix Rouge Internationale de la diffusion dans le studio d'enregistrement avec le Baron de Geer aux côtés de Gustave Ador.

'Le' soutien par excellence : l'adoption par la Société des Nations

D'après Dominique Marshall⁶⁸ « il n'est pas clair qui est considéré comme les auteurs de la Déclaration pour la Société des Nations ». Il y eut en effet plusieurs élaborations qui se faisaient concurrence. En 1919, l'Organisation Internationale du Travail (OIT), avait adopté une convention qui fixait l'âge minimum pour l'embauche des enfants dans l'industrie, ainsi que sur leurs conditions de travail de nuit. Marshall nous apprend également que les membres du secrétariat social de la ligue étaient au courant que l'ICW avait adopté une Charte des Enfants en 1920. Le SCIU, toujours selon Marshall, espérait tenir le premier rôle dans la rédaction d'un projet définitif qui pourrait être adopté par tous les pays⁶⁹. « Ce qui rendait (la déclaration de Jebb la plus populaire dans cette compétition, est qu'elle mettait l'accent sur un document rédigé en termes simples. (...) Soumettre la Déclaration à la Société des Nations, était dans la ligne d'une des stratégies du SCIU pour la « validité » de la charte⁷⁰.

⁶⁶ Selon Georges Werner.

⁶⁷ Pierre Descaves, *Quand La radio s'appelait « Tour Eiffel »* (1963), Paris: Table Ronde.

⁶⁸ Marshall, « Construction of Children », 130.

⁶⁹ Marshall, « Construction of Children », 131.

⁷⁰ Marshall, « Construction of Children ».

At the time, Dorothy Buxton's husband, Charles, was a representative of Great Britain at the United Nations. Also helpful was the fact that Ramsay MacDonald (the British prime minister of a minority Labour government from 1924) was in power and present in Geneva. Now it paid off that Eglantyne Jebb had such excellent contacts with Gustave Ador and Giuseppe Motta (the Swiss politician who was president of the fifth assembly of the League of Nations in 1924). It was the former Swiss president Giuseppe Motta who brought the proposal (with the support of Ramsay MacDonald) to adopt the declaration to the Fifth Committee of the League of Nations (dealing with child welfare). Eglantyne and her associates played the lobby game well: by approaching Jorge Valdes Mendeville, the Chilean representative at the League of Nations, they ensured that the proposal came from a neutral person and obtained a unanimous vote in favour. "The Assembly endorses the declaration of the rights of the child, commonly known as the Declaration of Geneva and invites the State Members of the League to be guided by its principles in the work of child welfare"⁷¹.

However, I do not mean to give the impression that everybody in Geneva was equally enthusiastic about the efforts to get the Declaration of Geneva adopted. Eglantyne Jebb was a good lobbyist, having circulated the translations of the draft declaration in 37 languages, and she had a lot of 'vitamin R' (relationships). Marshall⁷² writes that the "immediate circumstances" of the quick and universal endorsement of the Declaration of Geneva "were helped by the domination Britain exerted on the various agencies of the League". Marshall is of the opinion that efforts to come to the "the adoption of a Declaration of Children's Rights in September 1924 were heavily influenced by British and elitist considerations"⁷³. Marshall writes: "In 1922, members of the Social Section of the Secretariat tended to dismiss the SCIU as

A cette époque, l'époux de Dorothy Buxton, Charles, était un des représentants de la Grande-Bretagne aux Nations Unies. Le fait que Ramsay MacDonald, le Premier ministre anglais d'un gouvernement travailliste minoritaire en 1924 était présent à Genève s'avéra aussi décisif. Et, les excellentes relations d'Eglantyne Jebb avec Gustave Ador et Giuseppe Motta, homme politique suisse qui en 1924 était le président de la Société des Nations, se montrèrent également payantes. D'après Murrey, c'est l'ancien Président suisse Giuseppe Motta qui, avec le soutien de Ramsay MacDonald, proposa d'adopter la Déclaration sur le bien-être des enfants au Cinquième Comité de la Société des Nations. Leur lobbying avec Eglantyne Jebb fut efficace : en approchant Jorge Valdes Mendeville, le représentant chilien de la Société des Nations, ils s'assuraient que la proposition émanait d'une personnalité neutre et elle fut votée à l'unanimité. « L'Assemblée adopta la Déclaration des Droits de l'Enfant, communément appelée Déclaration de Genève et invite les États membres de la Société des Nations à observer ses principes pour l'établissement du bien-être des enfants »⁷¹.

Mais il semblerait qu'à Genève, tout le monde partageait le même enthousiasme concernant les efforts pour faire adopter la Déclaration de Genève. Eglantyne Jebb était une bonne lobbyiste ; elle avait fait circuler le projet de texte dans trente-sept langues et elle avait beaucoup de 'vitamine R', c'est-à-dire relations. Marshall⁷² écrit que l'adoption rapide et universelle de la Déclaration de Genève « dut beaucoup au fait que les Britanniques étaient nombreux dans les différentes agences de la Société des Nations ». Marshall est d'avis que « l'adoption de la Déclaration des Droits de l'Enfant, en septembre 1924, était grandement due à l'influence britannique et à des considérations élitistes »⁷³ Marshall écrit : « En 1922 le Département social du Secrétariat aurait voulu écarter le SCIU considérée comme inefficace et sans utilité. L'action d'urgence contre la famine devenant moins pressante, l'avis

71 Records of the Fifth Assembly (1924), League of Nations Official Journal, S23, 179. See also: Resolution of the Assembly, 26 September 1924, League of Nations Official Journal, S21 (1924), October, 42–43.

72 Marshall, "Construction of Children", 133.

73 Marshall, "Construction of Children", 128.

71 Records of the Fifth Assembly (1924), League of Nations Official Journal, S23, 179. Voir aussi : Resolution of the Assembly, 26 September 1924, League of Nations Official Journal, S21 (1924), octobre, 42–43.

72 Marshall, « Construction of Children », 133.

73 Marshall, « Construction of Children », 128.

inefficient and useless. Once the emergency work of famine became less pressing, they thought that the organisation had become unfocused".⁷⁴ Marshall shows us that even the 'neutral' efforts by Eglantyne Jebb were seen as connected with British political interests, although this is now forgotten by some. The adoption by the League of Nations gave the Declaration of Geneva its significance – not the signing ceremony on 23 February 1923 or the proclamation broadcast from the Eiffel tower.

The content of the declaration

The preamble of the declaration states that "men and women of all nations recognise that mankind owed to the Child the best it has to give." "The best it has to give" was understood as "those needs of children that should be met at all costs, even in times of economic pressure"⁷⁵. As Geraldine van Bueren also observed, the Declaration of Geneva "was never intended to create an instrument which placed binding obligations upon States. The duty to provide the child with 'the best it has to give' was [...] on men and women i.e., adults, to ensure the welfare of children".⁷⁶ Nowadays, we give the State a more important role; for example, the United Nations Convention on the Rights of the Child is mainly ratified by States Parties. At the time when the Declaration of Geneva was written, as Geraldine Van Bueren observes, children were regarded as "recipients of treatment rather than holders of specific rights"⁷⁷. Chanlett and Morier⁷⁸ add that "in its broadest sense, the Declaration embodies basic principles of child welfare, leaving appropriate action to each country, within its needs and resources."

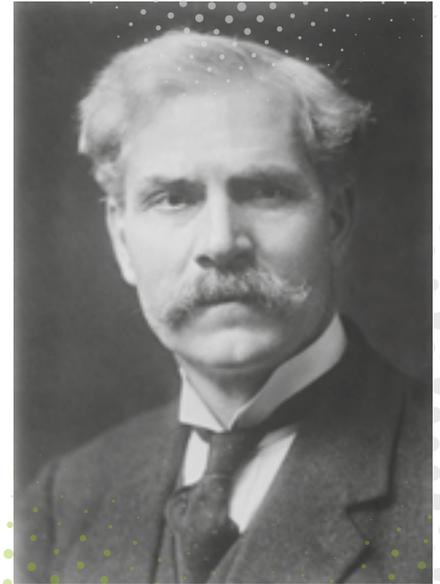
⁷⁴ Marshall, "Construction of Children", 130.

⁷⁵ *The World's Children* (1923), April 3, 111. See Veerman, *Rights of the Child*, 218 note 22.

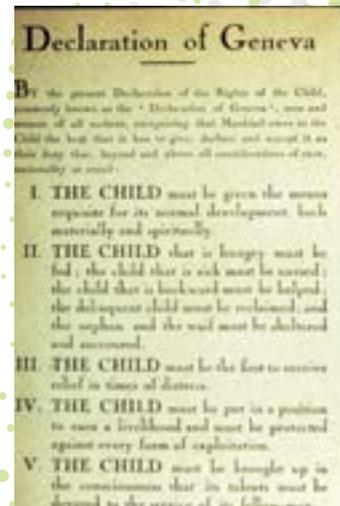
⁷⁶ Geraldine Van Bueren, *The International Law on the Rights of the Child* (1995), Dordrecht, Boston, London: Martinus Nijhoff, 7.

⁷⁷ *Idem*.

⁷⁸ Eliska Chanlett and G. M. Morier, "Declaration of the Rights of the Child", *International Child Welfare Review* (1968) 22(1), 4. Chanlett and Morier state that the declaration "went a step further than Part XIII of the Treaty of Versailles, which already mentions in its Preamble the protection of the young".



J. Ramsay MacDonald
© Wikimedia Commons
(cropped)



était que l'organisation n'avait plus de but »⁷⁴. Marshall nous montre que même la « neutralité » des efforts d'Eglantyne Jebb étaient considérés comme liés à des intérêts politiques britanniques. Tout ceci fut oublié, quand Eglantyne Jebb réussit à obtenir l'accord officiel de la Société des Nations. Ceci fut décisif pour la Déclaration de Genève et non pas la cérémonie de signature du 23 février 1923, ni la diffusion depuis la Tour Eiffel.

⁷⁴ Marshall, « Construction of Children », 130.

Le contenu de la Déclaration

Le préambule de la Déclaration, déclare que « les hommes et les femmes de toutes les nations reconnaissent que l'humanité doit donner à l'enfant ce qu'elle a de meilleur ». « Le meilleur qu'elle a à lui donner », était entendu comme « les besoins de l'enfant à satisfaire à tout prix, même en temps de crise économique »⁷⁵.

Comme Geraldine van Bueren elle aussi le nota, la Déclaration de Genève « n'eut jamais comme but de créer un outil qui créerait des obligations entre États. Le devoir de fournir à l'enfant « le meilleur qu'elle a à lui donner », était que les hommes et les femmes, c'est-à-dire les adultes, assurent le bien-être des enfants»⁷⁶. De nos jours, nous conférons à l'État un rôle plus important. Par exemple, la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant est ratifiée, en général, par les États. A l'époque où la Convention de Genève fut rédigée, comme l'observe Geraldine van Bueren, les enfants étaient considérés comme des bénéficiaires d'actions en leur faveur plutôt que des détenteurs de droits particuliers »⁷⁷. Chanlett et Morier⁷⁸ ajoutent qu'au sens le plus large, la Déclaration représente les principes de base du bien-être de l'enfant, laissant à chaque pays comment agir de manière appropriée, selon ses besoins et ses ressources ».

Bruno Cabanes⁷⁹ analyse la rédaction de la Déclaration de Genève sous un éclairage plus critique : « La Déclaration de 1924 est à situer clairement dans le contexte de l'après-guerre où les enfants étaient au cœur de tous les efforts possibles de paix et de reconstruction, précisément parce que leur sort dépassait les frontières nationales. La question des droits de l'enfant était par essence



◀ A historical image from the Save the Children archive
© Save the Children

Bruno Cabanes⁷⁹ sees the drafting of the Declaration of Geneva in a more critical light: “The 1924 Declaration clearly belongs to the post-war context, in which children were at the heart of all the various efforts for peace and rebuilding, precisely because their fate went beyond national borders. The issue of children’s rights was in essence transnational. The child as a universal figure, a fiction to which all of the signatories to the 1924 Declaration subscribed,

⁷⁵ The World’s Children (1923), avril 3, 111. Voir : Veerman, *Rights of the Child*, 218 note 22.

⁷⁶ Geraldine Van Bueren, *The International Law on the Rights of the Child* (1995), Dordrecht, Boston, Londres: Martinus Nijhoff, 7.

⁷⁷ Van Bueren, *The International Law on the Rights of the Child*, 7.

⁷⁸ Eliska Chanlett and G. M. Morier, « Declaration of the Rights of the Child », *International Child Welfare Review* (1968) 22(1), 4. Chanlett et Morier affirment que la déclaration « allait un pas plus loin que la Partie XIII du Traité de Versailles qui mentionnait déjà la protection de la jeunesse dans son Préambule ».

⁷⁹ Bruno Cabanes, *The Great War and the Origins of Humanitarianism, 1918–1924* (2014), Cambridge: Cambridge University Press, 298.

⁷⁹ Bruno Cabanes, *The Great War and the Origins of Humanitarianism, 1918–1924* (2014), Cambridge: Cambridge University Press, 298.

was conceived of as an apolitical being who could unify peace efforts. Children were portrayed as the ultimate beneficiary of post-war reconciliation.” Or, in stronger language from Cabanes: “The cult of the universal child, a fiction drawn up by international law, was spread, and violated with it that of neutrality and innocence – values that World War I had violated with extraordinary brutality, but which the Save the Children Fund’s founders still wanted to honour”.⁸⁰ The archaeological digging by Cabanes and Marshall reveals that even though the international children’s human rights movement began with the Declaration of Geneva, it was connected with various interests (for instance, Britain still being an important colonial power). The children’s rights movement is not especially self-critical⁸¹, and more archaeological work is recommended.

PRINCIPLE I of the declaration states that “each child must be given the means for his or her normal development, both materially and spiritually.” The ‘child study movement’ stimulated research into the child and child development as legitimate work⁸². In a draft of the declaration that was circulated in 1922 but was not adopted, the text still read: “**Tout enfant doit être mis en mesure de se développer normalement au physique comme au moral**”, which would have raised further ethical questions about what is ‘normal’.

I discussed the content of the Declaration of Geneva with a Dutch children’s rights activist⁸³ to see if she still experienced the five principles from 1923 as relevant. She found it moving that the first principle deals with child development. She immediately made the link with concerns today in the Netherlands about the mental health of young people and the rising number who are experiencing suicidal thoughts.

⁸⁰ Cabanes, *The Great War*, 297.

⁸¹ A critical voice in the field of human rights is David Kennedy (of Harvard Law School), the author of *The Dark Side of Virtue: Reassessing International Humanitarianism* (2004), Princeton: Princeton University Press.

⁸² Alexander W. Siegel and Sheldon H. White, “The Child Study Movement: Early Growth and Development of the Symbolized Child”, *Advances in Child Development* (1982) 17, 233–285.

⁸³ Brigitte Boswinkel, coordinator of the Dutch Child’s Rights Collective. I am grateful for her input in this part of the chapter.

transnationale. L’enfant en tant que figure universelle, fictionnelle, à laquelle tous les signataires de la Déclaration de 1924 adhéraient et souscrivirent, était considéré comme un être apolitique qui pourrait unifier les efforts de paix. Les enfants étaient considérés comme les ultimes bénéficiaires de la réconciliation d’après-guerre. Cabanes utilise un langage fort: « Le culte de l’enfant universel, une fiction élaborée par le droit international, fut répandue et violée avec celle de la neutralité et de l’innocence – des valeurs que la Première guerre mondiale avaient violées avec une extrême brutalité, mais que les fondateurs du Save the Children Fund voulaient néanmoins honorer »⁸⁰. Les recherches, archéologiques de Cabanes et Marshall nous font réaliser que même si le mouvement international pour les droits des enfants débuta avec la Déclaration de Genève, il était connecté avec différents intérêts. Ainsi de la Grande-Bretagne qui était une grande puissance coloniale. Le mouvement des droits de l’enfant n’est pas particulièrement autocritique⁸¹ et il serait bien de continuer à faire du travail archéologique.

L’ARTICLE 1 de la déclaration établit que « **L’enfant doit être en mesure de se développer d’une façon normale, matériellement et spirituellement** ». Le « Child Study Movement » encourageait la recherche sur l’enfant et son développement comme un travail légitime⁸². Le texte préparatoire à la déclaration qui circulait en 1922, mais qui ne fut pas adopté disait : « **Tout enfant doit être mis en mesure de se développer normalement au physique comme au moral** », une formulation qui aurait soulevé des questions éthiques sur ce qui est « normal ».

Dans un échange avec une activiste néerlandaise des droits de l’enfant⁸³, je lui ai demandé si elle considérait les cinq principes de 1923 comme toujours pertinents. L’Article 1 qui concerne le développement de l’enfant lui a paru émouvant ;

⁸⁰ Cabanes, *The Great War*, 297.

⁸¹ David Kennedy (Harvard Law School) laisse entendre une voix critique dans le domaine des Droits de l’Homme. Il est l’auteur de *The Dark Side of Virtue: Reassessing International Humanitarianism* (2004), Princeton: Princeton University Press.

⁸² Alexander W. Siegel and Sheldon H. White, « The Child Study Movement: Early Growth and Development of the Symbolized Child », *Advances in Child Development* (1982) 17, 233–285.

⁸³ Brigitte Boswinkel, coordinatrice du Dutch Child’s Rights Collective. J’aimerais la remercier pour ces contributions à ce chapitre.

Interestingly, although nowadays we worry about young people's mental health, we no longer prioritise the spiritual development of the child⁸⁴. This is hidden away in paragraph 1 of Article 27 (on the standard of living) of the United Nations Convention on the Rights of the Child⁸⁵.

PRINCIPLE II also deals with the duty of the community towards the individual child: "The child that is hungry must be fed; the child that is sick must be nursed; the child that is backward must be helped; the delinquent child must be reclaimed; and the orphan and waif⁸⁶ must be sheltered and succoured."

Jebb later (1927) pointed out that in the past, priority had been given to those who were the most useful to the community, and here another moral standard was set out⁸⁷. The opening clauses of Principle II are concerned with material resources and health. The "child that is backward" probably refers to children with intellectual disabilities. Edward Fuller⁸⁸ explained that the implementation of this part of the principle was often prevented by lack of funding, since in 1924 so much depended on charity.

The principle that children who got into trouble with the law should be not only punished but also treated and rehabilitated was new at the time. Juvenile courts were a new phenomenon (the first of these was opened in 1898 in Chicago).

PRINCIPLE III states that "The child must be the first to receive relief in times of distress".

Bruno Cabanes⁸⁹ finds Principle III to be the most important "insofar as it, like the Preamble, legitimizes the existence of specific rights for children by virtue of their position in socie-

elle fit immédiatement le lien avec les problèmes aujourd'hui aux Pays-Bas de la santé mentale des jeunes et le nombre croissant qui ont des idées suicidaires.

Il est également intéressant de noter que si aujourd'hui, nous nous préoccupons de la santé mentale des jeunes, nous ne mettons plus la priorité sur le développement spirituel de l'enfant⁸⁴. Ceci est reporté parmi les conditions de vie dans le paragraphe I. de l'Article 27 de la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant⁸⁵.

L'ARTICLE 2 porte lui aussi sur les devoirs de la communauté envers l'enfant : « L'enfant qui a faim doit être nourri ; l'enfant qui est malade doit être soigné ; l'enfant arriéré doit être encouragé, l'enfant dévoyé doit être ramené ; l'enfant orphelin et abandonné doivent être recueillis et secourus ».

En 1927, Jebb fit remarquer que par le passé, la priorité était donnée à ceux qui étaient les plus utiles à la communauté et que donc, un autre principe de moralité était écarté ici⁸⁶. Les clauses de l'Article 2 sont liées aux ressources financières et à la santé. Le terme « arriéré » renvoie probablement à l'enfant handicapé mental. Edward Fuller⁸⁷ expliqua que la mise en œuvre de cet aspect de l'article était souvent empêchée par manque de fonds et qu'en 1924 la réalisation de beaucoup d'actions dépendait de la charité.

Le principe que l'enfant qui contrevient à la loi n'était pas sensé être puni mais soigné et réhabilité, était nouveau à cette époque. Les tribunaux pour adolescents étaient un concept nouveau. Le premier fut mis en place à Chicago en 1898. De nos jours, on parle d'une justice bienveillante pour les jeunes.

L'ARTICLE 3 établit que « L'enfant doit être le premier à recevoir des secours en cas de détresse ».

84 Philip Veerman, "Is Religion a Friend or Foe of Children's Rights?" In: Jaffe, Ph. et al., *Droits de l'enfant et croyances religieuses: Autonomie, éducation, tradition* (2019), Genève/Sion: Université de Genève, Institut International des Droits de l'enfant, 80–93.

85 "States Parties recognise the right of every child to a standard of living adequate for the child's physical, mental, spiritual, moral and social development".

86 A homeless, neglected person, especially a child.

87 Eglantyne Jebb, *International Responsibilities for Child Welfare* (1927), Geneva: SCIU, 7.

88 Edward Fuller, "Great Britain and the Declaration of Geneva", *The World's Children* (1924), 5(2), 57.

89 Cabanes, *The Great War*, 292.

84 Philip Veerman, « Is Religion a Friend or Foe of Children's Rights? » In: Jaffe, Ph. et al., *Droits de l'enfant et croyances religieuses: Autonomie, éducation, tradition* (2019), Genève/Sion: Université de Genève, Institut International des Droits de l'Enfant, 80–93.

85 « Les États parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social. »

86 Eglantyne Jebb, *International Responsibilities for Child Welfare* (1927), Geneva: SCIU, 7.

87 Edward Fuller, « Great Britain and the Declaration of Geneva », *The World's Children* (1924), 5(2), 57.

ty. [...] The experience of the Great War and the symbol of the child as a martyr that grew out of it, left their mark on the Declaration of the rights of the Child.” Fuller explains that this principle is not only important in times of war, but “must always have priority”⁹⁰. People knew after the First World War what “times of distress” were. However, the question which could immediately be raised here is that of who pays for relief in times of distress. The declaration does not provide an answer here, although the preamble directs itself to “men and women of all nations” and not to States. However, by attaining recognition of the principles of the declaration by the League of Nations, the SCIU managed “to get under the skin of States and to establish some sort of complicity”⁹¹.

Our children today are also living in a “time of distress” – at the time of writing, it is a year since the Russian invasion of Ukraine, the earthquake in Turkey and Syria, a civil war in Sudan, and the Hamas terrorist attack on Israel on 7 October 2023, followed by the war with HAMAS in Gaza and now famine in Gaza⁹². Sometimes, children are the first to be targeted (as was the case in Ukraine), and there may be questions about whether relief is reaching them at all. Often, the ministries of foreign affairs and development cooperation of States that provide aid or pay into a humanitarian relief fund do not even have a policy on children’s issues and are not child-focused. Therefore, principle III is still relevant.

Nevertheless, although the Declaration of Geneva gives the impression that it deals with the whole realm of children’s rights, this principle shows that the orientation was actually towards children in times of war and its aftermath. This is understandable, given that the declaration was drafted just a few years after the horrors of the First World War. Today we value children’s participation rights, but when the declaration was

Bruno Cabanes⁸⁸ considère que l’Article 2 est le plus important, « dans la mesure où, comme le préambule, il légitime l’existence des droits propres à l’enfant en vertu de sa place dans la société. (...) L’expérience de la Grande Guerre et le symbole de l’enfant martyr qui en découla, impactèrent durablement la Déclaration des Droits de l’Enfant ». Fuller explique que ce principe n’est pas seulement important en temps de guerre « mais doit toujours avoir la priorité »⁸⁹. On sait ce que furent des « temps de détresse » après la Première guerre mondiale. Mais il est légitime de poser ensuite tout de suite la question : qui est chargé du coût pour soulager les maux en temps de détresse. La Déclaration ne fournit pas de réponse : le préambule parle « des hommes et des femmes de toutes les nations » mais pas des États. Mais, en obtenant la reconnaissance des principes de la Déclaration par la Société des Nations, le SCIU réussit à « toucher un point sensible des États et à établir une sorte de connivence »⁹⁰

Nos enfants d’aujourd’hui eux aussi vivent « des temps de détresse ». A l’heure où j’écris, cela fait un an que la Russie a envahi l’Ukraine, qu’il y a eu le tremblement de terre en Turquie et en Syrie, une guerre civile au Soudan et l’attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023 sur Israël, suivie par la guerre avec le Hama à Gaza et maintenant, la famine à Gaza⁹¹. Parfois, les enfants sont les premières cibles (comme ce fut le cas en Ukraine) et on peut se demander si l’aide leur parvient réellement. Souvent, les ministres des Affaires Étrangères et à la Coopération des États qui pourvoient à l’aide ou donnent de l’argent à des fonds de secours humanitaires n’ont même pas une politique centrée sur la question des enfants ; ils ne sont pas leur priorité. L’Article 3 reste d’actualité. Mais, bien que la Déclaration de Genève donne l’impression qu’elle englobe la totalité des Droits de l’Enfant, on voit que cet article concernait des enfants en temps de guerre et après. C’est

⁹⁰ Fuller, “Great Britain and the Declaration”, 75.

⁹¹ Cabanes, *The Great War*, 295.

⁹² Alex De Waal, “Famine in Gaza: An Example of the Global Humanitarian Crisis”, *The American Journal of Clinical Nutrition* (2024), 119(6), 1383–1385.

⁸⁸ Cabanes, *The Great War*, 292.

⁸⁹ Fuller, « Great Britain and the Declaration », 75.

⁹⁰ Cabanes, *The Great War*, 295.

⁹¹ Alex De Waal, « Famine in Gaza: An Example of the Global Humanitarian Crisis », *The American Journal of Clinical Nutrition* (2024), 119(6), 1383–1385.

drafted children were expected to obey; their participation in decision-making⁹³ would have been confined to strange dreams. In the United Nations Convention on the Rights of the Child, we now have Article 12 on respect for the views of the child – something that would have been unthinkable in 1923. The child has now also become a subject of rights, not just an object of rights to be protected. From the beginning, the United Nations Committee on the Rights of the Child has rejected “the charity mentality and paternalistic approaches”⁹⁴. Cabanes writes: “By explicitly placing children under adult protection, the text of the Declaration outlines the shape of ideal society where the weakest may live in safety, free from want. Children were perceived as fragile and innocent beings to be protected, particularly ‘in times of distress’. Children were not seen as legal subjects or as future citizens.” The focus was on welfare rights and the obligations of adults “to nourish, care for, protect and educate them [children], especially when they are starving, sick or in danger”⁹⁵.

In a Dutch newspaper I read a very moving story about a midwife in Amsterdam who, in response to the earthquake in Turkey, started to collect items (such as nappies) for babies there. The headline read “Who thinks of the smallest?”⁹⁶ This is definitely in the spirit of this principle. There are, however, challenges. “Children should”, says the former chief executive of Save the Children UK, Mike Aaronson⁹⁷, “be the first to get help, however, we cannot single out children for special help without addressing broader social, economic, cultural and political factors”.

The declaration contained no non-discrimination principle such as we now find in Article 2 of the Convention on the Rights of the Child. Yet in a draft from 1922 (the one that still had

compréhensible, étant donné que la Déclaration fut élaborée juste quelques années après les horreurs de la Première guerre mondiale. Aujourd’hui, nous valorisons la participation des enfants aux règles de droit, mais quand la Déclaration fut rédigée, on attendait des enfants qu’ils obéissent. Qu’ils participent à des décisions⁹² aurait été considéré comme une étrange fantasmagorie. L’Article 12 de la Convention des Droits de l’Enfant des Nations Unies d’aujourd’hui sur le respect de l’avis de l’enfant aurait été impensable en 1923. L’enfant est devenu un sujet actif des droits et non plus un objet passif à protéger par le droit. D’emblée, le Comité des Nations Unies pour les Droits de l’Enfant, a rejeté « la mentalité de la charité et les approches paternalistes »⁹³. Cabanes écrit : « En plaçant explicitement les enfants sous la protection des adultes, le texte de la Déclaration dessine le schéma d’une société idéale où le plus faible peut vivre en sécurité, à l’abri du besoin. Les enfants étaient considérés comme des êtres fragiles et innocents qu’il fallait protéger, surtout « en temps de détresse ». Les enfants n’étaient pas considérés comme des sujets de droit ou comme des futurs citoyens. L’accent était mis sur les droits au bien-être et les obligations des adultes « de nourrir, prendre soin, protéger et les éduquer, en particulier quand ils ont faim, qu’ils sont malades ou en danger »⁹⁴.

Dans un journal néerlandais, j’ai lu une histoire très touchante d’une femme d’âge moyen d’Amsterdam qui, pour réagir au tremblement de terre en Turquie, se mit à collecter des articles comme des couches pour bébés. Le titre de l’article disait : « qui pense aux plus petits ? »⁹⁵ Cette action est totalement dans l’esprit de ce principe. Mais il y a des difficultés. Comme l’a dit Mike Aaronson⁹⁶, ancien directeur exécutif de Safe the Children UK, « Les enfants devraient être les

93 Philip Veerman and Lesia Kop, “Opinie: Laat kinderen en jongeren zoveel mogelijk meepraten als volwaardige burgers”, De Volkskrant online (2004), 31 July.

94 United Nations Committee on the Rights of the Child, General Comment 1: Article 29 (1): The Aims of Education, Geneva (2001), CRC/GC/2001/1.

95 Cabanes, *The Great War*, 296.

96 Jeroen Den Blijker, “Wie denkt er aan de allerkleinsten?” *Trouw* (2023), 15 February, 6.

97 Michael Aaronson, “Are Children’s Rights History?”, LSE blog (2019), <http://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2019/01/childrens-rights>

92 Philip Veerman and Lesia Kop, « Opinie: Laat kinderen en jongeren zoveel mogelijk meepraten als volwaardige burgers », De Volkskrant online (2004), 31 juillet.

93 United Nations Committee on the Rights of the Child, General Comment 1: Article 29 (1): The Aims of Education, Genève (2001), CRC/GC/2001/1.

94 Cabanes, *The Great War*, 296.

95 Jeroen Den Blijker, « Wie denkt er aan de allerkleinsten? » *Trouw* (2023), 15 février, 6.

96 Michael Aaronson, « Are Children’s Rights History? », LSE blog (2019), <http://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2019/01/childrens-rights>

seven principles rather than five) there was such a principle: "The child shall receive help, without any consideration of race, nationality and (religious) belief"⁹⁸. Perhaps we should read the beginning of Principle III, starting with "the child", as "any child, without discrimination"⁹⁹. This is probably what Jebb wanted, given that she desired that the declaration would be universal¹⁰⁰. The whole philosophy behind setting up the Save the Children Fund was rooted in the basic idea that we should also help others, such as the Austrian babies for whom Eglantyne Jebb demonstrated on Trafalgar Square.

PRINCIPLE IV states that "The Child must be in a position to earn a livelihood and must be protected against every form of exploitation."

The focus on earning a livelihood that we see nowadays is different, with the emphasis more on ensuring that the child can really be a child (Article 31 of the Convention on the Rights of the Child formulated the right to leisure, play and culture). In the phrase "to earn a livelihood", we can trace close connotations with child labour, which we are more careful about today. In one draft of the Declaration of Geneva that was circulated among SCIU members, one of the seven principles read: "Work by children shall be protected everywhere, especially against all forms of exploitation" ("Le travail de l'enfant sera protégé partout contre toute exploitation")¹⁰¹. I am pleased that this draft principle did not make it into the final Declaration of Geneva, as it would have hampered efforts to arrive at better rules on the minimum age for employment. Nevertheless, it took us until 1973 to get ILO convention No. 138 on an absolute minimum age for employment¹⁰².

⁹⁸ "L'enfant doit être assisté en dehors de toute considération de race, de nationalité et de croyances".

⁹⁹ See: Moody, Les Droits de l'Enfant, 110.

¹⁰⁰ Moody, Les Droits de l'Enfant, 129.

¹⁰¹ Moody, Les Droits de l'Enfant, 110.

¹⁰² Minimum Age for Employment Convention, Np 138, 1973 (ILO). "The Minimum shall not be less than the age of completion of compulsory schooling and in any case not be less than 15 years" (dealing with Article 2 para 3). There were already ILO conventions, such as the ILO Convention dealing with the Minimum Age for work in Industry (1919), the Minimum Age Convention for Work at Sea (1920), the Minimum Age Convention for Work in Agriculture (1921) and the Minimum Age Convention concerning Trimmers and Stokers (1921).

premiers à obtenir de l'aide. Mais nous ne pouvons pas séparer l'aide spécifique aux enfants, de manière plus large, aux facteurs d'ordre social, économique, culturel et politique ».

La déclaration ne comprenait pas de principes non discriminatoires tels qu'on en trouve aujourd'hui à l'Article 2 de la Convention des Droits de l'Enfant. Mais, il y en avait un dans le document préparatoire de 1922 – qui en comptait sept et pas cinq – : « L'enfant doit être secouru en dehors de toute considération de race, de nationalité et de croyance n(religieuse)⁹⁷ ». Peut-être devrions-nous- plutôt que « L'enfant », tel que commence l'Article 3 lire : « Tout enfant, sans discrimination »⁹⁸. C'est sans doute ce que souhaitait Jebb, étant donné le caractère universel qu'elle souhaitait qu'aie la Déclaration⁹⁹. Toute la philosophie à l'origine du Save the Children Fund puisait ses racines dans l'idée de base que nous devrions aussi aider les autres comme les bébés autrichiens pour lesquels Eglantyne Jebb manifesta à Trafalgar Square.

L'ARTICLE 4

« L'enfant doit être mis en mesure de gagner sa vie et doit être protégé contre toute exploitation ».

On ne voit plus du tout la chose de la même manière aujourd'hui où l'accent est mis sur le fait que l'enfant peut vivre une vraie vie d'enfant. L'Article 31 de la Convention des Droits de l'Enfant met l'accent sur le droit aux loisirs, aux jeux et l'accès à la culture. « Gagner sa vie » pourrait avoir une connotation proche du travail des enfants, ce sur quoi nous sommes plus attentifs aujourd'hui. Dans une des ébauches qui circulait entre les membres du SCIU, un des sept articles disait : « *Le travail de l'enfant sera protégé partout, en particulier contre toutes les formes d'exploitation* »¹⁰⁰. Je suis heureux que cet article n'aie pas été inscrit dans le texte final de la Déclaration de Genève, car il aurait entravé les efforts pour arriver à l'élaboration de meilleures règles concernant l'âge minimum

⁹⁷ Cf. Moody, Les Droits de l'Enfant, 110.

⁹⁸ Moody, Les Droits de l'Enfant, 129.

⁹⁹ Moody, Les Droits de l'Enfant, 110.

¹⁰⁰ Elizabeth Faulkner and Conrad Nyamutata, « Decolonisation of Children's Rights », *International Journal of Children's Rights* (2022), 28(1), 66–88.

In Principle IV, the child is considered to be an independent individual whose purpose in life is not to serve others. The second part of the principle is concerned with child slavery, child prostitution and trafficking. However, we must also view this principle against the backdrop of Britain as a colonial power encouraging young labourers in the colonies to learn trades like carpentry. The Save the Children Fund funded many such projects. The SCIU organised an International Conference on African Children in June 1931. Interestingly there were only five Africans at the conference. I have observed that it is only in recent years that the decolonisation of children rights¹⁰³ has become an issue. Investigations have begun into the atrocities committed in residential schools for indigenous children in Australia and Canada. The child rights activist in the Netherlands who was my sparring partner in analysing the principles pointed out that those drafting the Declaration of Geneva were passing many of society's problems on to children¹⁰⁴.

PRINCIPLE V states that "the child must be brought up in the consciousness that its talents must be devoted to the service of its fellow-men."

Bruno Cabanes¹⁰⁵ is of the opinion that Principle V "does not express a right, in the strict sense of the word, so much as an ideal, characteristic of the early days of the League of Nations".

Writing in 1951, Fuller observed that Principle V, like the preamble of the declaration, "stands out by its universal quality" (my emphasis)¹⁰⁶. In the present day, this principle clashes with nationalistic ideas about education. As I wrote in 1992, "The need to have enemies is the foe of the universality of children's rights"¹⁰⁷. This principle resembles paragraph 1(b) of Article 29 (Aims of Education) of our present Convention

103 Elizabeth Faulkner and Conrad Nyamutata, "Decolonisation of Children's Rights", *International Journal of Children's Rights* (2022), 28(1), 66–88.

104 Thanks to Brigitte Boswinkel for her input here.

105 Cabanes, *The Great War*, 293.

106 Fuller, "Great Britain and the Declaration", 116.

107 Veerman, *Rights of the Child*, 397.

d'embauche. Mais il fallut tout de même attendre jusqu'en 1973 pour que la convention n° 138 de l'AME soit adoptée.¹⁰¹

L'Article 4 dit que l'enfant doit être considéré comme un individu libre de ne pas être au service des autres. La deuxième partie de l'article vise l'esclavage, la prostitution et le trafic des enfants. Nous devons aussi considérer cet article dans le contexte de l'Empire colonial britannique où on faisait apprendre un métier aux enfants, comme p. ex. la charpenterie. Le Save the Children Fund créa nombre de ces projets. De plus, le SCIU organisa une Conférence internationale sur les enfants en Afrique en juin 1931. On notera que seulement cinq Africains participèrent à la conférence et j'ai pu constater que ce n'est que ces dernières années que la décolonisation des droits de l'enfant¹⁰² est devenue un sujet à part entière. Des enquêtes ont été menées sur les atrocités commises dans des pensionnats pour enfants indigènes en Australie et au Canada. L'activiste des droits de l'enfant aux Pays-Bas qui a été mon partenaire dans l'analyse des textes préparatoires des articles de la Déclaration de Genève, a remarqué qu'ils faisaient l'impasse sur nombre de problèmes de la société concernant les enfants¹⁰³

ARTICLE 5

« L'enfant doit être élevé dans le sentiment que ses meilleures qualités devront être mises au service de ses frères. »

Bruno Cabanes¹⁰⁴ est d'avis que l'Article 5 est plus un idéal qu'un droit au sens strict du terme, dans l'esprit caractéristiques des débuts de la Société des Nations.

Fuller observa dans un écrit en 1951 que l'Article 5, comme le préambule de la déclaration, « se démarque par sa qualité universelle » (c'est moi

101 C138 Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (Organisation internationale du Travail (OIT)). « L'âge minimum ne devra pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, ni en tout cas à 15 ans » (Article 2, paragraphe 3). Il y avait déjà eu des conventions antérieures, comme celle sur l'âge minimum dans l'industrie (1919), l'âge minimum dans la pêche (1920), l'âge minimum dans les travaux agricoles (1923) ainsi que l'âge minimum pour les soutiers et les chargeurs (1921).

102 Elizabeth Faulkner and Conrad Nyamutata, « Decolonisation of Children's Rights », *International Journal of Children's Rights* (2022), 28(1), 66–88.

103 Merci à Brigitte Boswinkel pour son aide.

104 Cabanes, *The Great War*, 293.

on the Rights of the Child, which reads: "States Parties agree that education shall be directed to the development of respect for human rights and fundamental freedoms, and for the principles enshrined in the Charter of the United Nations". And in paragraph 1(a) of Article 29 of the Convention on the Rights of the Child, we find the word talents from Principle V of the Declaration of Geneva: "States Parties agree that education of the child shall be directed to the development of the child's personality, talents and mental and physical abilities to their fullest potential."

Have we made progress since the Declaration of Geneva?

With the publication of the Declaration of Geneva 100 years ago, the general concept of children's rights became a subject of debate in an intergovernmental organisation for the first time¹⁰⁸. Owing to this, children's rights have been on the map since 1924. However, the conceptualisation of children's rights has changed a great deal since then, in particular since 1948 as a result of discussions in various human rights departments of the United Nations. The image of childhood in 1924 was one of the child needing protection and being the object of rights. Nowadays, the child is, according to the 1989 United Nations Convention on the Rights of the Child, also a subject of rights, whose opinion must be heard.

Children were not consulted when their rights were formulated in 1923 (this was also the case when the Convention on the Rights of the Child was debated in the United Nations between 1978 and 1989). It was only in July 2024 that a resolution establishing an open-ended intergovernmental working group on a new Optional Protocol to the United Nations Convention on the Rights of the Child¹⁰⁹ asked the working group "to ensure the meaningful

qui souligne)¹⁰⁵ Aujourd'hui, cet article rentre en conflit avec les idées nationalistes sur l'éducation. Comme je l'ai écrit en 1992, le fait de devoir avoir des ennemis est l'adversaire de l'universalisme des droits de l'enfant¹⁰⁶. Ce principe ressemble au paragraphe 1(b) de l'Article 29 sur les objectifs de l'éducation de l'actuelle Convention des Droits de l'Enfant : « Les Etats déclarent que l'éducation a pour but le développement du respect des droits de l'homme et les libertés fondamentales ainsi que les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies ». Et dans le paragraphe 1 de l'Article 29 des Droits de l'Enfant, on trouve le mot talents de l'Article 5 de la Déclaration de Genève : « Les Etats conviennent que l'éducation de l'enfant a pour but le développement de la personnalité de l'enfant, ses talents et ses aptitudes physiques à leur meilleur ».

Avons-nous fait des progrès depuis la Déclaration de Genève ?

Avec la publication de la Déclaration de Genève il y a cent ans, le concept général que recouvre les Droits de l'Enfant devint pour la première fois un sujet de débat dans une organisation inter-gouvernementale¹⁰⁷. Les droits de l'enfant ont ainsi pu être situés sur la carte, la ville de Genève, depuis 1924. Mais, la conceptualisation des droits de l'enfant a beaucoup changé depuis, en particulier 1948, comme résultat des discussions dans divers départements des Droits de l'Homme aux Nations Unies. L'image de l'enfant en 1924, était celle de l'enfant ayant besoin de protection et qui était l'objet de droits. De nos jours, selon la Convention de 1989 des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant, il est aussi un *sujet* de droits, dont l'opinion doit être entendue.

Les enfants ne furent pas consultés quand leurs droits furent formulés en 1923, tout comme entre 1978 et 1989, quand la Convention des Droits de l'Enfant fut débattue aux Nations Unies.

¹⁰⁸ Child labour, however, has been debated before in the ILO.

¹⁰⁹ This is an Optional Protocol on the rights to early childhood education, free pre-primary education and free secondary education.

¹⁰⁵ Fuller, "Great Britain and the Declaration", 116.

¹⁰⁶ Veerman, Rights of the Child, 397.

¹⁰⁷ Le travail de mineurs a néanmoins fait l'objet de débats dans l'OTI.

participation of children [...] and in particular to give children the opportunity to express their views on the topic of the proposed Optional Protocol [...]”¹¹⁰. Finally, children’s and adolescents’ participation has started to be taken seriously when drafting human rights standards about them.

Though participation rights are important, we have not yet succeeded in implementing even Principle II of the Declaration of Geneva (“The child that is hungry must be fed; the child that is sick must be nursed”). As Alex de Waal writes:

In countries from Afghanistan to Yemen, Ethiopia to Haiti, and especially in Sudan, armed actors are disregarding humanitarian laws and principles. Either deliberately or recklessly, they are starving children and mothers with catastrophic consequences. Famine has long been a product of war, and over the last few years diplomats and lawyers have sought to strengthen the international legal regime against it, including an amendment to the Rome Statute of the International Criminal Court that prohibits starvation in non-international armed conflicts and the Resolution at the United Nations Security Council introducing new measures to act swiftly when armed conflict threatens to cause a food crisis. All such measures point to global humanitarian obligations that are not being met¹¹¹.

A shift occurred when the Declaration of Geneva was debated by the League of Nations in 1924. From being a charitable concept alone, the idea of children became more of a political one as well. Although children were at first viewed as an object of charity, Eglantyne Jebb discovered that the political scene of the League of Nations and, later, the United Nations¹¹² became a means to advance children’s rights and well-being.

Stanley Cohen¹¹³ thought that people who refuse to look away from atrocities or human

Ce n’est qu’en juillet 2024, qu’une résolution créa un groupe de travail inter-gouvernemental ouvert sur un nouveau Protocole Optionnel de la Convention des Droits de l’Enfant pour les Nations Unies¹⁰⁸. Il fut demandé au groupe de travail « d’assurer la participation significative d’enfants (...) et en particulier, de donner aux enfants l’opportunité d’exprimer leurs points de vue sur le sujet du Protocole Optionnel proposé (...) »¹⁰⁹. La participation d’enfants et d’adolescents est enfin prise au sérieux dans l’élaboration des droits de l’homme qui les concernent.

Bien que les droits de participation soient importants, nous n’avons pas même encore réussi à mettre en œuvre l’Article 2 de la Déclaration de Genève : « L’enfant qui a faim doit être nourri ; l’enfant qui est malade doit être soigné ». Comme l’écrit Alex de Waal :

Dans des pays, de l’Afghanistan au Yémen, de l’Éthiopie à Haïti et particulièrement au Soudan, des hommes armés passent outre les droits et les principes humanitaires. Que ce soit de façon délibérée ou par imprudence, ils affament des enfants et des mères avec des conséquences catastrophiques. La famine a longtemps été une conséquence de la guerre et depuis les dernières années, des diplomates et des juristes ont pensé à renforcer l’appareil juridique international en ajoutant un amendement au Statut de Rome de la Cour Criminelle Internationale qui interdit la famine dans des conflits armés non-internationaux. Également en apportant de nouvelles mesures à la Résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour agir rapidement quand des conflits armés causent une crise alimentaire. Toutes ces mesures visent des obligations humanitaires au plan mondial qui ne sont pas respectées¹¹⁰.

Un changement s’opéra quand la Déclaration de Genève fit l’objet de la délibération à la Société des Nations en 1923. De concept au seul sens caritatif, l’idée du rapport aux enfants devint plus *politique*. Même si au début, les enfants étaient considérés comme un objet de *charité*,

¹¹⁰ Human Rights Council, Geneva, 8 July (2024), A/HRC/56/L.8/Rev.1, para 5.

¹¹¹ De Waal, “Famine in Gaza”, 1383–1385.

¹¹² Regional forums such as the African Union became important too.

¹¹³ Stanley Cohen, *States of Denial: Knowing About Atrocities and Suffering* (2001), Cambridge: Polity Press.

¹⁰⁸ Human Rights Council, Genève, 8 juillet (2024), A/HRC/56/L.8/Rev.1, para 5.

¹⁰⁹ Il s’agit d’un protocole facultatif sur les droits à l’éducation préscolaire, à l’enseignement préprimaire gratuit et à l’enseignement secondaire gratuit.

¹¹⁰ De Waal, « Famine in Gaza », 1383–1385.

suffering see themselves as having “a sense of self as part of a common humanity [...] if they do not help, they feel a deep shame of passivity”. Eglantyne Jebb and her sister did not look away. The Declaration of Geneva promoted universal humanitarianism. Nevertheless, nowadays we are looking the other way, as Cohen described it, even though television and social media are bringing atrocities against children right into our living rooms and onto our iPhones.

The idea of discriminatory humanitarianism is alive and well. For instance, the BBC reported in February 2023¹¹⁴ that the Syrian regime had finally given the go-ahead for the delivery of humanitarian aid to all parts of the country in response to the earthquake. Yet they still resisted opening more border crossings that would let aid in to those they considered to be rebels. Stephen Hopgood, who studied humanitarianism and the post-liberal world order, asked the question: “must treating everyone similarly, or according to need, be a requirement of all forms of humanitarianism? If so, doesn’t that commit us to the most basic rule of the liberal order – non-discrimination?” He thinks that this is linked to “the liberal-world-order version of humanitarian action”¹¹⁵. I believe this is something worth fighting for. But are we fighting a battle that has already been lost? Reading Hopgood did not make me feel optimistic: the “foundations of universal liberal norms and global governance are crumbling”¹¹⁶, he states, continuing with “What seemed like a dawn is in fact a sunset”¹¹⁷.

With a land war in Europe once again, the Middle East close to all-out war, and the rising star of China, accompanied by the changing balance of power and the rise of dictatorial regimes, the principle of universalism to which the Declaration of Geneva contributed is in danger. There are signs that China is striving

114 BBC, “Crisis upon Crisis: Why it’s Hard to Get Help to Syria after Earthquake” (2023), 11 February.

115 Stephen Hopgood, “When the Music Stops: Humanitarianism in a Post-Liberal World Order”, *Journal of Humanitarian Affairs* (2019), 1(1), 13.

116 Stephen Hopgood, *The Endtimes of Human Rights* (2013), Ithaca: Cornell University Press.

117 Hopgood, *Endtimes*.

Eglantyne Jebb découvrit que la Société des Nations avait un caractère politique, tout comme ensuite les Nations Unies¹¹¹. C’était un moyen de faire avancer les droits de l’enfant et la question de leur bien-être.

Stanley Cohen¹¹² pensait que les gens qui refusent de détourner le regard des atrocités ou de la souffrance humaine et s’ils se considèrent eux-mêmes comme faisant partie de la communauté des Hommes (...) s’ils n’aident pas, éprouvent un profond sentiment de honte pour leur passivité ». Eglantyne Jebb et sa sœur n’ont pas détourné le regard. La Déclaration de Genève a promu les idées de l’universalité et de l’humanitarisme. Mais, comme le décrivait Cohen, nous regardons ailleurs alors que la télévision et les réseaux sociaux amènent des atrocités perpétrées envers les enfants jusque dans nos maisons et sur nos smartphones.

La discrimination envers l’humanitarisme reste bien ancrée, même si la BBC rapportait en février 2023¹¹³, que le régime syrien avait donné son accord pour que l’aide humanitaire parvienne dans toutes les parties du pays touchées par le tremblement de terre. Mais, le régime n’autorisa pas d’ouvrir les frontières qui auraient permis d’aider ceux qu’il considère comme des rebelles. Stephen Hopgood, qui a étudié l’humanitarisme et l’ordre du monde post-libéral a posé cette question : «Est-ce que traiter tout le monde de la même manière ou selon ses besoins est une obligation de toutes les formes de l’humanitarisme ? Si oui, est-ce que cela ne nous oblige pas à la plus basique des lois de l’ordre libéral : la non-discrimination ? Il pense que ceci est lié « à la version de l’ordre du monde libéral de l’action humanitaire »¹¹⁴. Je pense que c’est une des choses les plus difficiles pour laquelle il faut se battre. Mais nous battons-nous pour une bataille qui est déjà perdue ? Lire Hopgood ne m’a pas rendu optimiste : les « fondements des normes

111 Des forums internationaux comme l’Union Africaine sont également devenus importants.

112 Stanley Cohen, *States of Denial: Knowing About Atrocities and Suffering* (2001), Cambridge: Polity Press.

113 BBC, « Crisis upon Crisis: Why it’s Hard to Get Help to Syria after Earthquake » (2023), 11 février.

114 Stephen Hopgood, « When the Music Stops: Humanitarianism in a Post-Liberal World Order », *Journal of Humanitarian Affairs* (2019), 1(1), 13.

for an alternative human rights model that would put not universality but the “development of States”¹¹⁸ and recognition of cultural differences at the centre. No wonder children’s rights are in a “polycrisis”¹¹⁹.

In this context, the Declaration of Geneva and the United Nations Convention on the Rights of the Child and its Optional Protocols, which were built on the Declaration of Geneva, are more important than ever. In the years 1989–2010, we seemed to be intoxicated by the success of the Convention of the Rights of the Child. Then, there was an almost universal ratification of the Convention on the Rights of the Child, but now it suddenly looks as if we are sailing against the wind. For many people, the principles of humanitarianism and universalism that underpinned the Declaration of Geneva and the obligations under international humanitarian and human rights law are beacons of hope. One hundred years since the Declaration of Geneva was adopted by the League of Nations, it has become clear that we still need to fight for these principles and for the children’s rights that were formulated in 1989 in the United Nations Convention on the Rights of the Child.

libérales universelles et de la gouvernance globale sont en train de s’écrouler »¹¹⁵ constate-t-il et de continuer : « Ce qui semblait être une aurore est en fait un coucher de soleil »¹¹⁶.

L’Europe connaît une nouvelle guerre sur une partie de son territoire, le risque est imminent d’une guerre au Proche-Orient et la Chine devient une étoile montante du changement d’équilibre des pouvoirs. J’ajouterai la montée des régimes dictatoriaux et donc, le principe de l’universalisme auquel la Déclaration de Genève a contribué est en danger. Des signes indiquent que la Chine cherche une alternative au modèle des droits humains, centrée non pas sur l’universalisme mais le « développement des États »¹¹⁷ et la reconnaissance des différences culturelle. Il n’est donc pas étonnant que les droits des enfants subissent une « crise aux multiples facettes »¹¹⁸.

Dans ce contexte, la Déclaration de Genève et la Convention des Nations Unies sur les Droits de l’Enfant et ses Protocoles Optionnels élaborés à partir de la Déclaration de Genève sont plus importants que jamais. Dans les années 1989–2010, il semble que nous ayons été intoxiqués par le succès de la Convention des Droits de l’Enfant. Puis, il y eut une ratification quasi universelle de la Convention des Droits de l’Enfant. Mais désormais, il semble que nous naviguions dans des vents contraires. Pour beaucoup de gens, les principes de l’humanitarisme et de l’universalisme qui étayaient la Déclaration de Genève et les obligations induites par l’humanitarisme international et les droits humains, sont un espoir. Cent ans depuis l’adoption de la Déclaration de Genève par la Société des Nations, il est clair que nous devons toujours nous battre pour ces principes et pour les droits des enfants formulés en 1989 dans la Convention des Nations Unies sur les Droits de l’Enfant.

118 Adviesraad internationale Vraagstukken, Mensenrechten: Kernbelang in een geopolitiek krachtenveld (2022), The Hague: Advisory Council for International Affairs.

119 Ann Marie Skelton, International Children’s Rights in Polycrisis: Inter-connected Pathways to Social Justice and a Sustainable Future (2024), Leiden: University Leiden [inaugural lecture].

115 Stephen Hopgood, *The Endtimes of Human Rights* (2013), Ithaca: Cornell University Press.

116 Hopgood, *Endtimes*.

117 Adviesraad internationale Vraagstukken, Mensenrechten: Kernbelang in een geopolitiek krachtenveld (2022), The Hague: Advisory Council for International Affairs.

118 Ann Marie Skelton, *International Children’s Rights in Polycrisis: Inter-connected Pathways to Social Justice and a Sustainable Future* (2024), Leiden: University Leiden [Leçon inaugurale].



Die Entwicklung der Kinderrechte im zeitgeschichtlichen Kontext

Die Entstehung der sozialen Bewegung für die Rechte des Kindes und die Entwicklung von auf Kinder spezialisierten Rechtssystemen haben sich in einem sozialen und gesellschaftlichen Kontext entwickelt, der von mehreren sozialen Bewegungen geprägt war, darunter die Emanzipationsbewegung der Frauen und die Entstehung der Sozial- und Erziehungsberufe im 20. Jahrhundert. Die nebenstehende Tabelle veranschaulicht diese Entwicklung, ohne jedoch eine Linearität der Entwicklung suggerieren oder Anspruch auf Vollständigkeit erheben zu wollen. Der Autor dieser seit 2013 auf der Grundlage verschiedener Quellen und Nachforschungen zusammengestellten Tabelle lädt alle Interessierten dazu ein, sie zu ergänzen, und regt dazu an, historische Studien über die Entwicklung der Kinderrechte zu entwickeln.

The development of the rights of the child in the social and historical context

The emergence of the social movement for the rights of the child and the development of specialised systems of justice for children developed in social and societal contexts marked by several social movements, including the women's emancipation movement and the emergence of the social and educational professions in the 20th century. The table opposite illustrates this evolution, without suggesting a linearity in the development, nor claiming to be exhaustive. Compiled since 2013 on the basis of various sources and research, the author invites all interested parties to complete it and encourages the development of historical studies on the evolution of the rights of the child.

Le développement des droits de l'enfant dans le contexte social et historique

L'émergence du mouvement social des droits de l'enfant et le développement de systèmes de justice spécialisés aux enfants se sont développés dans des contextes sociaux et sociétales marqués plusieurs mouvements sociaux dont le mouvement de l'émancipation des femmes et l'émergence des professions sociales et éducatives au XX^{ème} siècle. Le tableau ci-contre illustre cette évolution, sans pour autant vouloir suggérer une linéarité dans le développement, ni prétendre à l'exhaustivité. Compilé depuis 2013 sur base des différentes sources et recherches, l'auteur invite tout.e intéressé.e à le compléter et encourage à développer les études historiques sur l'évolution des droits de l'enfant.

- S1: R. Günder: Theorie und Praxis der Heimerziehung, 2011
- S2: Peters,U./ Witt, P.: Passagen, 2007
- S3: Deutsches Kinderhilfswerk e.V. (Hrsg.): 20 Jahre Kinderrechte, (2009), <http://www.kinderpolitik.de/downloads/KID-309-i.pdf>, S. 8 f. (18.01.2013).
- S4: Materialien zur Menschenrechtsbildung. Teil III. Zusatzmaterialien. Zeittafel. Seiten 392 bis 396
- S5: Rapport initial du Luxembourg au Comité des Droits de l'Enfant (1996)

- S6: Philip E. Veerman (1992): The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood
- S7: WegbereiterInnen. ErzieherInnenpersönlichkeiten, bzw. namhafte VertreterInnen, Pioniere/WegbereiterInnen aus der Geschichte der Pädagogik, Sonder- und Heilpädagogik, Sozialen Arbeit (SP/SA). LTPES/ANCES-Agenda 2018/2019

Zusammengestellt von / compilé par / compiled by
Charel Schmit, 2013–2022.

Timeline of the rights of the child

Chronologie des droits de l'enfant

Die Entwicklung der KINDERRECHTE (international + Europa) Europäische Sozialgeschichte, Menschenrechtsgeschichte PädagogInnen, SozialreformerInnen und Pioniere der Sozialen Arbeit	Jahr(e)	Die Entwicklung der KINDERRECHTE in Luxemburg Sozialgeschichtliche und sozialrechtliche Entwicklung in Luxemburg Jugendgerichtsbarkeit, Kinderarbeit, Schulpflicht, Bildungswesen, Entwicklung der Heimerziehung
(E)(15.6.1215) „Magna Charta Libertatum“ („Grosse Urkunde des Freiheiten“ wird unterzeichnet, sie anerkennt, dass kein Herrscher über dem Recht steht.	1215	
	1238	„Leproserie“: Areal für Leprakranke wird von Bonneweg ins Alzettetal verlegt, ins Tal zwischen Eich und Weimeschkirch: Val des bons malades, Sichegronn / Sichenhaff
Juan Luis Vives (1493–1540) « De subventione pauperum » (Brügge 1526). Die erste Fürsorgetheorie zur städtischen Armenpflege der frühen Neuzeit in zwei Bänden.	1526	
Erste Waisenhäuser in den Reichsstätten Lübeck (S1)	1546	
Hamburg (S1)	1567	
Augsburg (S1)	1572	
Kinder und Erwachsene sind kaum voneinander zu unterscheiden. Sie kleiden sich wie Erwachsene und verhalten sich wie sie. (S3)		
Dreißigjähriger Krieg	1618–1648	
	1635	Der Provinzialrat in Luxemburg fordert den Abt der Münsterabtei auf, die Waisen der Stadt Luxemburgs aufzunehmen (ohne Ergebnis bis 1807) (S2)
Didactica magna (1657/1858) von Johann Amos Comenius (1592–1670)	1657/1658	
(E) „Habeas Corpus Act“ Recht Verhafteter auf unverzügliche Haftprüfung vor Gericht.	1679	
(E) Die „Bill of Rights“ regelt die Rechte des englischen Parlaments gegenüber dem Königtum und gilt als eines der grundlegenden Dokumente des Parlamentarismus.	1689	

Die Hallischen Anstalten in Halle, gegründet von August Hermann Francke (1663–1727) : Waisenhaus « Halleschen Anstalten »	1698	
	1727	Gründung des ersten Waisenhauses: Jakob/ Jacques Stas (1675–1740) nimmt 15 Jugendliche auf. Schulfreund Moritz Schienbein unterstützt ihn mit einer Schenkung / Wohnhaus Rue de l'eau. Erwerb des Hausen im Biesserweg. (S2)
	1755	Kaiserin Maria Teresia (1717–1780) erlässt staatliche Anerkennung des Waisenhauses im Biesserweg. (S2)
„Emile oder über die Erziehung“ das pädagogische Hauptwerk von Jean-Jacques Rousseaus (1712–1778) erscheint.	1762	
	1770 / 1780	Strenge Regeln in der Hausordnung (S2)
Immanuel Kant (1724–1804) Vorlesung: Über Pädagogik	1776/77	
Preisaufgabe der «hamburgischen Gesellschaft » : Waisenhäuser oder Familienpflege vorteilhafter ? → Waisenhausstreit (S1)	1779	
Johann Heinrich Pestalozzi (1746–1827) «Kopf, Herz und Hand.» gründet ein Armen-Erziehungshaus in Stans (CH) : „Wohnstubencharakter“ → Familienprinzip, Beziehungsarbeit (S1)	1798	
	1775/ 1784/ 1793	Gebrüder Boch beschließen ein Heim für Mädchen einzurichten, aber mehrere Hindernisse (S2)
Émergence de l'idée de droit de l'Homme. L'enfant est la propriété de ses parents. Il travaille. 1776 et 1789 Révolutions en Amérique et en France.	1776/1789	
Die Französische Revolution bringt die Erklärung über die Menschenrechte hervor. Auch wenn darin noch nicht explizit auf Kinder eingegangen wird, so trägt sie doch zu einer vertieften Auseinandersetzung mit der Situation der Kinder bei. (S3)	1789	
The Rights of Infants by Thomas Spence, 1797	1797	
Jean Marc Gaspard Itard (1774-1838) : Vorläufer der Gehörlosen-/ Hörgeschädigtenpäd. lernt 1800 den Schüler „Viktor von Aveyron“ in Paris kennen	1800	
	1804	Code Napoléonien wird eingeführt in Luxemburg: 1804 „Nouveau code de droit de famille“, das Recht auf Schutz für Kinder zu dieser Zeit waren Kinder nicht im Stande selbst unter 18 Jahre sich zu verteidigen. Daher musste jedes Kind unter 18 Jahren von einem Erwachsenen begleiten und verteidigt werden.
	1807	Pulverexplosion im Fort Verlorenkost: Kinder müssen ins Hospiz St. Johann im Münstergebäude umziehen. Dir. Abbé Haas stirbt. (S2)

1809 Institution der Ombudsperson wird in Schweden eingerichtet (S4)	1809	
	1810	« Sous le régime du code pénal de 1810, le mineur fautif est placé dans une maison de correction qui n'est qu'un département à l'intérieur de la maison de détention pour adultes. La promiscuité est néfaste pour les jeunes détenus. (DocParl 3301/1990 Exposé des motifs)
	1817	Mädchen ziehen ins Haus um Biesserweg und verlassen es wegen Lehrer Scharff und kommen zurück, ab dann Kongregationsschwestern (S2)
1833 En Angleterre, interdiction du travail des enfants de moins de 9 ans dans les fabriques.	1833	
Rettungshaus-Bewegung : J.H. Wichern gründet u.a. das „Rauhe Haus“ in Hamburg (S1)	1833	
Charles Dickens' Gesellschaftsroman „Oliver Twist, or The Parish Boy's Progress“ (Oliver Twist oder der Weg des Fürsorgezöglings) erscheint von 1837–1839-	1837-1839	
Londoner Vertrag: Unabhängigkeit Luxemburgs als Grossherzogtum in den heutigen Grenzen	1839	Londoner Vertrag: Unabhängigkeit Luxemburgs als Grossherzogtum in den heutigen Grenzen
1839 - 9. März wurde Kinderarbeit in Preußen reglementiert	1839	
„Unterordnung des Oeconomie und des Rechnungswesens unter den höheren Erziehungszweck...“ (S1)	1840	
Friedrich Fröbel (1782–1852): Kindergartenpädagogik. 1840 Gründungsveranstaltung des „Allgemeinen deutschen Kindergartens“ in Bad Blankenburg (D, Thüringen)	1840	
1841 En France, interdiction de l'embauche des enfants de moins 8 ans dans les fabriques de plus de 20 ouvriers.	1841	
Dorothea Lynde Dix (1802–1887): Psychiatrie- und Gefängnisreformerin. 1843 legt sie dem Staat Massachusetts (USA) ihre Studie über die menschenunwürdige Unterbringung von psychisch Kranken in den Armenhäusern vor.	1843	Verlegung des Waisenhauses der Mädchen ins Hospiz St. Johann nach Pfaffenthal. Stadt errichtet auf Heilig Geist ein Hospiz für Jungen und Mädchen, ein Spital und eine „Irrenanstalt“ (S2).
	1843	26.7.1843 erstes luxemburgisches Schulgesetz. Schulpflicht für 6- bis 12-Jährige, die jedoch nicht befolgt wird.
Nikolai Frederik Severin Grundtvig (1783–1872): Volkspädagogik und lebenslanges Lernen. 1844 eröffnete Grundtvig in Rødding die erste europäische Heimvolkshochschule, die so genannte „folkehøjskoler“.	1844	
	1846	Neue Gesetzgebung zur Armutsbekämpfung in Luxemburg : Arrêté royal 11.12.1846 „Bienfaisance publique“ → office social. Réorganisation et règlement des bureaux de bienfaisance. (Arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846, N° 2442)

Giovanni Melchiorre Don Bosco (1815–1888, Italien): Präventivpädagogik. Eröffnet 1846 das « Oratorium » als Jugendfreizeiteinrichtung für arme und benachteiligte Jugendliche.	1846	Institution d'une inspection des établissements de charité et des prisons de l'État (Arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846, n° 2443)
Johann Hinrich Wichern (1808-1881): «Rauhes (rotes) Haus» in Hamburg. Das „Rauhe Haus“ wird nach und nach zu einer „kleinen Colonie (...) von 12 kl. u. gr. Gebäuden“ (S1).	1847	
Manifest der Kommunistischen Partei, auch Das Kommunistische Manifest von Karl Marx (1818–1883) und Friedrich Engels (1820–1895).	1848	Luxemburg gibt sich eine eigene Verfassung (25.4. Ettelbruck, 23.6. Luxbg.).
Der Begriff „sociale Pädagogik“ taucht 1849 erstmals in der zweiten Auflage von Adolph Diesterwegs „Wegweiser für deutsche Lehrer“ auf als Sammelbegriff für erziehungswissenschaftliche Literatur, die sich mit sozialen Problemen befasst. Später systematische Darstellung durch Paul Natorp (1854–1924) in „Sozialpädagogik“ (1899).	1849	
1850/1867 En France, obligation d'ouvrir une école de filles dans les communes de plus de 500 habitants.	1850	
Adolph Kolping (1813-1865): Gesellenhospize / Gesellenhäuser. Gründet 1851 in Köln den Rheinischen Gesellenverein, späteres „Kolpingwerk“.	1852	
	1855	1855 Création de l'Hospice Central à Ettelbruck « pour des indigents exigeant un traitement isolé ou particulier, pour des malheureux affectés de maladies contagieuses, exceptionnelles, incurables, pour des aliénés et pour ceux qui seraient entièrement privés de famille » (circulaire gouvernmtl. du 29.2.1846). « En janvier 1867 il y avait à l'hospice 27 enfants abandonnés arrêtés en état de vagabondage... » (Maison de Soins Ettelbruck 1855-1955, p. 17).
	1855	Aussi, l'arrêté royal et grand-ducal du 14 mai 1855, qui permet aux jeunes délinquants d'apprendre un métier chez un patron ou de travailler à la ferme, amène-t-il une amélioration certaine. (DocParl 3301/1990 Exposé des motifs)
	1855	(À partir de 1855) Recours de l'État luxembourgeois aux congrégations d'obédience catholique dans les domaines des hôpitaux, des maisons d'enfants et de la prise en charge de populations vulnérables.
	1856	Ab 1856 werden die Waisenkinder bei den Franziskanerinnen unterrichtet. (S2)
Florence Nightingale (1820–1910) : Krankenpflege-Theorie und Ausbildung. Gründet 1860 die „Nightingale School of Nursing“ am Londoner St Thomas' Hospital. "Notes on Nursing; What it is and What it is Not" (1859)	1860	

	1865	Verlegung der Mädchen in die neue Einrichtungen der FranziskanerInnen in Itzig. Im Jahre 1865 kaufte Frau Pescatore das "Haus Richard" in Itzig und vermachte es den Franziskaner-schwestern als Wohnheim für Waisenkinder. Durch die vorangegangene Choleraepidemie, der viele Erwachsenen zum Opfer fielen, stieg die Zahl an Waisenkinder stark an. (S2)
	1869	Verlegung der Jungen ins neue Waisenhaus in Grevenmacher (S2)
	1869	„Nach dem Umzug der Strafgefangenen im Jahre 1869 in den heute (immer) noch belegten Bau der Neumünsterabtei, diente das Gebäude der Firma Salberg bis 1891 als Schuhfabrik. Danach beherbergte es bis 1941 die ehemalige Knaben-erziehungsanstalt („d’Winnschoul“).“ (Quelle : ons_stad_15-1984)
	1874	Loi du 17 mai 1874 sur les traitements du personnel de l’hospice central.
Conférence de Maria Deraismes « Les droits de l’enfant » à Paris	1876	
	1877	5.5.1877 Kinderarbeitsschutzgesetz « sur le travail des enfants et des femmes dans les usines, ateliers, fabriques et manufactures » begrenzt den Arbeitseinsatz von Kindern (mit Primärschulabschluss) unter 14 Jahren auf acht Stunden und der 14- bis 16-Jährigen auf 10 Stunden. Das Gesetz wurde mit dem großherzoglichen Reglement vom 23.8.1877 umgesetzt.
	1879	Le code pénal du 16 juin 1879 prévoit le placement des détenus mineurs en institut spécial d’éducation et de redressement. Ce dernier continue cependant à fonctionner dans l’enceinte de la prison pour adultes. La maison de correction comporte des ateliers. Avec la nomination du premier instituteur en 1887, l’enseignement scolaire y fait son entrée. En 1891, l’institut est transféré hors de la prison. » = Winnschoul (DocParl 3301/1990 Exposé des motifs)
	1880	L’institut des sourds-muets, dont la création a été autorisée par la loi du 28 janvier 1880, est établi à Luxembourg (Rham, Grund). (Mémorial 9.10.1880)
	1884	« 1884 : Dans le courant du mois de mai, 83 orphelins ou enfants délaissés des 2 sexes sont transférés d’Ettelbruck au nouvel orphelinat aménagé dans une partie des anciennes casernes du Rham à Luxembourg. » (S: Maison de Soins Ettelbruck 1855–1955)
	1881	1891 Maison d’éducation et d’apprentissage : Winnschoul Luxbg-Grund. Nach 1945 CSEE in Dreibern und Schrassig
	1891	Luxemburg: Durch Gesetz vom 11.7.1891 wurden die Tätigkeiten der sog. „Unterstützungsvereine auf Gegenseitigkeit“ geregelt. „Mutualités“ → Vorläufer der „Sécurité sociale“

	1881	La loi scolaire de 1881 oblige l'Etat à assurer le droit à l'instruction de chaque enfant. (« Lex Kirpach») 1881 Schulpflicht in Luxemburg: obligatorisches Schulangebot durch die Gemeinden (nur teilweise erfolgreich, da keine allgemeine Schulpflicht.)
1882 En France, loi Ferry : instruction primaire obligatoire, laïque et gratuite pour les enfants de 6 à 13 ans.	1882	
	1883	Kinderarbeitsschutzgesetz durch großherzogliche Verordnung vom 30. Mai 1883 verschlechtert: Die Arbeitszeit wurde für die 14- bis 16-Jährigen von 10 auf 11 Stunden in Handwerk und Produktion erhöht.
(E)1883/1884: Samuel (1844–1913) & Henrietta Barnett (1851-1936) Begründung der „Settlement-Bewegung“ und Gemeinwesenarbeit. 1883/1884 öffnete das Ehepaar Barnett ihr eigenes Haus "Toynbee Hall", das inmitten eines Elendsviertels in Ost-London (Eastend) lag. Sie hatten die Idee, Menschen auf das Elend in den Elendsvierteln aufmerksam zu machen, weshalb sie dort interessierte Menschen aus der Oberschicht, wie auch Akademiker empfangen. So sollten diese Menschen einen Einblick in die benachbarten Armenviertel bekommen und erleben wie ihre Lebensverhältnisse sind. Menschen die politischen und wirtschaftlichen Entscheidungen trafen sollten so sensibilisiert werden. Sie organisierten auch in ihrem Haus Veranstaltungen zum Bilden der Viertelbewohner, um ihnen dadurch ihre Rechte wie auch allgemeine Dinge näherzubringen.	1884	« Hospice civil et orphelinat : Après le départ de la garnison prussienne et le démantèlement de la forteresse en 1867, les casernes du Rham sont libérées de leur fonction militaire. L'appropriation civile du site commence en 1884 par l'accueil d'une vingtaine d'enfants sourds-muets, suivi par l'arrivée d'enfants abandonnés et orphelins. Les enfants partagent le lieu avec des personnes âgées, malades, invalides ainsi que des mendiants. Les derniers enfants quittent l'orphelinat tenu par la Congrégation des Sœurs de Sainte Elisabeth en 1981. » (www.servior.lu)
(USA) 1884: Jane Addams (1860–1935) - amerikanische Settlement Bewegung. Die amerikanische Friedensnobelpreisträgerin (verliehen 1931) besuchte 1884 das Toynbee Hall (London) um Settlement Bewegung kennenzulernen und gründete 1884 mit Ellen Gates Starr das "Hull House" in Chicago, eines der ersten Siedlungshäuser. Addams wurde zur bedeutendsten Vertreterin der amerikanischen Settlement Bewegung. In den Siedlungshäusern, die es später quer durch die USA gab, wurden Bildungs- und Sozialleistungen angeboten, was die soziale Reform vorantrieb. Ihr Hull House wurde wöchentlich von etwa 2000 Menschen besucht. Das Hull House hat den Bewohnern des Viertels eine Menge an Angeboten vermittelt: Kindergarten, Abendschulen für Erwachsene, Vereine für ältere Kinder, verschiedene Arbeitsmaßnahmen, u.ä.	1884	
	1889/1889	1888/89 - Schaffung der ersten « Crèche de Luxembourg » auf Initiative der „Oeuvre de la Protection de l'Enfance“ um Marie Munchen und Auguste Ulveling. (seit 1938 ist die Crèche de Luxembourg auf Plateau Altmünster). Weitere folgten im Land, wie bspw. am 1.10.1893 der erste Kindergarten (jardin d'enfants) in Rumelange.
	1890	L'institut des sourds-muets quitte le plateau du Rham et s'installe à la route d'Arlon à Luxbg.

<p>Congrès international d'Anvers, session 1890 en matière de protection de l'enfance. (participation luxembourgeoise)</p>	<p>1890</p>	<p>1890 Auguste Ulveling (1859–1917): écrit dans «Protection de l'enfance. » : «... Cependant, à notre avis, le système à leur [aux enfants] appliquer devrait être plutôt éducatif que répressif, parce que ces enfants sont généralement plutôt malheureux que vicieux.»</p>
<p>1893: Mary Richmond (1816–1928) übernimmt Leitung der "Charity Organization Society". Spezialisiert Frauen als sogenannte „Hausbesucherinnen“ auszubilden, Sie wollte die Ursachen und Formen der Problematik der Menschen wissen, um somit den Menschen eine bessere Hilfeleistung anbieten zu können, die an den Problemen der Betroffenen angepasst ist. 1917 erscheint ihr das Grundlagenwerk „Social Diagnosis“ zur Sozialen Diagnostik. Begründerin der Fallarbeit (USA)</p>	<p>1893</p>	<p>Cohabitation : Transfert des vieillards infirmes de l'hospice central au centre du Rham qui prend le nom d'Hospice du Rham. La cohabitation des enfants et des vieillards va durer jusqu'en 1981.</p>
<p>Sigmund Freud (1856–1939). Studien über Hysterie. 1895. Die Traumdeutung 1900. Das Unbehagen in der Kultur. 1930.</p>	<p>1895</p>	
<p>2^{ème} Congrès international de la Protection de l'enfance à Genève 14.–19.9.1896, participation A.Ulveling, vice-président</p>	<p>1896</p>	<p>A. Ulveling participe au 2^{ème} Congrès international de la Protection de l'enfance (vice-président) à Genève 14.–19.9.1896</p>
<p>1896/1898 En France et en Allemagne, lutte contre les violences faites aux enfants.</p>	<p>1896/1898</p>	
<p>John Dewey (1859–1952): Gründete 1896 mit Ehefrau Alice Dewey die Versuchsschule „laboratory school“ in Chicago (USA). 1916 erscheint „Demokratie und Erziehung“ (1916). Aufsatz "Learning by doing". 1899 J.Dewey becomes president of the American Psychological Association + openly advocates for children's rights.</p>	<p>1896</p>	
<p>1899 Des tribunaux pour mineurs sont instaurés aux USA. « Juvenile courts revolutionized the treatment of dependent, neglected, and delinquent children. The world's first juvenile court, located in Cook County, opened in July 1899, and served as the model for this new social welfare approach that emphasized individualized treatment of cases instead of rigid adherence to due process, and probation over incarceration. The juvenile court also substituted the ideal of rehabilitation for retribution. Located across the street from Hull House, Chicago's juvenile court symbolized the optimism of its famous neighbors and supporters, especially Jane Addams and Julia Lathrop.»</p>	<p>1899</p>	
<p>Ellen Karolina Sophie Key (1849–1926), schwedische Reformpädagogin: „Das Jahrhundert des Kindes“. Forderte Eltern auf, ihre Kinder als eigenständige Wesen zu sehen, anstelle unvollkommener Erwachsener. Sprach sie sich strikt gegen körperliche Gewalt gegen Kinder aus. (E.K. formulierte auch heute umstrittene sozialdarwinistische Ansichten)</p>	<p>1900</p>	

© Save the Children

© Save the Children

	(1891) 1901/02 (1911)	Sécurité sociale : en 1891 loi facilitant la création de « sociétés de secours mutuelles », en 1901 l'assurance maladie obligatoire des ouvriers, en 1902 celle contre les accidents, en 1911 celle contre la vieillesse et l'invalidité.
	1901	Luxemburg : Einführung einer obligatorischen Krankenersicherung für Arbeitnehmer. Anfang der öffentlichen „Sécurité sociale“
Jean-Ovide Decroly (1871–1932) : méthode du « globalisme » de l'apprentissage. 1901 : Fondation de l' Institut d'enseignement spécial — Laboratoire psychologique, pour enfants "irréguliers" (en réalité tous les enfants non scolarisés) il se refuse à parler d'anormaux ou de handicapés.	1901	Loi du 8 juin 1901 concernant l'organisation du personnel de la Maison de santé d'Ettelbruck et de l'Hospice du Rham. (séparation des 2 entités)
Abkommen zur Regelung der Vormundschaft über Minderjährige vom 12. Juni 1902 wurde auf der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht beschlossen	1902	L'inspection du travail et des mines est créée en 1902.
1905 (F) Tribunal pour enfants	1905	1905 Auguste Ulveling publie : « Proposition de loi sur les enfants moralement abandonnés »
1905: Congrès à Liège (B) des Oeuvres de Patronages. Participation luxembourgeoise : A. Ulveling et Prüm.	1905	1905: Congrès à Liège (B) des Oeuvres de Patronages. Participation luxembourgeoise : A. Ulveling et Prüm.
	1906	Aline Mayrisch-de Saint-Hubert (1874–1947) gründet mit anderen Frauen die « Association pour les Intérêts de la Femme »
1907: Maria Montessori (1870–1952) eröffnete 1907 das erste Kinderhaus. Mit 26 Jahren wurde sie die erste weibliche Ärztin Italiens + sozial sehr engagiert. Das Kind ist „Baumeister“ seiner selbst mit einem inneren Bauplan.	1907	1907 offenbarte die Sozialuntersuchung des Luxemburger Vereins für die Interessen der Frau die widrigen Lebensumstände der armen Familien der Unterstadt (Grund, Clausen, Pfaffenthal). „Die kinderreichen Familien, die zu 10-12 Personen in einem oder zwei kleinen Zimmerchen zusammengepfercht leben, sind besonders beklagenswert.“
Münchener Waisenhaus – Anstaltssatzung / Hausordnung (S1).	1908	1908 wird die "Ligue Nationale Luxembourgeoise contre la Tuberculose", heute "Ligue médico-sociale", gegründet.
Alice Salomon (1872-1948), promovierte National-ökonomin und Frauenrechtlerin, gründet 1908 in Berlin-Schöneberg die reichsweit erste interkonfessionelle Soziale Frauenschule. Veröffentlicht 1927 ihr Grundlagenwerk „Soziale Diagnose“, Pendant zu Mary Richmon's „Social Diagnosis“ (1907).	1908	
(USA) The White House Conference on the Care of Dependent Children, in 1909, was a protest against the use of institutional care for dependent and neglected children.	1909	
Janusz Korczak leitet seit 1911 nach prinzipiellen Kinderrechten das Dom Sierot (polnisch: „Waisenhaus“) und seit 1919 das Nasz Dom („Unser Haus“) in Warschau (seit 1940 im Warschauer Ghetto).	1911	
1 ^{er} congrès international „Tribunaux pour enfants » 29.6.–1.7.1911, Paris, avec participation luxembourgeoise (Brück, Faber)	1911	

1912 (B) Protection de l'enfance	1912	En 1912, la loi introduit l'obligation scolaire au Luxembourg et impose une scolarité de 9 ans consécutifs. („Lex Braun“)
Janusz Korczak (1878–1942) übernimmt Waisenhaus „Dom Sierot“ in Warschau.	1912	1912: Une commission spéciale sur la protection de l'enfance (en dehors de la Chambre) sous la présidence de M. Ulveling. Les travaux de cette commission n'ont pas eu des suites. (S5)
Erster Weltkrieg	1914–1918	1914 wird die "Croix rouge luxembourgeoise" ins Leben gerufen.
The Declaration of the Rights of the Child, proposed to "Prolet'cult" in Moscow, 1918. Came into being during the course of the Russian Revolution in 1917–18, exemplifies an emancipatory current in the history of children's rights.		
1918 erscheint „The Project Method“ (die Projektmethode) von William Heard Kilpatrick (1871–1965) (Julia) Bedeutender amerikanischer Reformpädagoge, der in den 30er Jahren mit „Progressive Education“ gleichgesetzt wird. Wichtigstes Werk ist sein Aufsatz „The Project Method“ (die Projektmethode), den er 1918 veröffentlicht. Er stellt das Projekt als „herzhaftes absichtsvolles Tun“ des Kindes dar, wobei das Lernen nicht abstrakt, sondern lebensnah ist.	1918	
(USA) The second conference, held in 1919, the White House Conference on Standards of Child Welfare, framed the first important body of child health and welfare standards to insure that every child had a fair chance.	1919	
1919 : Création, par la Société des Nations (Sdn), à Genève, et du "Child Welfare Committee (1919–1936)"	1919	
1919 Mit Frauenrechten betraute NGOs wenden sich den Kinderrechten zu, z.B.: Save the Children (UK) (S4).	1919	Einführung des Frauenwahlrechts und allgemeinen Wahlrechts in Luxemburg.
Rudolf Steiner (1861–1925) : Begründer der „Waldorfpädagogik“ konzipierte die Waldorfpädagogik für die 1919 in Stuttgart eröffnete Betriebsschule für die Kinder der Arbeiter und Angestellten der Waldorf-Astoria-Zigarettenfabrik (heute Freie Waldorfschule Uhlandshöhe).	1919	
A.S. Makarenko (1888–1939) beteiligt sich am Aufbau eines Arbeitsheims für straffällig gewordene Jugendliche, der späteren Gorki-Kolonie, benannt nach dem russ. Schriftsteller M.Gorki. Anstelle einer früheren militärisch geführten Jugendstrafkolonie entstand die erste koedukative pädagogische Einrichtung dieser Art in der Sowjetunion. Begründer der „Kollektiverziehung“.	1920	
1920: Kurt Hahn (1886-1974) –Erlebnispädagogik, Die „Erlebnistherapie“, wie der Reformpädagoge sein Programm später nannte, bestand im Wesentlichen aus vier Elementen mit jeweils unterschiedlichen Schwerpunkten: -körperliches Training (physische Komponente), -Expedition (affektive Komponente), -Projektarbeit (kognitive Komponente) &-Dienst (soziale Komponente).	1920	

<p>A. S. Neill (1883–1973) gründet das reformpädagogische Internat „Summerhill“, eine demokratische Schule in Leiston (England).</p>	<p>1921</p>	<p>Allgemeine Arbeitslosenversicherung durch das Gesetz vom 6.8.1921. Loi du 6 août 1921 concernant la participation financière des communes, des patrons et des ouvriers dans l'allocation des secours de chômage.</p>
<p>Charles Chaplin „The Kid“ (dt. Alternativtitel: Der Vagabund und das Kind)</p>	<p>1921</p>	
<p>Virgina Henderson (1897–1996): Pflegepädagogik, Pflegemodell 14 Grundbedürfnisse. 1922: „Textbook of the Principles and Practice of Nursing“</p>	<p>1922</p>	
<p>1922 (D) Reichsgesetz für Jugendwohlfahrt, (D) RJWG. Reichsjugendwohlfahrtsgesetz</p>	<p>1922</p>	
<p>(D) Jugendgerichtsgesetz</p>	<p>1923</p>	
<p>Jean Piaget (1896–1980) : kognitive Entwicklungspsychologie. Le langage et la pensée chez l'enfant. 1923 ; Le jugement et le raisonnement chez l'enfant. 1924, Le jugement moral chez l'enfant. 1932 ; La naissance de l'intelligence chez l'enfant. 1936 etc.</p>	<p>1923</p>	
<p>1923 : Eglantyne Doey Jebb 1876–1928) rédige une Déclaration des droits de l'enfant. „Save the Children“ adopte la version provisoire d'une déclaration des droits de l'enfant. «1923 she attended a meeting of the International Save the Children Union in Geneva with a plan for a "Children's Charter", the result of which was her draft of the Declaration. The first formal statement of children's rights, the Geneva Declaration is a clear, concise statement of five simple points emphasising the right of every child to be given the best start in life. It was published by the Union on 23 February 1923 before being endorsed by the League of Nations on 26 November 1924.»</p>	<p>1923</p>	
<p>1923 : L'ONG « Save the Children » adopte une déclaration en cinq points relative aux droits de l'enfant connue sous le nom Déclaration de Genève.</p>		
<p>Genfer Erklärung der Kinderrechte Déclaration de Genève sur les droits de l'enfant (Société des Nations) Die von der britischen Pädagogin Eglantyne Jebb verfasste Children's Charta wird vom Völkerbund verabschiedet und als Genfer Erklärung bekannt. (S3)</p>	<p>1924</p>	
<p>1924 erscheint die Schrift "Die Verwahrlosten" von Herman Nohl (1879–1960), namhafter Vertreter der Reformpädagogik und der geisteswissenschaftlichen Pädagogik, führt den Begriff des "pädagogischen Bezugs" ein (insbesondere zwischen dem Erzieher und dem Heranwachsenden), der für ihn der neben Anlage und Milieu die mögliche Ursache für Verwahrlosung ist. Hauptwerk „Die pädagogische Bewegung in Deutschland und ihre Theorie“ (1933/1935)</p>	<p>1924</p>	

© Save the Children

© Save the Children

© Save the Children

Célestin Freinet (1896–1966): Reformschule. 1924 Gründung der C.E.L. (Coopérative de l'Enseignement Laïc), später Französische Lehrerbewegung „École Moderne“	1924	
	1926	En 1926, suite à une intervention parlementaire, le Directeur général de la justice dépose un nouveau projet de loi sur l'enfance moralement abandonnée (S5)
Peter Petersen (1884–1952): „Der kleine Jena-Plan“(1927) zur Reformschule.	1927	
The Great Depression was the worst economic downturn in the history of the industrialized world, lasting from 1929 to 1939. Weltwirtschaftskrise began mit Börsenkrach in New York	1929–1939	
Janusz Korczak: „Das Recht des Kindes auf Achtung“ Le Dr Janusz Korczak (1878–1942) défend les droits de l'enfant et réclame pour eux une charte.	1929	Le 26 juin 1929, M. le Directeur général de la justice soumet au Conseil d'Etat un second projet de loi, concernant l'institution du juge des enfants ainsi que des mesures à prendre à l'égard des mineurs traduits en justice et se rapportant aux enfants délinquants (S5)
Grace Longwell Coyle (1892–1962): Theorie der Sozialen Gruppenarbeit. 1930 « Social Process in Organized Groups »	1930	1930: Le Conseil d'Etat, dans son avis du 14 mars 1930, propose de réunir les deux projets de loi de 1926 et de 1929 en un seul, à l'instar de la loi belge du 15 mai 1912 intitulée "Projet de loi sur la protection de l'enfance",et comportant deux chapitres : I. De la déchéance de la puissance paternelle; II. Des mesures à prendre à l'égard des mineurs traduits en justice. (S5)
Étienne De Greeff (1898–1961): criminologie comme clinique interdisciplin. de l'humain. 1930 professeur à Louvain. Fondateur de l'école belge de criminologie. Aux sources de l'Humain (1949) (B)	1930	
(USA) The Children's Charter. President Herbert Hoover's White House Conference on Child Health and Protection, Recognizing the Rights of the Child as the First Rights of Citizenship, Pledges itself to these Aims for the Children of America (S6) The White House Conference on Child Health and Protection (1930) produced the most comprehensive statement of the needs of children ever written.	1930	
	1931	Großherzoglichen Beschluss vom 30.3.1931 wird die Kinderarbeit vor dem 14. Lebensjahr gänzlich verboten. Verbot der Nachtarbeit und des Umgangs mit bleihaltigen Stoffen bis zum vollendeten 17. Lebensjahr angehoben.
	1932	1932 vereinigt die "Fédération Luxembourgeoise des Œuvres Catholiques de Charité » die katholischen Hilfsvereine die seit 1901, insbesondere im Landessüden, entstanden waren. Anfang des CARITAS-Verbandes.
Lew Semjonowitsch Wygotski (1896–1934): 1934: Denken und Sprechen. Sozialer Konstruktivismus; Defektologie: „Die soziale Erziehung stellt für die schwer zurückgebliebenen Kinder den einzig gangbaren und wissenschaftlich vertretbaren Weg dar. Mehr noch, sie allein ist fähig, die wegen eines biologischen Defektes nicht vorhandenen Funktionen herauszubilden. Nur die soziale Erziehung kann (...) das schwer zurückgebliebene Kind durch den Prozess der Menschwerdung führen.“	1934	

	1935	1935 Einführung von zwei neuen Berufsbezeichnungen für die – unter der Kontrolle der Ärzte – ein Staatsdiplom geschaffen wird: die "infirmière visiteuse", auch "staatlich geprüfte luxemburgische Fürsorgerin" sowie die "assistante sociale", "soziale Helferinnen"
	1936	Tony Jungblut : Reportage in der A-Z : « Helfen helfen, das Kinderproblem »
	1939	Loi du 2 août 1939 sur la protection de l'enfance. (Einführung eines Jugendrichters und «Jugendschutz-delegierter») « La loi du 2 août 1939 sur la protection de l'enfance dispose que le mineur auquel est imputé une infraction d'après la loi pénale n'est pas déféré à la juridiction répressive. » (DP 3301/1990, exposé des motifs)
Nationalsozialismus und Zweiter Weltkrieg Nationalsozialismus. Klassifizierung der Kinder; NSV Jugendheimstätten (S1)	1933–1945	1941 beschlagnahmt die Gestapo die Missionschule der Salesianerbruder in Dreibern und richtet ein HJ-Jugendlager ein. Weitere Heime: „Lebensbornheim Moselland Luxemburg in Bofferdingen sowie parteieigene bzw. staatliche Eliteeinrichtungen Adolf-Hitler-Schule Moselland Luxemburg in der Clerfer Abtei, Nationalpolitische Erziehungsanstalt in Kolmar-Berg.“
Paul Moor (1899–1977): Heilpädagogische Theorie des "inneren Halts". 1940 Mitgründung des „Heilpädagogischen Seminars“ in Zürich (CH)	1940	
(USA) The subject of the 1940 Conference on Children in a Democracy canvassed the fundamental democratic principles, conditions, and services essential for the well-being of children in a democracy.	1940	
A Children's Charter in Wartime of the United States Department of Labor, Children's Bureau 1942	1942	
Bruno Bettelheim (1903–1990): Milieutherapeutische Erziehung – Orthogenic school (Leitung ab 1944). „Love Is Not Enough: The Treatment of Emotionally Disturbed Children“ 1950.	1944	1944 Introduction du salaire social minimum (SSM) – sozialer Mindestlohn
1945 : Création de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Gründung der UNESCO am 16. November 1945	1945	Le nombre des enfants vivant à l'Hospice du Rham a beaucoup augmenté. L'idée de répartir les enfants dans de plus petits foyers devient une perspective concrète.
Astrid Anna Emilia Lindgren (1907–2002): Pippi Langstrumpf (Pippi Långstrump, 1945, deutsch 1949) Wir Kinder aus Bullerbü (Alla vi barn i Bullerbyn, 1947, deutsch 1955)	1945	 
Boys' & Girls' Republic of Italy (La Repubblica dei Ragazzi) and Boys' & Girls' Towns of Italy (La Città dei Ragazzi) founded Monsignor John Patrick Carroll-Abbing (1912-2001)	1945	
(D) Andreas Mehringer (1911–2004): Familienprinzip in der Heimerziehung. Baut nach 1945 das Münchner Waisenhaus wieder auf: Familienkind oder Anstaltskind? (S1)	Nach 1945	
1946 : Création de l'Unicef	1946	

(CH) Grundsteinlegung für das „Kinderdorf Pestalozzi“ in Trogen (CH) für Kriegswaisen aus Nachbarländer	1946	
Emilie „Emmi“ Pikler (1902–1984) : Autonomie-Ansatz in der Kleinkindpädagogik. 1946 gründet Pikler in Budapest das Lóczy-Institut.	1946	
	1947	1947 Création des « allocations familiales » en faveur de tous les salariés
„Allgemeine Erklärung der Menschenrechte“ Resolution der Generalversammlung der Vereinten Nationen. 10. Dezember 1948 (Paris)	1948	
Gründung der FICE Fédération internationale des communautés éducatives im Pestalozzi-Kinderdorf in Trogen (CH)	1948	
Hermann Gmeiner (1919–1986) gründet in Österreich die „SOS-Kinderdörfer“ nach dem Vorbild des Kinderdorfes Pestalozzi in Trogen.	1949	Le Château de Munsbach devient la première annexe de l'Hospice du Rham (au départ pour garçons et filles de 0 à 3 ans et de filles au-delà de 6 ans. → fermeture en 1979
Bruno Bettelheim (1903–1990) veröffentlicht: Love Is Not Enough: The Treatment of Emotionally Disturbed Children. 1950. Deutsch: Liebe allein genügt nicht: die Erziehung emotional gestörter Kinder.	1950	1950 : création du « service de défense sociale » dans le cadre des Etablissements Pénitentiaires et Maisons d'éducation. (probation)
Erik H. Erikson (1902–1994) und Ehefrau und geistigen Weggefährtin Joan Erikson (1903–1997) entwickeln ein Stufenmodell der psychosozialen Entwicklung. 1950 : Childhood and Society.	1950	1950 : Camp international de la FICE à Sanem. Pendant tout un mois, du 10.8.–31.08.1950, 50 orphelins de guerre, garçons et filles, venus de 9 pays différents d'Europe ont pu mener une expérience de vie internationale en participant activement à l'organisation des activités diverses du camp et cela dans une ambiance d'enthousiasme et de compréhension mutuelle vivent au Château de Sanem → 1951 : installation d'un groupe de vie → Kannerschlass Suessem → cette initiative mènera aussi à la création de l'ANCE asbl en 1978.
Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, communément appelée Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), traité international signé par les États membres du Conseil de l'Europe le 4 novembre 1950. Cour européenne des droits de l'homme mise en place en 1959.	1950	1950 : création du « service de défense sociale » dans le cadre des Etablissements Pénitentiaires et Maisons d'éducation. (probation) Précurseur du SCAS
(USA) The Midcentury White House Conference on Children and Youth (1950) was concerned with democracy's responsibility "to produce socially minded cooperative people, without sacrificing individuality." This conference explored the ingredients of a healthy personality development.	1950	
Edward John Mostyn Bowlby (1907–1990), Pionier der Bindungstheorie. 1951: Maternal care and mental health. A report prepared on behalf of the World Health Organization as a contribution to the United Nations programme for the welfare of homeless children. (= World Health Organization Monograph Series). Genf 1951. [Forty-Four Juvenile Thieves: Their Characters and Home Life. In: International Journal of Psychoanalysis. Band 25, 1944, S. 19–52.]	1951	Le 13 novembre 1951 un premier groupe de 24 enfants entre 13 et 11 ans, garçons et filles, fut admis au « Kannerschlass » et pris en charge par M. et Mme Oth, jeune couple d'enseignants assistés par une monitrice engagée en décembre de la même année.

(D) 1. Oktober 1953: Neufassung des Jugendgerichtsgesetzes (JGG) in der Bundesrepublik Deutschland. Sein Kerngedanke ist „Erziehung vor Strafe“.	1953	Ouverture d'une 2 ^{ème} annexe de l'Hospice du Rham à Schiffflange : „Maison Biever“ (pour garçons uniquement)
Übereinkommen vom 24. Oktober 1956 über das auf Unterhaltsverpflichtungen gegenüber Kindern anzuwendende Recht	1956	
Übereinkommen vom 15. April 1958 über die Anerkennung und Vollstreckung von Entscheidungen auf dem Gebiet der Unterhaltspflicht gegenüber Kindern	1957	Ouverture d'une 3 ^{ème} annexe de l'hospice du Rham à Lintgen (au départ pour filles uniquement) → fermeture en 1980.
Kinderrechtscharta der Vereinten Nationen 1959 Charte des droits de l'enfant	1959	
L'Assemblée générale des Nations Unies adopte la Déclaration des Droits de l'Enfant. Dix principes fondamentaux pour le bien-être et la protection des enfants y sont proclamés. L'enfant est reconnu comme une personne investie de tous les droits.	1959	
Jugendwohlfahrtsgesetz (JWG, 1960)	1960	
Philippe Ariès (1914–1984) publie « L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime »	1960	
Loris Malaguzzi, (1920–1994): Reggio-Pädagogik, eröffnete 1960 ein Zentrum für behinderte Kinder und berät die kommunalen Krippen und Kindergärten in Reggio Emilia (I). 1993: „Una carta per tre diritti. A charter of rights“	1960	
(USA) The 1960 White House Conference on Children and Youth enlarged this theme to find ways "to promote opportunities for children and youth to realize their full potential for a creative life in freedom and dignity."	1960	
A.S.Neill: (1969) Theorie und Praxis der antiautoritären Erziehung. (Engl. 1960)	1960–1969	1968 : Hospice du Rham → Centre du Rham 1969 : Création d'une „commission médico-psycho-pédagogique“ et d'un „service médico-psycho-pédagogique“ au Centre du Rham
Haager Minderjährigenschutzabkommen, MSA, amtlich in der Bundesrepublik: Übereinkommen über die Zuständigkeit der Behörden und das anzuwendende Recht auf dem Gebiet des Schutzes von Minderjährigen, vom 5. Oktober 1961 (Luxemburg ratifiziert 1967)	1961–1968	1961: Marcel Nilles erfährt von der Idee „SOS Kinderdorf“ in Imst (Tirol), wo 1949 das erste SOS Kinderdorf entstand. 1963 wird die „asbl Lëtzeburger Kannerduerf“ gegründet. 1964 beschliesst der Gemeinderat Mersch ein Grundstück zur Verfügung zu stellen für den der Bau eines Kinderdorfes. Straußfeier der drei ersten Häuser in 1968. (www.kannerduerf.lu)
Klaus Mollenhauer (1928–1998): kritisch-emanzipatorische Sozialpädagogik. 1964 : « Einführung in die Sozialpädagogik – Probleme und Begriffe der Jugendhilfe. »	1964	Loi du 21 mai 1964 portant 1) réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2) création d'un service de défense sociale.
Beginn der « Kinderrepublik » San Pedro de Rocas und Benposta (1956 wurde die Nation der Kinder in Ourense/ Spanien von einer handvoll jugendlicher gegründet.	1964	

© Save the Children

© Save the Children

(D) Ab 1965 entwickelt sich die „Heimkampagne“.	1965	Loi du 12 juin 1965 portant modification de l'article 34 de la loi du 2 août 1939 sur la protection de l'enfance.
	1965	Chambre des Députés demande dans une motion du 13 mai 1965, "la création d'un service social d'aide à l'enfance" visant à prévenir la désintégration familiale et l'inadaptation sociale des jeunes par une action sociale préventive
1966 - Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels 1966 - Pacte international relatif aux droits civils et politiques	1966	
Emil Erich Kobi (1935–2011): Heilpädagogik (CH). „Das legasthenische Kind, Solothurn“ 1967	1967	
	1968	Loi du 8 avril 1968 portant réorganisation de l'administration de l'hospice du Rham.
	1968	« Avec la création du service d'intégration sociale de l'enfance (SISE) en 1968 chargé plus particulièrement d'examiner tous les problèmes relatifs aux maisons d'enfants en vue de coordonner notamment les systèmes éducatifs et les conditions de travail des différentes institutions, les pouvoirs publics commencèrent enfin à prendre conscience de leurs obligations dans ce domaine et ce 17 ans après l'admission du premier groupe d'enfants au «Kannerschlass» dont on reconnaissait volontiers la valeur du travail éducatif d'avant-garde. » (www.kannerschlass.lu)
	1969	1969 Création d'une „commission médico-psycho-pédagogique“ et d'un „service médico-psycho-pédagogique“ au Centre du Rham
	1969	le législateur interdit en 1969 l'emploi des enfants jusqu'à l'âge de 15 ans accomplis - 1969 - Verbot der Kinderarbeit in Luxemburg
(D) Skandalisierung der Heimerziehung. „Befreiung“, Entstehung erster alternativer Wohngruppen (S1)	Ende 60er	
Paulo Freire (1921–1997, Brasilien): 1970 erscheint das befreiungspädagogische Hauptwerk „Pädagogik der Unterdrückten“.	1970	ab 1970 Dezentralisierung der Heimstrukturen 1975 Konventionierung der privaten Träger
(USA) 1971 – The “White House Conference on Children and Youth was split into two conferences, one on children, the other on youth. The children's conference focused on the individuality of children through the support of healthy personality development. The youth conference focused on a number of issues affecting people ages 14–24, including values, ethics, and culture, foreign affairs, race relations, and legal rights and justice.	1971	Loi du 12 novembre 1971 relative à la protection de la jeunesse. (Einführung des Jugendgerichts) « La loi au 12 novembre 1971 précise qu'il est déféré au tribunal de la jeunesse. Après la deuxième guerre mondiale, la maison installée au Stadtgrund est abandonnée et remplacée par les institutions fonctionnant actuellement à Dreibern et à Schrassig sous la direction générale et la surveillance du procureur général de l'Etat. Les réformes successives se caractérisent par un mouvement de dépenalisation progressive de la prise en charge, par le passage d'une stratégie de la répression à une pédagogie de la réinsertion sociale . » (DP 3301/1990 Exposé des motifs)

	1972	Création du Fonds du logement
	1973	14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée; Luxembourg : Vote de la loi portant création d'instituts et services d'éducation différenciée ; Création de l'Institut de formation pour éducateurs et moniteurs d'éducation différenciée (IFEM)
In bundesdeutschen Schulen tritt das Verbot der Züchtigung in Kraft! In der DDR war sie schon seit 1949 verboten. (S3)	1973	Ouverture d'une 4 ^{ème} „annexe“ du Centre du Rham à Schiffflange : la « Maison Frieden »
Youth Liberation of Ann Arbor, 1973	1973	
(F) Démolition de la « petite Roquette » à Paris, pénitencier pour enfants et jeunes de 1830 à 1920	1974	1974 schließen sich in Luxemburg auch die Heimleiter in einer fachlichen Vereinigung, der "Association des directeurs des centres d'accueil" (ADCA).
Paul-Michel Foucault (1926–1984) : « Surveiller et punir. Naissance de la prison » (parait en 1975)	1975	En 1975 la législation familiale a été modifiée : dans le cadre de l'égalité homme – femme, les parents sont mis à égalité à l'égard de leurs enfants. On ne parle plus d'autorité paternelle, mais d'autorité parentale.
(USA) Glen Mills Schools ist eine US-amerikanische Einrichtung zur Unterbringung und Resozialisierung von Jugendlichen Delinquenten in Pennsylvania. (geschlossene Einrichtung seit 1913). Ab 1975 entwickelt Cosimo D. Ferrainola (1931–2011) eine „konfrontative Pädagogik“: GGI, Group Guided Interaction.	1975	L'âge de la majorité est fixé à 18 ans accomplis. Le Code civil luxembourgeois définit alors le mineur comme étant "l'individu de l'un et de l'autre sexe qui n'a pas encore l'âge de 18 ans accomplis" (art. 388 du Code civil, Loi du 6 février 1975 relative à la majorité civile, l'autorité parentale, l'administration légale, la tutelle et l'émancipation.)
	1975	Ab 1975 Konventionen des Familienministeriums mit den Heimträgern in denen die sozialpädagogische Arbeit vereinbart wird.
	1976	1976 Réforme du système d'aide aux chômeurs par la création d'un fonds de chômage
(D) [Die deutsche FICE-Sektion veröffentlicht einen allgemeinen Bericht zur Heimerziehung und Alternativen.]	1977	Création du « Service central d'assistance sociale » (SCAS) « regroupe les services chargés d'enquête sociales et d'assistance à des personnes sous surveillance judiciaire » (Art.77 la loi du 25 juillet 1977 portant sur l'organisation judiciaire)
Essayistin Katharina Rutschky: „Schwarze Pädagogik“ (Anthologie) 1977. Alice Miller: „Am Anfang war Erziehung“ (1980)	1977	Die Heimträger schliessen sich 1977 in einem Trägerverband zusammen, der "Entente des gestionnaires des centres d'accueil".
Polen reicht anlässlich der Konferenz der UNO-Menschenrechtskommission den Entwurf einer Kinderrechtskonvention ein, die sich im Wesentlichen auf die Erklärung von 1959 stützt. Sie wird aber als unzureichend abgewiesen. (S3)	1978	1978 gründen 46 engagierte Fachkräfte (Pädagogen, Lehrer, Psychologen, Erzieher, u.a.) eine luxemburgische Sektion der FICE, die "Association des Communautés Educatives" (ANCE) als Fachverband für erzieherische Hilfen. Seit 2011 "Association des Communautés Educatives et Sociales" (A.N.C.E.S.)
1979 : Internationales Jahr des Kindes. Année internationale de l'enfant	1979	Symposium et bulletin de l'ANCE sur la situation des droits de l'enfant à Luxembourg

1979 Konvention der Vereinten Nationen zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau (CEDAW), 1999 CEDAW-Zusatzprotokoll für Individualbeschwerden, tritt 2000 in Kraft (S4)	1979	Ouverture du „Centre Jean Wolter“ à Schiffflange comprenant 2 groupes de vie „Um Wendel“ et „Um Mouer“. Administration des « Maisons d'enfants de l'Etat » s'installe à Schiffflange. Fermeture de l'annexe à Munsbach.
	1979	1979 Règlement grand-ducal du 29 août 1979 portant réglementation des études et des attributions de la profession d'assistant social
Haager Übereinkommen über die zivilrechtlichen Aspekte internationaler Kindesentführung (auch Haager Kindesentführungsübereinkommen) vom 25. Oktober 1980	1980	Claire Kieffer (1929–1980), arbeitet seit 1971 als « assistante d'hygiène sociale” im „Service psycho-médico-pédagogique” des «Centre du Rham» und betreute die Außenwohngruppe «Foyer de resocialisation pour jeunes» für delinquente und defavorisierte Jugendliche in Moutfort. Am 18/11/1980 wird sie von Jugendlichen, die sie betreut hat, umgebracht. Die im September 1980 eröffnete Aussenwohngruppe des Centre du Rham in Düdelingen wurde nach ihr benannt (bis 2005). Fermeture de l'annexe à Lintgen.
	1981	Loi du 9 janvier 1984 portant réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation. (Dreiborn) « A Schrassig, le départ en 1985 des religieuses de la Doctrine chrétienne laisse un vide non comblé. » (CP 3301/1990, exposé des motifs)
	1981	Auflösung der « Rumm » → Maison d'Enfants de l'Etat (M.E.E.). Départs des derniers groupes d'enfants du Centre du Rham avec l'ouverture du foyer „Dr. Colling » et du foyer « Maerteshaus » à Dudelange. (Départ du Rham des Sœurs de la Ste Elisabeth en 1984)
	1982	Création d'un Conseil Supérieur de la Famille et de l'Enfance qui étudie tous les problèmes se rapportant à la famille et à l'enfance et qui fournit des conseils et recommandations au Ministère de la famille et de l'intégration, sur les questions relatives à la famille et aux enfants.
Arab Charter on the Rights of the Child 1983 League of Arab States	1983	
	1984	Loi du 10 février 1984 portant organisation des services du Centre du Rham: section des « Maisons d'enfants de l'État. » - Règlement ministériel du 29 avril 1987 ayant pour objet de fixer le programme détaillé des matières des différents examens de carrière de l'éducateur et du moniteur des services du Centre du Rham, ainsi que le nombre des points à attribuer à chaque matière.
1985 – Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing) Année Internationale de la Jeunesse	1985	1 ^{ère} édition du guide « Vos droits et devoirs – de 12 à 18 ans » (C.I.J.asbl)
	1986	1986 Introduction du « revenu minimum garanti » (RMG) → SNAS → « Conseil supérieur à l'action sociale »

	1986	Diplompädagogin Vivi Hommel (1949-1986) in den 80er Jahren aktives Mitglied der „Aktioun fir de Fridden“. Erziehung zum Frieden, Dialog mit Andersdenkenden und –glaubenden
	1988	15 décembre 1988 : Loi luxembourgeoise portant approbation de la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, faite à New York
9. novembre 1989 – chute du mur de Berlin	1989	
Convention relative aux droits de l'enfant des Nations adoptée le 20 novembre 1989 à New-York. UN-Kinderechtskonvention: PPP, Vorrang der familiären Erziehung; Dejudiziarisierung	1989	
African Charter on the Rights and Welfare of the Child, OAU Doc. CAB/LEG/24.9/49 (1990), entered into force Nov. 29, 1999.	1990	
World Declaration on the Survival, Protection and Development of Children, agreed to at the World Summit for Children on 30 September 1990 (S6)	1990	En 1990 fut votée la loi portant organisation des études éducatives et sociales. Ce fut, en même temps, la création de l'Institut d'études éducatives et sociales (IEES) --> LTPES en 2005
1990-1996 Globale UNO-Konferenzen und Gipfel über die Themen: Kinder, Bildung, Umwelt und Entwicklung, Menschenrechte, Bevölkerung, Frauen und soziale Entwicklung	1990–1996	
(D) Kinder- und Jugendhilfegesetz (KJHG). Am 1.1.1991 hat das Gesetz zur Neuordnung des Kinder- und Jugendhilferechts vom 26. 7. 1990 (Kurzbezeichnung Kinder- und Jugendhilfegesetz) das Jugendwohlfahrtsgesetz von 1922 abgelöst. Es ist als 8. Buch in das Sozialgesetzbuch (SGB VIII; Neufassung vom 14.12.2006) Ergänzt 2021.	1990/1991	Loi du 12 juillet 1991 portant organisation des Centres socio-éducatifs de l'Etat. (Dreiborn et Schrassig)
(USA) Howard Zehr's "Changing Lenses – A New Focus for Crime and Justice" (published in 1990), "Little Book of Restorative Justice"(2002).	1990	
	1992	Loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.
	1992	CNAP 1992–2011 (Commission nationale en matière de placement) Institué par l'EGCA & le Ministère de la Famille. Bis 1991 CIEP (Centre d'Information et de Placement)
	1992	Loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé → Code de déontologie, Conseil supérieur de discipline, Conseil supérieur de certaines professions de santé.
1993: Haager Abkommen zur Adoption. Haager Übereinkommen über den Schutz von Kindern und die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der internationalen Adoption vom 29. Mai 1993	1993	Loi du 20 décembre 1993 portant 1) approbation de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 2) modification de certaines dispositions du code civil. Introduction par cette loi de l'autorité parentale conjointe / partagée

	1994	Loi du 28 juin 1994 modifiant et complétant: a) la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire; b) la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation. différenciée; en faveur de la participation d'enfants affectés d'un handicap à l'enseignement ordinaire et de leur intégration scolaire.
Françoise Dolto (1908–1988): Pädagogik und Psychoanalyse. 1995 : « Tout est langage » «Le dire et le faire. Tout est langage. L'importance des paroles dites aux enfants et devant eux.»	1995	1995 – Les études d'éducateur sanctionnées par le diplôme de fin d'études secondaires techniques
La « Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants » adoptée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en 1996 a été consacrée en vue de conférer aux enfants des droits procéduraux prenant en compte leur opinion dans les affaires familiales qui les concernent. (non ratifiée par Luxembourg).	1996	1996 Règlement minist. du 10.10.1996 instituant une formation aux fonctions d'aide socio-familiale. (MiFA)
1996 Charte Sociale Révisée du Conseil de l'Europe est adoptée. Luxembourg ne l'a pas ratifiée.	1996	1996 Un projet de loi relatif à la promotion des droits de l'enfant et à la protection sociale de l'enfance, déposé début 1996 par le Ministère de la famille à la Chambre des Députés, entend imposer un cadre fixe qui respecte les droits des enfants, qui protège les intérêts des familles et qui garantit la qualité des placements effectués. (PL abandonné par la suite)
Übereinkommen über die Zuständigkeit, das anzuwendende Recht, die Anerkennung, Vollstreckung und Zusammenarbeit auf dem Gebiet der elterlichen Verantwortung und der Maßnahmen zum Schutz von Kindern, kurz Haager Übereinkommen über den Schutz von Kindern (KSÜ) ersetzt das Übereinkommen vom 5. Oktober 1961 über die Zuständigkeit der Behörden und das anzuwendende Recht auf dem Gebiet des Schutzes von Minderjährigen.	1996	
	1998	Introduction de l'assurance-dépendance (Pflegeversicherung)
	1998	1998 Loi ASFT: Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (Loi ASFT)(Règlement grand-ducal du 16 avril 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de centres d'accueil avec hébergement pour enfants et jeunes adultes.)
	1998	« L'accueil jour et nuit de mineurs - constats, réflexions, perspectives » Le guide du professionnel, édité par l'ADCA et l'ANAHASISIG
	1998	1998 Création du « centre de médiation » sous l'impulsion de Jos Bewer, fondateur et président (1998-2006) du Centre de Médiation asbl.
Erste Berichte über Missbrauchsfälle an der Odenwaldschule (Hessen) in den 70er und 80er Jahren	1998–2011	

<p>Les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté dits « Règles de Havane » adoptées par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1990 sont des règles déterminant les normes à appliquer lorsqu'un enfant est détenu par une autorité publique judiciaire.</p>	<p>1999</p>	<p>31 mai 1999 : Entrée en vigueur de la loi visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (combat contre la traite des êtres humains et protection des victimes de la traite, concernant en partie les enfants).</p>
<p>1999 - Convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182) de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). La Convention n°182 sur les pires formes de travail des enfants adoptée par l'Organisation Internationale du Travail en 1999 a été établie dans l'objectif d'éliminer les pires formes de travail des enfants. / 1999 Konvention der IAO über das Verbot und unverzügliche Maßnahmen zur Beseitigung der schlimmsten Formen der Kinderarbeit (S4).</p>	<p>1999</p>	<p>1999 Création du „congé parental“</p>
	<p>1999</p>	<p>RGD du 21.5.1999 instituant une formation aux fonctions d'aide socio-familiale. (MiFA)</p>
<p>Charte des Droits fondamentaux de l'Union Européenne (légalement contraignante avec le Traité de Lisbonne 1.12.2009) « Article 24 - Droits de l'enfant. 1. Les enfants ont droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien-être. Ils peuvent exprimer leur opinion librement. Celle-ci est prise en considération pour les sujets qui les concernent, en fonction de leur âge et de leur maturité. 2. Dans tous les actes relatifs aux enfants, qu'ils soient accomplis par des autorités publiques ou des institutions privées, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. 3. Tout enfant a le droit d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à son intérêt. »</p>	<p>2000</p>	<p>18 mars 2000 : Entrée en vigueur de la loi portant création d'un régime de protection temporaire ; portant modification de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile (développement du cadre juridique en matière d'enfants migrants et réfugiés).</p>
<p>VN-KRK: Zusatzprotokoll: Kinderhandel, -prostitution und -pornografie (2000), 25 mai 2000 : Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication dans les conflits armés, ratifié par la loi du 25 avril 2003.</p>	<p>2000</p>	<p>6 mai 2000 : Loi luxembourgeoise portant approbation de l'amendement au paragraphe 2 de l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant (sur le Comité des Droits de l'enfant), adopté à la Conférence des Etats parties le 12 décembre 1995.</p>
<p>25 mai 2000 : Protocole facultatif à la Convention relative aux Droits de l'Enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, ratifié par la loi du 11 juillet 2016.</p>		
	<p>2000–2003</p>	<p>Chambre des Députés : Commission spéciale „Jeunesse en détresse“ → 1er projet de loi. Le Ministre de la Justice a institué en décembre 2000 un groupe de travail interministériel avec la mission de réfléchir aux réformes à apporter en matière de protection de la jeunesse. Rapport final en août 2002 (DP5351/07) En parallèle, la Chambre des Députés a, en avril 2000, institué une commission parlementaire spéciale consacrée à la jeunesse en détresse. Rapport final (DP5225) en date du 27 octobre 2003. Débat d'orientation à la Chambre des Députés le 26 novembre 2003.</p>

	2001	23 mars 2001 : Entrée en vigueur de la loi concernant la protection des jeunes travailleurs.
VN-KRK-Zusatzprotokoll: Kinder in bewaffneten Konflikten (2002)	2002	
2002 Römisches Statut des Internationalen Strafgerichtshofes (IstGH) tritt am 1. Juli 2002 in Kraft; Generalversammlung der Vereinten Nationen: Sondertagung über Kinder (S4)	2002	
	2003	2003 ORK Loi du 25 juillet 2002 portant institution d'un comité luxembourgeois des droits de l'enfant, appelé «Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK). Ombudcomité fir d'Rechter vum Kand (ORK, 2003): Marie Anne Rodesch-Hengesch devient 1ère présidente de l'ORK
	2003	Eröffnung der Jugendpsychiatrie im „Hôpital du Kirchberg“ (2008 folgt das CHL mit einer kinderpsychiatrischen Abteilung)
	2003	Fondation de la „Coalition Nationale des Droits de l'Enfant « (CNDE asbl)
	2003	25 avril 2003 : Ratification du Protocole facultatif à la CDE faite en 2000 sur l'implication d'enfants dans les conflits armés.
	2003	2003 Création du « revenu pour personnes gravement handicapées » (RPGH)
	2003	Création de l'Université du Luxembourg. → im Herbst 2005 Einführung eines integrativen Bachelor-Studiengangs in Sozial- und Erziehungswissenschaften – bachelor en sciences sociales et éducatives
	2003	Loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique
	2004	Projet de loi 5351 portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse (abandonné)
Am 1. März 2005 trat die sogenannte Brüssel Ila-Verordnung der Europäischen Union in Kraft.	2005	2005 Règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants.
	2005	Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) fut créé par la loi du 10 août 2005.
(D) Betroffene gründen „Verein ehemaliger Heimkinder“ e.V. (S1).	2004	Loi du 18 avril 2004 portant organisation des Maisons d'Enfants de l'Etat (M.E.E.).
	2004	16 juin 2004 : Entrée en vigueur de la loi portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat. (première base légale UNISEC)
(IRL) Ferns-Report über das Bistum Ferns berichtet über mehr als 100 Fälle von Kindesmissbrauch in den Jahren 1962 bis 2002.	2005	

2006 La Convention relative aux droits des personnes handicapées adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2006 a été rédigée pour garantir le plein exercice des droits humains fondamentaux ; ratification au Luxembourg par la loi du 28 juillet 2011 portant approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006.	2006	
(D) Hans-Peter Wensierski : Schläge im Namen des Herrn. Die verdrängte Geschichte der Heimkinder in der Bundesrepublik. 2006. Belegt den großangelegten Missbrauch von Heimkindern in Westdeutschland zwischen 1945 und 1970.	2006	
Übereinkommen über die internationale Geltendmachung der Unterhaltsansprüche von Kindern und anderen Familienangehörigen	2007	
(D) Petitionsausschuss des Bundestages empfiehlt einen „Runden Tisch“ zur Aufarbeitung des Unrechts 1945–1970.	2008	Loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille. Vote et publication (2008) de la loi relative à l' « aide à l'enfance et à la famille » (AEF) , opérationnel/entré en vigueur à partir de 2011. Aide volontaire basée sur les droits de l'enfant + principe de l'éducation non-violente + intérêt supérieur de l'enfant. Réintégration des services CPI et répartition en bureaux régionaux à partir de janvier 2017.
	2008	Am 30. Januar 2008 Eröffnung der „Maison Françoise Dolto“ in Howald für die (meist richterlich angeordnete) Inobhutname von max. 20 Kindern aus ganz Luxemburg im Alter zwischen 0 und 3 Jahren, deren Eltern kurz- oder längerfristig die Erziehung nicht gewähren können.
	2009	Loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.
	2009	2009 Introduction des « chèques-service accueil »
	2009	Loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale. → réorganisation des offices sociaux dans les communes
	2009	8 mai 2009 : Entrée en vigueur de la loi luxembourgeoise sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile (combat contre la traite des êtres humains et protection des victimes de la traite, concernant en partie les enfants).
(IRL) 2009: „Ryan-Report“: Staatl. Untersuchung zur Kindesmisshandlung in Einrichtungen für Kinder in Irland. „Murphy-Report“. Öffentl. Untersuchung in Irland zum sexuellen Missbrauch in der Erzdiözese Dublin.	2009	Manuel de l'intervention sociale et éducative au Luxembourg. Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg. Luxembourg 2009 (projet FSE 2006–2009)
(D) Antje Vollmer präs. den Runden Tisch "Heimerziehung in den 50er und 60er Jahren"	2009–2011	
	2008/2011	2008/2011 : Loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille. (2011 Office National de l'Enfance)

Conseil de l'Europe : Guidelines on child friendly justice – justice adaptée aux enfants	2010	Vom 6. April bis zum 16. Juli 2010 konnten Opfer sexueller und physischer Gewalt die Dienste einer vom Erzbistum Luxemburg eingerichteten Kontaktstelle « Hotline Cathol » in Anspruch nehmen. 138 Personen nutzten das Gesprächsangebot, 100 davon klagten über erlittene oder beobachtete Gewalt im Umfeld der Kirche. Autoren des Berichts: Mill Majerus und Simone Majerus
2010 - Résolution Assemblée générale des Nations Unies 64/142. Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants Les Lignes directrices sont destinées à renforcer la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant et des dispositions pertinentes des autres instruments internationaux relatives à la protection et au bien-être des enfants privés de protection parentale ou risquant de l'être.	2010	
2010 (D) „Runde Tisch Sexueller Kindesmissbrauch in Abhängigkeits- und Machtverhältnissen in privaten und öffentlichen Einrichtungen und im familiären Bereich, kurz Runder Tisch Sexueller Kindesmissbrauch. Unabhängige.r Beauftragte.r für Fragen des sexuellen Kindesmissbrauchs (UBSKM). Ab 2016 auch eine Unabhängige Kommission zur Aufarbeitung sexuellen Kindesmissbrauchs.	2010	
Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011.	2011	16 juillet 2011 : Ratification de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ouverte à la signature à Lanzarote les 25-26 octobre 2007 b) du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, du 25 mai 2000.
	2011	Loi du 28 juillet 2011 portant 1. approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006
	2011	2011 : Master "Management und Coaching im Bildungs- und Sozialwesen" (Universität Luxemburg)
(D) ZDF-Film "Und alle haben geschwiegen".	2013	Loi du 30 juillet 2013 portant modification de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique.
		Règlement grand-ducal du 18 juillet 2013 réglementant l'exercice et les attributions de la profession d'assistant social.
Individualbeschwerde beim Genfer KR-Komitee (2012, ratifiziert am 30.6.2015)	2012	
	2013	2013 : Introduction de la « subvention de loyer »
	2013	René Schlechter succède à Marie Anne Rodesch-Hengesch à la Présidence de l'ORK

	2014	9 avril 2014 : Entrée en vigueur de la loi renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains (combat contre la traite des êtres humains et protection des victimes de la traite, concernant en partie les enfants).
	2014	Allgemeiner nationaler Qualifikationsrahmen (MENJE)
	2014	Formation d'éducateur en alternance à l'école de la deuxième chance (E2M) à Luxembourg. Filière francophone à partir de la rentrée 2017/2018
	2015	5 août 2015 CHD : Ratification du 3 ^{ème} protocole de la CIDE → Loi du 5 août 2015 portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, signé à Genève le 28 février 2012. Individualbeschwerde beim Genfer KR-Komitee (2012, ratifiziert am 30.6.2015)
	2015	18 décembre 2015 : Entrée en vigueur de la loi relative à la protection internationale et à la protection temporaire (développement du cadre juridique en matière d'enfants migrants et réfugiés).
	2015	Psychotherapeuten-Gesetz : Loi du 14.7.2015 portant création de la profession de psychothérapeute
Directive européenne (UE) 2016/800 du 11 mai 2016 relative à la mise en place de garanties procédurales en faveur des enfants qui sont des suspects ou des personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales.	2016	Loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse → Leitlinien non-formale Bildung → agents régionaux de qualité
	2016–2021	Bachelor en Sciences Sociales et Éducatives (études en cours d'emploi) Université du Luxembourg + Chambre des Salariés. (jusqu'en 2021)
	2017	Délivrance du diplôme d'État d'éducateur/d'éducatrice dans le cadre de l'année TERMINALE
	2017	Nouvelle base légale 2017 pour l'UNISEC (loi modifiée 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat)
	2017	La loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale a créé un cadre législatif national pour la justice restaurative
	2018	Projet de loi 7276 instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
	2018	2018 : Réforme du code civil: autorité parentale. Principe de la co-parentalité, ISE et participation. Réforme du divorce et création du tribunal/juge aux affaires familiales.
	2018	28 février 2018 : Loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles.

	2018	Création d'un service de « médiation au maintien scolaire, à l'inclusion et à l'intégration scolaire» (SMS)
	2018	Réorganisation de l'éducation différenciée en 8 Centres de Compétences en psycho-pédagogie spécialisée.
	2018	Réforme des prisons portant sur l'administration pénitentiaire et sur l'exécution des peines: introduction d'un « plan volontaire d'insertion » (PVI) et d'une unité de psychiatrie socio-judiciaire
	2018	Reform des RMG/Mindesteinkommen-Gesetzes + Umbenennung in REVIS – revenu d'inclusion sociale
	2018	Reconnaissance de la langue des signes allemande : loi du 24 juillet modifiant le régime des langues
	2018	Loi du 25 juillet 2018 relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil
	2018	Loi du 20 juillet 2018 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011
Comité des Droits de l'Enfant: general comment 14: justice pour enfants	2019	(Mars à mai 2019): Cycle de conférences "Juvenile justice – children's rights and challenges ahead" à la Cité judiciaire
(F) Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (1950–2020), installée depuis le 8 février 2019, a rendu public son rapport le 5 octobre 2021.	2019–2020	Avis et conférences - Promesses du gouvernement luxembourgeois au CDE 30 ^{ème} anniversaire CDE
Publication of the Report "Children Deprived of Liberty - The United Nations Global Study."	2019	
	2020	Nouvelle loi du 1er avril 2020 : Entrée en vigueur de la loi instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.
	2020–2021	Ministre de la Justice donne mission à Mme. Renate Winter pour mener des consultations et assister le gouvernement à rédiger une nouvelle loi
EU-Child rights strategy + Stratégie de l'UE en faveur d'une lutte plus efficace contre les abus sexuels commis contre des enfants	2020–2023 2020–2025	« réforme de la protection de l'enfance et du système de justice pour enfants »
	2022	Inscription des droits de l'enfant à la Constitution luxembourgeoise (PL6030, Audition 2018, PR7755, 2022) entrée en vigueur le 1 ^{er} juillet 2023.

 <p>1 DEFINITIOUN "KAND"</p>	 <p>2 KENG DISKRIMINÉIERUNG</p>	 <p>3 WUEL VUM KAND</p>	 <p>4 VERWIERKLECHUNG VUN DE KANNERRECHTER</p>	 <p>5 ROLL VUN DER FAMILL</p>	 <p>6 LIEWEN, IWWERLIEWEN AN ENTWICKLUNG</p>	 <p>7 NUMM AN NATIONALITÉIT</p>
 <p>8 IDENTITÉIT</p>	 <p>9 ERHALE VUN DER EENHEET VUN DER FAMILL</p>	 <p>10 KONTAKT MAT DEN ELTEREN AM AUSLAND</p>	 <p>11 SCHUTZ VIRUM ENTFÉIERUNG</p>	 <p>12 RESPEKT VIRUM KAND SENGER MEENUNG</p>	 <p>13 FRÄIEN AUSTAUSCH VUN IDDIEN</p>	 <p>14 GEDANKEN- A RELIOUNSFREIHEET</p>
 <p>15 GRUPPE GRËNNEN A BÄITRIEDEN</p>	 <p>16 SCHUTZ VUN DER PRIVATSPHÄR</p>	 <p>17 ZOUANG ZU INFORMATIOUNEN</p>	 <p>18 VERANTWORTUNG VUN DEN ELTEREN</p>	 <p>19 SCHUTZ VIRU GEWALT</p>	 <p>20 KANNER OUNI FAMILL</p>	 <p>21 ADOPTÉIERT KANNER</p>
 <p>22 FLÜCHTLINGS- KANNER</p>	 <p>23 KANNER MAT ENGER BEHËNNERUNG</p>	 <p>24 GESONDHEET, WAASSER, ERNÄRUNG, ÉMWELT</p>	 <p>25 IWWERPRÉIWE VUM PLACEMENT VUM KAND</p>	 <p>26 STAATLECH HËLLEF</p>	 <p>27 IESSEN, KLEEDUNG A SÉCHERT DOHEEM</p>	 <p>28 ZOUANG ZUR BILDUNG</p>
 <p>29 EDUCATIOUNSZILER</p>	 <p>30 ËNNERSCHIDDELECH KULTUR, SPROUCH A RELIOUN</p>	 <p>31 ERHUELUNG, SPILL, KULTUR A KONSCHT</p>	 <p>32 SCHUTZ VIRU GEFÉIERLECHER AARBECHT</p>	 <p>33 SCHUTZ VIRUM DROGEN</p>	 <p>34 SCHUTZ VIRU SEXUELLER GEWALT</p>	 <p>35 PRÄVENTIOUN VU KANNERVERKAF AN -HANDEL</p>
 <p>36 SCHUTZ VIRUM AUSBEUTUNG</p>	 <p>37 KANNER AN HAFT</p>	 <p>38 SCHUTZ A KRICHSZÄITEN</p>	 <p>39 GESOND GINN A REINTEGRATIOUN</p>	 <p>40 VERSTOUSS GÉINT D'GESETZ</p>	 <p>41 UWENDUNG VUM BESCHTMEIGLECHE GESETZ</p>	 <p>42 BEKANNTMAACHE VUN DE RECHTER VUM KAND</p>

43-54



FONCTIONNEMENT
VUN DER
KONVENTIOUN

KONVENTIOUN IWWER D'RECHTER VUM KAND

Colophon

Auteurs : Charel Schmit, Dr. Philip Veerman

Coordination : Historical Consulting, OKAJU

Traduction : Marianne Brausch

Relecture : Laura Ripper

Mise en page : Constanze Woltag Kommunikationsdesign

Image de couverture: © 2011 ESB Professional/Shutterstock

ISBN : 978-99987-911-2-1

Éditeur : Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher,

OKAJU Éditions Luxembourg, 2024

65, route d'Arlon,

L-1140 Luxembourg



Les contenus de la présente publication sont mis à disposition, sauf mention contraire explicite, sous un contrat « Creative Commons : Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Luxembourg ».

Vous êtes libres : de partager – de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public. Selon les conditions suivantes : Paternité. Vous devez citer le nom des auteurs.trices des articles et celui de la publication.

Pas d'utilisation commerciale. Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.

Pas de modification. Vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette création.

Ce qui précède n'affecte en rien vos droits en tant qu'utilisateur (exceptions au droit d'auteur : copies réservées à l'usage privé du copiste, courtes citations, parodie,...)



www.okaju.lu | www.kannerrechter.lu

Okaju – Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, 2024



Voyagez à travers un siècle d'engagement pour les droits des enfants, de la Déclaration de Genève de 1924 à la Convention des Nations Unies de 1989. Découvrez l'évolution continue et le dévouement envers la protection des enfants.

Journey through a century of commitment to children's rights, from the Geneva Declaration of 1924 to the 1989 United Nations Convention. Discover the continuing evolution and dedication to the protection of children.



The first declaration of the Rights of the Child, drafted by Eglantyne Jebb. © Save the Children



Design © UNICEF, 2019